

UNIVERSITÉ DE LYON
FACULTÉ DE DROIT

DES RÉFORMES A INTRODUIRE
DANS LA
LÉGISLATION
DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

PAR

Eugène MOINDROT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE LYON



LYON
IMPRIMERIE DES FACULTÉS
20, Rue Cavenne, 20

—
1898

DES RÉFORMES A INTRODUIRE

DANS LA

Législation des Syndicats Professionnels

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON
FACULTÉ DE DROIT

DES RÉFORMES A INTRODUIRE

DANS LA

LÉGISLATION
DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

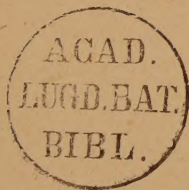
THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

PAR

Eugène MOINDROT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ



LYON
IMPRIMERIE DES FACULTÉS
20, Rue Cavenne, 20

—
1899

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

MM.

CAILLEMER, O. ✱, I. ✕, C. 🌿, *doyen*, professeur de droit civil.

THALLER, professeur honoraire, professeur à la Faculté de droit de Paris.

MABIRE, ✱, I. ✕, C. 🌿, assesseur du doyen, professeur de droit civil.

GARRAUD, I. 🌿, professeur de droit criminel.

APPLETON (Charles), I. 🌿, professeur de droit romain.

FLURER, I. 🌿, professeur de droit civil.

ROUGIER, I. 🌿, professeur d'économie politique.

AUDIBERT, I. 🌿, professeur de droit romain.

COHENDY, I. 🌿, professeur de droit commercial.

PIC, A. 🌿, professeur de droit international public.

BARTIN, A. 🌿, professeur de procédure civile.

SOUCHON, A. 🌿, professeur d'histoire des doctrines économiques.

APPLETON (Jean), agrégé.

LAMBERT, agrégé.

BOUVIER, agrégé.

LAMEIRE, agrégé.

BECQ, I. 🌿, *secrétaire*.

Président : M. PIC, professeur.

Suffragants : { M. SOUCHON. professeur.
 { M. APPLETON (Jean), agrégé.

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MON FRÈRE

BIBLIOGRAPHIE

CAUWÈS. — Cours d'économie politique, t. III, p. 143 et s., p. 173 et s.

LÉROY-BEAULIEU. — Traité d'économie politique.

LÉON SAY. — Dictionnaire d'économie politique.

Paul PIC, — Traité élémentaire de législation industrielle, t. I., p. 76-202.

BRY. — Traité élémentaire de législation industrielle. Paris, Larose, 1895.

Ch. GIDE. — Principes d'économie politique, Paris, Larose et Forcel, 1896.

Paul ROUGIER. — Les Associations ouvrières. Paris, Guillaumin.

HUBERT-VALLEROUX. — Les Corporations d'arts et métiers, Paris, 1885,

GLOTIN. — Étude historique, juridique et économique sur les Syndicats professionnels (Paris).

MAHAIM. — Études sur l'Association professionnelle (Université de Liège. Thèse pour le doctorat, 1891).

AGRICOL PERDIGUIER (dit : AVIGNONNAIS LA VERTU). — Le Livre du compagnonnage.

Alphonse LEDRU, Fernand WORMS. — Commentaire de la loi sur les Syndicats professionnels du 21 mars 1884, d'après les documents officiels et les discussions parlementaires, avec une préface de Tolain, Paris, Larose et Forcel.

De ROCQUIGNY. — Les Syndicats agricoles.

BOULLAIRE. — Manuel des Syndicats professionnels agricoles, Paris, 1888.

- COULET et LÈBRE. — Guide pratique des Syndicats.
- ALPY et BOULOT. — Guide pratique des Syndicats professionnels.
- LOUIS DURAND. — Le Crédit agricole.
- GAIN. — Les Syndicats professionnels. Paris, 1891.
- Ch. BOULLAY. — Code des Syndicats professionnels (Paris).
- VEYAN. — Loi sur les Syndicats professionnels, promulguée le 21 mars 1884.
- MARTIN SAINT-LÉON. — Histoire des corporations de métiers. Paris, Guillaumin, 1897.
- LÉON BOURGEOIS. — La Solidarité. Paris, Armand Colin.
- INGRAM. — Histoire de l'Économie politique.
- De MOLINARI. — Les Bourses du travail.
- Hubert BRICE. — Le droit d'association et l'État. A. Rousseau, 1893, 170 p. in-8°.
- JAY. — Personnalité civile des Syndicats professionnels.
- SAUZET. — De la nature de la personnalité civile des Syndicats professionnels.
- WALDECK-ROUSSEAU. — Circulaire du Ministre de l'intérieur aux Préfets relativement à l'application de la loi des Syndicats professionnels (*J. Off.*, 28 août 1884).
- Yves GUYOT. — La Tyrannie socialiste, in-18°. Paris, Delagrave.
- LÉON POINSARD. — Étude de droit international conventionnel.
- Gustave MOYNIER. — Les bureaux internationaux des Unions universelles.
- LEVASSEUR. — L'ouvrier américain. Paris, Larose, 2 vol. in-8°.
- LÉON de SEILHAC. — Le Monde socialiste. Paris, A Colin, une brochure.
- LES THÈSES DE : Revon, Lambert, Heimann, Stemler, Paul Masson, Le Saulnier, Reygasse, Trouette, Armirail, Lefèvre, Giraud, S. Pochon, sur les Syndicats professionnels.
- Th. GODDE. — Le Crédit personnel de l'agriculteur. Lyon, th. doct., 1897.
- THÈSE DE V. Gabet sur les Sociétés fromagères de Franche-Comté.

Sur les associations professionnelles à l'étranger

- HUBERT-VALLEROUX. — Les associations professionnelles dans divers États d'Europe (Bulletin de la Société de législation comparée, 1886, p. 66 et suiv).
- LAVOLLÉE. — Les classes ouvrières en Europe.
- SCHONBERG. — Handbuch der politischen Okonomie, t. II, p. 611 et suiv.
- DEMANGEAT. — Les lois industrielles de l'Autriche.
- JAY. — Une corporation moderne.
- COMTE DE PARIS. — Les Associations professionnelles en Angleterre.
- HOWELL. — Le passé et l'avenir des Trade Unions.
- STIRLING. — L'unionisme des ouvriers en Angleterre.
- BRELAY. — Les Chevaliers du travail.
- Paul des ROUSIERS. — La Question ouvrière en Angleterre.
- SIDNEY et Béatrice WEBB. — The history of trade union sm.

Revue :

- L'Économiste français. — Le Journal des Économistes. — Le Monde économique. — La Revue d'économie politique. — La Réforme sociale. — La Revue catholique des Institutions et du Droit. — Le Bulletin de l'Office du travail. — L'Annuaire des Syndicats professionnels. — Les Annales de droit commercial. — La Revue politique et parlementaire. — Passim.
-

DES RÉFORMES A INTRODUIRE

DANS LA

LÉGISLATION DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

INTRODUCTION

L'objet particulier de cette thèse est de rechercher les réformes qu'il y a lieu d'apporter à la législation des syndicats professionnels, et, dans ce but, d'examiner les nombreux projets et propositions de lois qui tendent à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats.

Mais ce n'est pas à dire qu'il soit sans intérêt de jeter en arrière un regard, très rapide d'ailleurs, et de retracer à grands traits l'évolution du droit d'association depuis un siècle.

Les hommes de la Révolution française, frappés des abus auxquels avaient donné lieu les corporations, de leurs rivalités constantes, de leur hostilité contre tout procédé nouveau qui venait modifier les règlements de fabrication, en arrivèrent à oublier que les corporations

avaient été, à l'origine, des mécanismes de résistance contre l'oppression des seigneurs, et à méconnaître ce principe de force qui fait en définitive tout le mérite de l'association. Ils votèrent, sur le rapport de Chapelier, la loi des 14-17 juin 1791 qui interdisait entre gens de même métier toute association dans le but de discuter sur « *leurs prétendus intérêts communs* », ne voulant pas qu'il y eût en face de l'intérêt de l'État autre chose que l'intérêt particulier de l'individu. Cette prohibition de l'association fut sanctionnée par l'article 291 du Code Pénal et par les articles 414 et suivants du même Code.

Quel fut le résultat de ces différentes dispositions législatives ? Il se trouva qu'il fut défavorable aux masses ouvrières, alors que l'Assemblée Constituante, en décrétant la suppression du droit d'association, avait eu précisément en vue l'intérêt de ces masses.

En effet, des deux facteurs de la production, capital et travail, le premier est représenté par un moins grand nombre d'individus : un accord tacite est toujours possible entre eux. Ils ont d'ailleurs une connaissance des affaires qui constitue pour eux un grand avantage sur les ouvriers.

L'apparition de la grande industrie, due elle-même au développement du machinisme, accentua encore à ce point de vue, les différences entre les patrons et les ouvriers. Un patron — individu ou collectivité — qui emploie plusieurs milliers d'ouvriers, par exemple, est à lui seul une coalition d'autant plus puissante qu'il y a unité parfaite d'intérêts, de volonté et d'action.

L'inégalité était si choquante, qu'une première modification eut lieu en 1864. La loi du 25 mai reconnaît aux ouvriers comme aux patrons le droit de se concerter pour la cessation du travail, sous la condition qu'il n'y aura ni violences, ni menaces portant atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

C'était là une première concession, mais la reconnaissance du droit d'association ne devait intervenir que vingt ans plus tard.

Un fait qui eut une puissante influence sur le développement de l'idée d'association, ce fut l'envoi au Congrès de Londres, en 1860, d'une délégation d'ouvriers français qui furent profondément frappés par le merveilleux développement des *Trade Unions* anglaises.

Il faut ajouter qu'un autre fait vint contrebalancer cette heureuse influence : ce fut l'apparition de l'Association internationale des travailleurs qui manifesta des intentions révolutionnaires et qui obligea l'Empire à abandonner le demi-libéralisme auquel il se montrait disposé.

Mais, à partir de l'Exposition de 1878, il y eut une reprise dans le mouvement de progrès de l'idée d'association : il se fonde des syndicats en grand nombre, qui vivent sous un régime bizarre, qu'on a appelé régime de la *tolérance administrative*, et qui est la préface de la reconnaissance officielle des syndicats.

Cette reconnaissance officielle, nous la trouvons enfin dans la loi du 21 mars 1884, dont l'article 2 est ainsi conçu :

« *Les syndicats ou associations professionnels, même*

de plus de vingt personnes, exerçant la même profession, des métiers similaires, ou des professions connexes, concourant à l'établissement de produits déterminés, pourront se constituer librement sans l'autorisation du gouvernement. »

Les enfants trouvés de l'association professionnelle avaient désormais un état-civil. Mais cette enquête a été si tardive, qu'elle mérite bien qu'on s'y arrête un peu et qu'on discute à ce sujet l'importance du droit d'association.

On dit quelquefois que le droit d'association est un droit naturel. Je crois qu'il faut user de ce terme avec beaucoup de précaution, car la notion de droit naturel est aujourd'hui en butte à des attaques qui cherchent à lui contester son caractère scientifique, et il faut bien reconnaître, en effet, que, si ce droit est un droit naturel, il a été un droit théorique de 1791 à 1884, sauf pendant le temps qu'a duré le régime de tolérance administrative, et sauf aussi une courte interruption en 1848.

Mais ce qu'on peut dire, je crois, c'est que l'idée d'association est douée d'une force particulière, et j'en vois la preuve dans ce fait, que les syndicats, bien qu'interdits par la loi, sont parvenus cependant à lever la tête et à se faire tolérer par les pouvoirs publics, plusieurs années avant la loi de 1884, tant il est vrai que les lois ne doivent être que le reflet des mœurs et des tendances d'un peuple !

La Révolution française avait créé un individualisme excessif. On ne peut plus soutenir raisonnablement

qu'en face de l'Etat aucune association ne doit se dresser. Plus l'homme est civilisé, plus il devrait faire usage de l'association. L'homme n'est fort que par l'union : c'est là une vérité presque banale, tant elle est évidente. Par l'association seule, il peut atténuer et neutraliser les effets des divers risques auxquels il est exposé. Par elle, il peut se protéger contre la maladie, le chômage, la vieillesse. L'individualisme absolu est la source de toutes les inégalités, car les chances varient beaucoup d'un individu à l'autre. Par l'association, on peut arriver à diminuer ces inégalités. Beaucoup d'esprits sont d'accord aujourd'hui pour reconnaître que si l'égalité complète des conditions sociales n'est pas possible, ni même désirable, par contre, les trop grandes inégalités sont un mal, parce qu'elles suppriment chez les déshérités de la fortune la possibilité de produire, et chez les favorisés de la fortune, le désir de produire.

Ces réflexions ne sont point une digression, car nous savons que les syndicats peuvent créer des caisses de secours contre la maladie, la vieillesse ; qu'ils peuvent constituer à côté d'eux des coopératives qui sont appelées à rendre, en matière agricole notamment, de très grands services. On a souvent exprimé le désir que les syndicats créent, de plus en plus, des caisses d'assurances contre le chômage involontaire, cette grande plaie de l'industrie moderne. Grâce à toutes ces institutions, la condition des travailleurs serait sensiblement améliorée, et la question sociale perdrait beaucoup de son acuité.

La devise républicaine se compose de trois mots sonores : liberté, égalité, fraternité. On pourrait soutenir que, dans un régime de liberté complète, d'individualisme excessif, tout ce qui serait gagné pour la liberté, le serait aux dépens de l'égalité, et l'on pourrait tirer un argument en ce sens de l'exemple qui nous est donné par les Etats-Unis, pays libre s'il en fut, et où l'on trouve des inégalités sociales très grandes.

Il est vrai que, dans la devise républicaine, il est question surtout d'égalité civile, d'égalité devant la loi. Mais l'idée d'égalité sociale n'a pas été étrangère aux hommes de la Révolution, et les dispositions du Code civil en matière de successions témoignent assez de cette tendance égalitaire. Et pourtant ces mêmes hommes étaient d'un individualisme outré, ne s'apercevant pas qu'il existe une sorte d'antinomie entre les notions de liberté et d'égalité, quand on prend ces deux idées dans un sens absolu.

La sociologie contemporaine établit que plus une société est civilisée, plus les tâches et fonctions vont en s'y compliquant et en s'y morcelant ; que par suite de cette division du travail toujours croissante, nous atteignons à une perfection sociale plus grande, mais que nous devenons plus dépendants les uns des autres. Nous perdons comme individus ce que nous gagnons comme membres de l'État, de l'être social. Mais c'est une loi devant laquelle il faut s'incliner, puisqu'on en constate les effets depuis que les hommes vivent en société, et il est des auteurs, comme Emile

Durkheim (1), qui admirent beaucoup les résultats de la division du travail. Il prévoit que cette loi ira toujours répandant ses bienfaits, que les liens qui grouperont les individus au sein d'un État grouperont ensuite les États entre eux ; qu'en dépit des théories protectionnistes et du patriotisme le plus exclusif, il se forme entre les États, bon gré mal gré, une série de liens qui se resserreront chaque jour davantage. Em. Durkheim montre notamment que le marché économique comprend aujourd'hui le monde entier : la France, par exemple, ne produit-elle pas assez de blé ? la Russie et l'Amérique sont là pour lui en envoyer, et la France en échange leur enverra l'excédent de ses produits.

De même, une des causes qui font que la guerre devient de plus en plus rare, en dépit des haines politiques qui peuvent exister, c'est précisément l'existence de ces liens de nation à nation. Em. Durkheim prévoit même que les États-Unis d'Europe parviendront à se réaliser par l'effet lent et sûr de la division du travail.

Puisque cette dépendance réciproque des individus (2) est une loi et aussi un progrès, gardons-nous

(1) La Division du travail social.

(2) C'est encore à une idée de division du travail qu'on peut rattacher le développement très remarquable du droit administratif international.

Ce développement est attesté par la création de nombreuses Unions, représentées par des Bureaux établis généralement à Berne.

Voici les Bureaux les plus importants :

1. Bureau international des administrations télégraphiques (1868)
2. Bureau international de l'union postale universelle (1874).
3. Bureau international des poids et mesures (1875).
4. Bureau international de l'union pour la protection de la propriété industrielle (1883). — Organe : *La Propriété industrielle*.

bien de nous insurger contre elle. Aujourd'hui on semble délaisser l'idée individualiste pure, l'âpre individualisme des orthodoxes anglais, des implacables penseurs d'Outre-Manche, Adam Smith, Malthus, Ricardo, et beaucoup d'esprits, sans partager les théories socialistes, pensent et avec raison, que la *solidarité* est une nécessité de plus en plus impérieuse, que nous n'avons pas le droit de nous désintéresser de nos semblables, et que nous-mêmes, nous ne serons puissants et forts que par l'assistance d'autrui (1).

Pour revenir à l'objet plus particulier de cette thèse, nous dirons que l'union est indispensable aux ouvriers,

5. Bureau de l'union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (1886). — Organe : *Le Droit d'auteur*.

6. Bureau central de l'association géodésique internationale (1886).

7. Bureau (international et spécial) pour la répression de la traite des esclaves africains (1890).

8. Bureau international pour la publication des tarifs douaniers (1890).

9. Office central des transports internationaux de marchandises par chemins de fer (1890).

(Voir sur cette question : les *Études du droit international conventionnel*, par Léon Poincard, et les *Bureaux internationaux des unions universelles*, par Gustave Moynier.)

(1). V. le livre de M. Léon Bourgeois, sur la Solidarité. Armand Colin éditeur, Paris. — « D'où peut venir, dit M. Bourgeois, vers une même pensée, le « consentement d'esprit si divers ? On dirait, contre la barrière des systè-
« mes trop étroits, la conspiration d'une poussée universelle. C'est que cette
« notion de la solidarité sociale est la résultante de deux forces longtemps étran-
« gères l'une à l'autre, aujourd'hui rapprochées et combinées chez toutes les
« nations parvenues à un degré d'évolution supérieur : la méthode scientifique,
« et l'idée morale. Elle est le fruit du double mouvement des esprits et des cons-
« ciences qui forme la trame profonde des événements de notre siècle. » Et dans
« la paraphrase finale : « L'homme vivant dans la société et ne pouvant vivre
« sans elle, est, à toute heure, un débiteur envers elle. Là est la base de ses de-
« voirs, la charge de sa liberté. » — « L'obéissance au devoir social n'est que
« l'acceptation d'une charge en échange d'un profit. C'est la reconnaissance d'une
« dette. »

que l'ouvrier isolé ne peut rien. Que peut faire un ouvrier en face du patron ? que ce patron soit un particulier ou une Société de capitaux ? Car le patron, le chef d'industrie est une force, presque par définition même, si bien qu'on a pu, peut-être avec quelque exagération, dénoncer l'existence d'une *féodalité industrielle*. L'ouvrier isolé ne peut réussir dans ses revendications contre le patron, car la situation est loin d'être égale entre lui et le patron. Sans partager l'erreur de la théorie du *fonds des salaires*, erreur reconnue par les socialistes eux-mêmes, il est certain que la concurrence qui existe entre les ouvriers fait que le patron peut obtenir des concessions très grandes, et d'autre part, le patron peut attendre, il peut se passer à la rigueur, de tel ou tel ouvrier, tandis que l'ouvrier, vivant le plus souvent au jour le jour, est pressé par la faim et par la nécessité de faire vivre une famille. Donc il faut que les ouvriers se groupent.

Dans tous les pays et dans tous les temps il a existé des associations professionnelles. En France, la Révolution a voulu les abattre, et pourtant les associations ont ressuscité, elles ont triomphé de tous les obstacles législatifs.

On dit quelquefois que l'action des syndicats ne peut être efficace qu'à la condition de porter atteinte à la liberté du travail. A cela, on peut répondre qu'il ne faut pas être esclave des principes ; qu'il en est des syndicats comme du droit de coalition et de grève. Ce droit qui n'est contesté par personne, serait com-

plètement inefficace s'il ne comportait un minimum de contrainte.

Les économistes orthodoxes reprochent encore aux syndicats de favoriser le développement du socialisme. J'estime, au contraire, que les syndicats servent beaucoup plus à canaliser qu'à développer le socialisme. On devrait se décider à faire en France ce qui s'est fait en Allemagne : devant les progrès du socialisme, tout le monde, les classes dirigeantes, le gouvernement lui-même ont envisagé la question en face, et tout en faisant quelques concessions à l'idée interventionniste, ils l'ont transformée et ont fait ce qu'on a appelé du « socialisme d'État ».

Rien n'est dangereux comme de laisser à un parti politique le monopole d'une idée, quand cette idée, juste ou fausse, est douée d'une certaine force d'expansion.

Mais je ne veux pas insister davantage sur la question des avantages et inconvénients des syndicats, que j'aurai à traiter avec plus de développements dans le cours de cette thèse.

Je ne puis mieux faire pour résumer ces réflexions et pour démontrer que l'individualisme traîne parfois à sa suite quelques abus, que de citer ce passage de l'*Histoire de l'économie politique*, d'Ingram⁽¹⁾ : « Le conflit d'intérêts privés ne produira jamais une république que du travail bien organisée. *Freiheit ist keine Lö-*

(1) V. *Histoire de l'économie politique*, Paris, librairie Larose et Forcel, p. 349.

« *sung.* La liberté, pour la société comme pour l'individu, est la condition précédant nécessairement la solution des problèmes pratiques, à la fois parce qu'elle permet aux forces naturelles de se développer, et parce qu'elle montre leurs tendances spontanées ; mais par elle-même, elle n'est point une solution. » Et plus loin : « La réforme industrielle que l'Europe occidentale travaille, en gémissant, à enfanter, et dont la naissance est indiquée par tant de symptômes (bien qu'elle ne doive se réaliser que comme fruit d'efforts fidèles et soutenus) ne sera point un fait isolé, mais formera partie intégrante d'une application de l'art de la vie, qui modifiera tout notre milieu, influencera toute notre culture et réglera toute notre conduite, en un mot, qui dirigera toutes nos ressources vers le grand but de la conservation et du développement de l'humanité. »

Il me reste maintenant à indiquer quel sera le plan de cette étude. Dans un Chapitre premier, j'indiquerai les caractères généraux de la loi de 1884 et je les mettrai en parallèle avec les principales législations étrangères.

Dans un Chapitre second, je traiterai des avantages et des inconvénients de la loi de 1884, et des critiques formulées contre cette loi par les orthodoxes, par les révolutionnaires et par les socialistes chrétiens, car on sait que la loi du 21 mars 1884, qui a réalisé un véritable progrès en reconnaissant le droit d'association professionnelle, a eu la mauvaise fortune d'être atta-

quée par les représentants des partis les plus opposés.

Dans un Chapitre troisième, j'examinerai les principaux projets et propositions de lois déposés en vue de réformer la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, et en même temps j'établirai une classification de ces projets et propositions.

Enfin dans un Chapitre quatrième, je traiterai des unions de syndicats, des Bourses de travail, et aussi, mais d'une façon rapide, du placement syndical, c'est-à-dire de questions qui ont un lien de connexité avec la question des syndicats.

CHAPITRE PREMIER

Caractères généraux de la loi du 21 Mars 1884 sur les syndicats professionnels, mis en parallèle avec les principales législations étrangères.

La loi du 21 Mars 1884 est une loi de liberté : elle décide qu'à l'avenir on pourra librement créer des associations professionnelles, et ce qui rend plus sensible encore ce caractère de liberté, c'est qu'elle commence par où les autres lois finissent, c'est-à-dire par abroger les dispositions antérieures qui prohibaient le fait de s'associer. Mais il faut bien remarquer qu'elle n'accorde ses faveurs qu'aux individus qui exercent une profession et qui peuvent invoquer « des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » (art. 3 de la loi). — On avait bien demandé lors de la discussion de la loi, la liberté complète d'association. Mais le gouvernement fit entendre qu'une telle réforme était prématurée et qu'il n'était pas sage de passer de la prohibition complète à la liberté absolue. La question de la liberté générale d'association dépasse l'objet de cette étude : qu'il me suffise de constater qu'en ce qui concerne les intérêts professionnels, et en l'état

actuel des choses, la loi du 21 Mars 1884 est très suffisamment libérale.

Les syndicats professionnels, tels que les a organisés la loi de 1884, se distinguent par trois caractères essentiels :

1^o D'abord ils deviennent licites, et jouissent de la personnalité morale ;

2^o Les syndicats d'ouvriers sont placés sur le même pied que les syndicats de patrons ;

3^o Les syndicats sont libres : on y entre et on en sort à volonté, à la différence de ce qui avait lieu dans les corporations de l'ancien régime.

Lorsque plusieurs personnes veulent constituer un syndicat, elles n'ont qu'une condition de forme bien simple à remplir : elles devront déposer les statuts et les noms des administrateurs à la Mairie, (à Paris, à la Préfecture de police).

Cette « déclaration de naissance », comme l'a appelée M. Waldeck-Rousseau ⁽¹⁾, constitue un minimum d'exigences : en effet, si peu rigoureuses que soient les conditions de formation, il faut bien organiser une publicité qui permette de voir si ces conditions sont remplies. Le syndicat étant régulièrement constitué, la formalité du dépôt lui donne la qualité d'établissement d'utilité publique. Et cette qualité, il l'obtient non en vertu d'une concession individuelle, mais en

(1) On aura une idée très nette de l'esprit de la loi du 21 Mars 1884, en confrontant son texte avec la circulaire adressée aux Préfets par M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur, relativement à l'application de cette loi. (*J. off.* 1884, 28 août, 4554, 96).

vertu de la loi, ce qui constitue une faveur inusitée. Et cela justifie la théorie de M. Sauzet qui voit, dans le but que poursuit une société, le critérium de son caractère d'utilité publique. Le but d'un syndicat ne peut être qu'un but d'utilité publique, puisqu'il lui est interdit de faire des actes de commerce. M. Ducrocq pense, au contraire, que le caractère d'établissement d'utilité publique ne peut être donné que par un décret, par un acte spécial de puissance publique. Mais ici ce système est en faute, et on n'a, pour s'en convaincre, qu'à lire la circulaire de M. Waldeck-Rousseau, d'où nous extrayons ce passage :

« Ainsi, les associations professionnelles, d'abord
« proscrites, puis tolérées, sont élevées par la loi de
« 1884 au rang des *établissements d'utilité publique*,
« et, par une faveur inusitée jusqu'à ce jour, elles
« obtiennent cet avantage, *non en vertu de concessions*
« *individuelles, mais en vertu de la loi*, et par le seul
« fait de leur création. Les pouvoirs publics, en aucun
« temps, en aucun pays, n'ont donné une plus grande
« preuve de confiance et de sympathie aux travailleurs. »

La loi du 21 Mars 1884 n'a décrété la liberté d'association, avons-nous dit, qu'en faveur des individus exerçant une profession industrielle, commerciale ou agricole. Un syndicat ne devra donc comprendre que des gens exerçant actuellement des professions similaires ou connexes, et, par professions connexes, il faut entendre des professions concourant à l'établissement de produits déterminés. (Voyez l'article 2 de la loi.)

Il peut se constituer aussi des syndicats mixtes, c'est-à-dire composés de patrons et d'ouvriers, et il est désirable que leur nombre augmente, car ces syndicats peuvent contribuer d'une façon très efficace à l'apaisement social. ⁽¹⁾

De même que le syndicat ne peut comprendre que des personnes appartenant à une profession déterminée, de même les membres de ce syndicat ne doivent s'occuper que de questions professionnelles. Les questions politiques et religieuses sont formellement interdites, sous peine de l'application de l'article 9 : amende de 16 à 200 francs, et dissolution du syndicat sur la réquisition du procureur de la République. Les syndicats doivent défendre les intérêts généraux de la profession. Ils feront bien d'essaimer autour d'eux toutes les institutions pouvant améliorer le sort de l'ouvrier : sociétés de secours mutuels, bureaux de placement, ateliers syndicaux, assurance contre le chômage, assurances agricoles, etc. Chaque syndicat doit être le foyer d'une foule de créations philanthropiques qui puissent montrer aux esprits les plus prévenus quelle est la puissance du principe d'association.

Les sociétés de secours mutuels constituées par des syndicats professionnels sont de plein droit des sociétés approuvées. La reconnaissance officielle dont bénéficient les syndicats rejaillit en quelque sorte sur les sociétés qui en dépendent.

(1) Pour la question de savoir si les fonctionnaires, si les gens ayant des professions libérales peuvent constituer des syndicats, je renvoie à mon Chapitre 3.

Quant aux administrateurs, la loi de 1884 leur demande de faire partie du syndicat, de jouir de leurs droits civiques et d'être Français. Un simple membre au contraire, peut être de nationalité étrangère. La loi n'a pas voulu que les administrateurs pussent être aussi des étrangers, afin de ne pas permettre aux associations professionnelles de prendre un caractère trop cosmopolite.

Le grand trait distinctif de nos syndicats professionnels, c'est qu'ils sont libres. Ce ne sont pas des corporations, et les tribunaux doivent veiller à ce que le syndicat ne tourne pas à la corporation, comme on l'en a souvent accusé. Ils doivent punir, en vertu des articles 414 et 415 du Code Pénal, toutes les manœuvres qui seraient dirigées contre un individu qui entend rester indépendant et étranger à toute affiliation. Un membre d'un syndicat peut se retirer à tout moment, à condition d'acquitter la cotisation de l'année courante. Il pourra continuer à faire partie des sociétés de secours qui dépendent du syndicat. (Art. 7.)

Mais tout en respectant la liberté des individus non affiliés, il fallait bien accorder au syndicat certains moyens d'action sur ses membres, il fallait bien lui permettre de leur infliger la peine de l'amende et celle de l'exclusion, c'est-à-dire il fallait abroger l'article 416 du Code Pénal. Sans cela, en effet, l'action syndicale eût été absolument nulle. Aussi M. Jules Favre avait-il bien raison de dire : « Qu'on me donne une coalition quelconque, la plus innocente entre les plus innocentes, je me charge de démontrer avec évidence

« que si elle est autre chose qu'une coalition à l'état
« de rêve, elle tombe sous l'application de l'article
« 416. » (1)

Mais la conciliation du principe de liberté individuelle de l'ouvrier avec cet autre principe que le syndicat peut, par interdit ou mise à l'index, obliger des ouvriers non syndiqués, à désertier l'usine, ne va pas sans quelques difficultés. Ces deux principes sont, en effet, contenus tous les deux dans la loi du 21 mars 1884 : le premier résulte de l'article 7, et le second est implicitement consacré par la loi de 1884 qui a abrogé l'article 416 du Code pénal. Et au premier abord ils peuvent paraître contradictoires. Leur conciliation a pourtant été réalisée par la chambre civile de la Cour suprême dans un arrêt du 22 juin 1892 (*Annales de droit commercial* : 1892, I, 125, et la note de M. Thaller ; Sirey, 1893, I, 41 et la note M. Jay ; Dalloz, 1892, I, 449) et Chambéry, 14 mars 1893, D. 93. 2. 191 (renvoi après cassation de l'arrêt de Grenoble).

Cet arrêt casse un arrêt de la Cour de Grenoble du 28 octobre 1894 (Aff. Joost contre syndicat des imprimeurs sur étoffes de Bourgoin-Jallieu, *Annales de droit commercial* : 1890, I, 252). La Cour de Grenoble avait déclaré dans son arrêt que non seulement il n'y avait pas de délit pénal dans le fait par un syndicat d'avoir imposé au patron sous menace de grève le renvoi d'un ouvrier qui refusait de rentrer dans le syndicat, mais qu'il n'y avait même pas là de délit civil.

(1) V. J. off. Sénat. Déb. parlem., janvier-mai, 1884, p. 183.

C'est sur ce dernier point que la Cour de cassation a réformé l'arrêt de la Cour de Grenoble, en décidant au contraire que ce fait donnait ouverture à une action en dommages-intérêts de l'ouvrier mis à l'index contre le syndicat.

En effet, un syndicat qui impose à un patron le renvoi d'un ouvrier non syndiqué est tout aussi répréhensible que le patron qui renvoie un ouvrier parce qu'il est syndiqué (1).

La mise à l'index d'une usine par un syndicat ouvrier est licite : c'est, en effet, l'exercice du droit de coalition et de grève, formellement reconnu par nos lois, mais la mise à l'index d'un individu ne l'est pas. En effet, l'ouvrier ainsi frappé d'interdit serait dans l'alternative ou de ne trouver du travail nulle part, ou d'entrer dans le syndicat, ce qui rendrait purement chimérique le principe de liberté du travail posé par la loi de 1791. Au contraire, la mise à l'index de l'usine est licite parce qu'elle laisse les ouvriers non syndiqués libres d'y rester.

Les non-syndiqués encourraient de même une responsabilité civile, s'ils voulaient forcer des syndiqués à sortir de leur association ou même à la dissoudre : ce serait là une atteinte au principe de la liberté d'association professionnelle posé par la loi du 21 mars 1884.

Tous les actes autrefois punis par l'article 416 du Code

(1) Voir les Annales de droit commercial, 1896, p. 473, et 1897, p. 450 et 451.

pénal sont licites pénalement et civilement, quand ils sont employés comme moyens pour la défense des intérêts professionnels dans les rapports des ouvriers et des patrons.

Mais quand ils deviennent le but même que l'on poursuit et qu'ils cherchent à entraver la liberté du travail des ouvriers, ils donnent lieu à une responsabilité civile que l'abrogation de l'article 416 du Code pénal ne saurait exclure.

On peut même soutenir qu'au point de vue pénal les tribunaux peuvent réprimer les atteintes portées par un syndicat à la liberté du travail des ouvriers, en dehors de tout intérêt professionnel et économique.

En effet, le syndicat qui se comporte ainsi manque à son objet (article 3 de la loi de 1884).

Or, les infractions à l'article 3 sont passibles des peines portées en l'article 9 : amende et dissolution du syndicat. Il est vrai que ces armes seront rarement employées par les tribunaux qui ne pourraient s'en servir à l'égard de non-syndiqués, au cas où ceux-ci se rendraient coupables de pareilles atteintes.

La solution de la Cour de cassation rencontre cependant quelques résistances : adoptée par la Cour de Nancy (14 mai 1892, *Annales de droit commercial*, 92, I, 106) ; défendue énergiquement par Thaller (dissertation sous l'arrêt de cassation du 22 juin 1892, *Annales de droit commercial*, 92, I, 126 et s.) ; elle est vivement combattue par une fraction de la doctrine, notamment par M. Jay (dissertation sous S. 93. 1. 41, cp. tribunal civil Lyon, 22 janvier 1892, *Annales de droit commer-*

cial, 92, I, 99 et la note). Voir aussi : Lyon, 2 mars 1894 : *Revue pratique de droit industriel*, 1894, p. 227.

Nous avons vu que les syndicats avaient la personnalité morale. Cela s'induit des termes de la loi du 21 mars 1884 et cela est dit formellement dans la circulaire déjà citée de M. Waldeck-Rousseau qui s'exprime en ces termes : « Ainsi, les associations professionnelles, d'abord prosrites, puis tolérées, sont élevées par la loi de 1884 au rang des établissements d'utilité publique ⁽¹⁾..... »

De la personnalité morale découlent, pour le syndicat, le droit d'ester en justice, celui de posséder et celui de contracter.

Les acquisitions mobilières à titre onéreux sont licites. Quant aux acquisitions immobilières, qu'elles soient à titre gratuit ou à titre onéreux, elles ne sont permises qu'autant qu'elles ont pour objet des immeubles devant servir au fonctionnement du syndicat.

Les syndicats peuvent recevoir des donations sans autorisation. L'article 910 du Code civil ne s'applique pas ici, car la loi de 1884 y a dérogé, et, ce qui prouve qu'il n'y a pas besoin d'autorisation, c'est que, s'il en fallait une, l'hypothèse de l'article 8 de la loi du 21 mars 1884 n'aurait pas de sens.

La prohibition des acquisitions d'immeubles à titre onéreux est sanctionnée par la revente des immeubles

(1) V. De la personnalité civile des syndicats professionnels, par Raoul Jay (Grenoble, Drevet, 1888).

Nature de la personnalité civile des syndicats professionnels, par Marc Sauzet. (Extrait de la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1888).

et le dépôt du prix dans la caisse du syndicat. S'il s'agit d'une libéralité, la nullité peut en être prononcée.

Nous avons vu le syndicat à sa naissance et dans le cours de son développement. Demandons-nous maintenant comment il prend fin.

Il y a des causes d'extinction volontaires : ainsi le terme, la réalisation du but, le vote de la dissolution. Le syndicat ne peut être dissous que par l'unanimité des voix, par analogie de ce qui a lieu pour les congrégations religieuses.

Il est, en effet, de pratique qu'une congrégation religieuse peut subsister alors même qu'un seul membre est vivant pour la représenter. Revon pense au contraire, mais à tort, selon nous, qu'un syndicat peut être dissous par une décision prise à l'unanimité moins un (1).

A côté des causes d'extinction volontaires il y a les causes d'extinction judiciaires. Les tribunaux peuvent prononcer, sur la réquisition du ministère public, la dissolution du syndicat (article 9 de la loi de 1881).

Les syndicats étant des établissements d'utilité publique, après leur dissolution, leurs biens doivent retourner à l'État en vertu des articles 713 et 539 du Code civil.

Il y a exception pour le cas où il y a une clause contraire dans les statuts, et pour les biens provenant

(1) Voyez la thèse de Michel Revon sur les syndicats professionnels, p. 366.

de dons ou de legs qui doivent faire retour au donateur.

Il serait bon d'opérer ici une réforme et de décider que les biens du syndicat dissous devront être transmis à un syndicat poursuivant un but identique.

Les syndicats peuvent eux-mêmes former des syndicats du deuxième degré, si l'on peut s'exprimer ainsi, c'est-à-dire constituer des unions (articles 5 de la loi de 1884). Je ne cite ici la question des unions que pour mémoire, puisqu'elle fait l'objet du Chapitre IV.

Aperçu des législations étrangères

Maintenant que nous connaissons les caractères généraux de la loi française du 21 mars 1884, nous allons voir quelle situation est faite aux associations professionnelles par les principales législations étrangères.

On peut répartir les législations en trois groupes :

D'abord celles qui règlent l'association professionnelle libre : ce sont les lois anglaise, américaine (États-Unis), belge, hollandaise, italienne, suisse.

La loi anglaise nous retiendra quelque temps, car l'Angleterre est le pays par excellence des associations ouvrières ⁽¹⁾, et nos syndicats, s'ils veulent progresser, feront bien de les prendre comme modèles.

(1) Il convient de faire remonter la création des associations de salariés ayant pour but de discuter les conditions du contrat de travail, non pas, comme on le fait quelquefois, aux gildes du moyen-âge, mais bien à la période d'introduction des machines et de la transformation économique qui en est résultée.

Ce sont en effet les Trade Unions anglaises, dont le développement frappa si vivement les délégués ouvriers que le gouvernement français envoya à l'Exposition universelle de Londres de 1860 (1).

Voici des chiffres très récents, puisqu'ils sont empruntés au *Bulletin de l'Office du Travail*, 1897, p. 125, et qui montrent que les unions anglaises sont en pleine prospérité. Ces chiffres sont d'ailleurs au-dessous de la réalité, car, à côté des unions enregistrées, il existe de nombreuses unions non enregistrées :

	Unions.	Nombre des membres.
1891	431	1.109.014
1892	599	1.237.367
1893	687	1.270.789
1894	832	1.256.446
1895	1.250	1.330.104

Les unions anglaises datent de la fin du siècle dernier.

On essaya d'abord d'user de coercition à leur égard. Les ouvriers répondirent par des attentats et cherchè-

(1) Bibliographie sur les Trade Unions, voyez :

Sidney et Béatrice Webb. *The history of Trade-Unionism*.

G. Howell. *Le passé et l'avenir des Trade-Unions*.

Comte de Paris. *Les Associations professionnelles en Angleterre*.

Hubert-Valleroux. — *Les Associations professionnelles dans les divers États d'Europe*. (*Bull. Soc. lég. comp.*, 1886, p. 66 à 105.

Paul des Rousiers. *La question ouvrière en Angleterre*.

Lujo Brentano. *Une nouvelle phase de l'organisation des ouvriers en Angleterre*. (*Rev. d'écon. polit.*, 1890, p. 402-414).

Revue socialiste, 1892, p. 385-403 et 1895, p. 411-421.

Ernest Mahain. — *Histoire du Trade Unionisme*. (*Rev. d'écon. polit.*, février 1897, p. 117-132.)

rent à terroriser le pays. Le gouvernement dut reconnaître l'inefficacité des mesures répressives, et alors le Parlement vota la loi de 1824 qui autorisait les ouvriers à s'associer, à condition de ne pas porter atteinte à la liberté du travail. Les Unions se développèrent rapidement. Quelques-unes comptaient même, en Amérique et en Australie des loges ou sections affiliées à la loge centrale. Ces succès offusquèrent le gouvernement qui trouva dans de vieilles lois non abrogées (en Angleterre, on n'abroge presque jamais les lois), des armes contre les Trade Unions. Mais les ouvriers résistèrent encore cette fois par la violence. Une enquête parlementaire eut lieu et on comprit alors qu'il fallait reconnaître franchement les Trade Unions, d'où la loi du 29 juin 1871 (Trade Union act), complétée par une loi de 1876. Par cet « act » de 1871, l'association professionnelle est reconnue licite entre patrons et entre ouvriers. On y entre et on en sort librement. Les violences, seules, lui sont interdites.

Les Trade Unions ne sont pas de plein droit des personnes morales. Pour acquérir la personnalité morale, les Trade Unions doivent présenter leurs statuts au « registrar, » et celui-ci procède à l'enregistrement s'il ne constate aucune irrégularité de fond ni de forme. Ces Unions doivent faire connaître, chaque année, au registrar, le chiffre de leur capital et le nombre de leurs membres.

Il convient d'ajouter qu'il y a des degrés dans la personnalité morale, et que les conditions requises pour

obtenir cette personnalité sont bien plus rigoureuses qu'en France.

Seule, la propriété immobilière des Unions est restreinte ; elle ne doit pas dépasser un acre.

Les Trade Unions constituent souvent des fédérations et tiennent des congrès annuels qu'on a pu qualifier de Parlement du travail, à cause du sérieux des discussions qu'on y remarque. Dans plusieurs industries, les Unions patronales et les unions ouvrières désignent des délégués qui constituent des conseils de conciliation et d'arbitrage, destinés à trancher les conflits collectifs entre le capital et le travail.

Il convient de remarquer que les unions patronales sont assez peu nombreuses, les patrons anglais étant particulièrement individualistes.

Mais les Trade Unions, pas plus qu'aucune institution humaine, ne sont exemptes de défauts.

Les anciennes Unions tendent à constituer une aristocratie ouvrière. Elles se montrent exclusives et intolérantes à l'égard des ouvriers sans apprentissage (*unskilled workmen*).

Il s'est ainsi créé une véritable rivalité entre ce qu'on a appelé *le Vieux* et *le Nouveau Trade Unionisme*, et, sur cette question, on consultera avec intérêt les livres de G. Howell, P. des Rousiers, Sidney et Béatrice Webb.

Pendant longtemps les ouvriers furent privés de tout droit électoral, mais la loi de 1884 a notablement élargi le droit au suffrage. En outre, l'aristocratie anglaise s'est subitement intéressée aux classes ouvrières infé-

rieures qu'elle a aidées de subsides considérables (1). La grande grève des Docks de Londres, en 1889, a abouti à la constitution de l'Union des Dockers, aujourd'hui très puissante.

L'Union des matelots et des chauffeurs s'est constituée peu de temps après. Elle compte aussi un très grand nombre d'adhérents.

Les anciennes Trade Unions sont très conservatrices et ne veulent pas qu'on touche à l'ordre établi. Les nouvelles Unions, au contraire, ont des tendances socialistes assez prononcées. Elles réclament hardiment l'intervention de l'État. C'est ainsi que Burns, l'un des chefs du nouvel Unionisme, a demandé le rachat successif des exploitations par les municipalités, en recourant pour cela à des impositions sur l'augmentation de valeur des terrains dans les villes. L'influence des nouvelles Unions s'est tellement accrue qu'elle a pu contrebalancer celle des anciennes au Congrès de Liverpool, en 1890, et qu'elle paraît s'exercer sur le Parlement lui-même, puisque la fixation de la journée de travail à huit heures a obtenu à la Chambre des communes un chiffre de voix très considérable.

On trouvera des renseignements intéressants dans l'*Histoire du Trade Unionisme*, de M. et M^{me} Webb (traduction française par M. Albert Métin).

Les auteurs décrivent avec complaisance cette évolution du nouvel Unionisme à laquelle ils ont active-

(1) V. Lujo Brentano, *Die christlich-soziale Bewegung in England* (Leipzig, 1883).

ment coopéré : ils montrent la masse des travailleurs de plus en plus accessible aux doctrines du socialisme, entraînée sur le terrain de la guerre des classes, portée à abandonner l'association coopérative de secours mutuels, dédaigneuse de ce qu'elle nomme avec ironie « le Trade Unionisme scientifique », et aspirant à une fédération universelle comme un seul moyen d'obtenir l'émancipation du travail.

Les anciennes Trade Unions ont donc le tort de vouloir fermer leurs rangs. C'est une tendance très souvent observée chez les ouvriers, que celle qui consiste, lorsqu'ils ont entrepris quelque chose qui leur a réussi, à repousser les nouveaux venus.

Mais ici le remède consiste, et les « unskilled workmen, » l'ont bien compris, à opposer à l'association ancienne qui se ferme, une association nouvelle plus libérale et plus large.

Quoi qu'il en soit, il ne semble pas que nous devions assister à une lutte bien vive entre le vieux et le nouveau Trade Unionisme, et les représentants de l'un et de l'autre paraissent avoir compris que leur intérêt est de s'entendre, s'ils ne veulent pas que la classe ouvrière perde ce qu'elle a déjà conquis en Angleterre.

ÉTATS-UNIS. — Nous en venons maintenant aux États-Unis (1).

Les associations professionnelles sont libres aux

(1) V. L'ouvrier américain, par Levasseur. (Paris, Larose, 2 vol. in-8°).
V. le compte-rendu des séances de la Société d'économie politique de Lyon pour l'année 1896-97 : conférence de M. Souchon.

États-Unis. Mais pour obtenir la personnalité morale, il faut, en général, qu'elles déposent leurs statuts au bureau du district.

Les Trade Unions, aux États-Unis, datent de la seconde moitié de ce siècle et n'ont pas le développement qu'elles ont en Angleterre, car la population des États-Unis est très hétérogène.

Mais, à côté des Trade Unions, il y a aussi les Chevaliers du Travail (*Knights of Labor*), ordre fondé en 1869 et qui a presque constamment troublé la paix sociale. L'ordre est dirigé par un comité de douze membres, présidé par le grand-maître. Depuis 1878 il a abandonné les cérémonies et les rites secrets. Pendant quelque temps, les Chevaliers du Travail n'étaient pas partisans de la grève, mais, depuis 1880, ils la pratiquent à outrance, ainsi que le boycottage qui consiste à mettre en interdit tout individu qui refuse d'obéir aux exigences de l'ordre.

Les Chevaliers ont signé, le 6 décembre 1889, une Union avec les délégués des Sociétés d'agriculteurs (*farmers alliances*), qui comptent trois millions d'adhérents.

Quant aux Chevaliers dissidents, ils ont formé l'*American federation of labor* qui comptait en 1890 plus de 500,000 membres. Malgré cette scission, les Chevaliers n'en constituent pas moins un ordre puissant.

BELGIQUE. — En Belgique, la liberté d'association est un principe constitutionnel (article 20), mais la personnalité civile doit résulter d'une concession spéciale.

de la puissance publique. C'est là une différence notable avec la législation française.

M. Emile Vandervelde ⁽¹⁾, a classé par ordre d'ancienneté toutes les associations professionnelles qui se sont créées en Belgique. D'abord les corporations et offices qui ont survécu à l'ancien régime ; puis, les mutualités professionnelles qui se sont formées au commencement de ce siècle ; les Sociétés de maintien de prix qui remontent à 1840 ; les associations affiliées au parti ouvrier ; les corporations chrétiennes créées depuis 1886. Le parti ouvrier constitué en 1884 réclame le suffrage universel et se sert de la grève générale comme moyen d'intimidation.

Il existe un projet de loi belge du 10 novembre 1894, qui est fortement inspiré de notre loi de 1884. On trouvera l'analyse de ce projet, dont la discussion est commencée, dans les Annales de droit commercial, 1896, p. 215-219.

L'article 14 du projet admet que les fédérations d'unions professionnelles puissent obtenir la personnalité civile : c'est là une différence avec la loi française.

De plus, en Belgique, la liberté de coalition existe depuis le 31 mai 1866, tandis que chez nous l'article 416 du Code pén. n'a été abrogé que par la loi de 1884.

Le 3^e alinéa de l'art. 1, qui admet dans le syndicat des membres honoraires, même non professionnels,

(1) V. Enquête sur les Associations professionnelles d'artisans et d'ouvriers en Belgique. (Bruxelles, imprimerie des Travaux publics). V. aussi *Revue d'écon-polit.*, 1892, p. 494-497.

et l'art. 4 qui autorise ces membres à participer à la direction, sont critiquables, parce qu'ils peuvent conduire à la formation d'associations politiques plus que professionnelles.

Mais le projet est vraiment antijuridique, quand il accorde aux syndicats le droit de poursuivre en justice en leur nom personnel l'exécution des contrats qu'ils ont passés pour leurs membres. Cela est contraire à tous les principes du mandat.

HOLLANDE. — Dans ce pays, comme en Belgique, la liberté d'association est un principe constitutionnel. Mais la personnalité civile n'est concédée que par une loi spéciale ou un arrêté royal (loi du 22 avril 1855.)

ITALIE. — Dans les siècles antérieurs au nôtre, il n'y avait, en Italie, en ce qui concerne le droit d'association professionnelle, aucune règle fixe.

La loi de 1864, complétée par une loi de 1878, a supprimé dans tout le royaume les corporations fermées. Mais le gouvernement n'a pas encore songé à organiser l'association professionnelle libre.

L'association industrielle, en Italie, se présente surtout sous la forme de sociétés coopératives, de banques populaires, de sociétés de secours mutuels. Mais il existe aussi des associations professionnelles analogues aux Trade Unions, et il est permis d'espérer qu'elles se développeront comme en Angleterre et en France.

SUISSE. — L'association professionnelle est libre, en Suisse, d'après la législation fédérale et cantonale. Mais les groupes ouvriers, l'Union de Grütli par

exemple, ont une tendance au syndicat obligatoire. Il en est de même de la fédération ouvrière qui possède à Berne un Secrétariat ouvrier.

La fédération des brodeurs de St-Gall a même constitué, depuis 1885, une corporation fermée qui s'est étendue à la Suisse orientale et au Voralberg ⁽¹⁾. Cette Fédération paraissait devoir ressusciter tous les défauts des anciennes corporations. Elle s'est d'ailleurs dissoute en 1895 ⁽²⁾.

Le peuple suisse n'a pas voulu entrer dans la voie du socialisme d'état. Consulté par referendum, il a rejeté, le 4 mars 1894, l'article 34 *ter* que l'on voulait ajouter à la constitution pour permettre au pouvoir législatif fédéral de « légiférer sur les métiers. » Or, les auteurs du referendum poursuivaient avant tout, l'établissement des syndicats obligatoires.

La liberté d'association professionnelle existe encore en Espagne, Portugal, Suède et Norvège, Danemark, Serbie, Bulgarie, Empire ottoman ⁽³⁾. Dans l'Empire ottoman, l'association professionnelle se forme librement et jouit de plein droit de la personnalité civile. Quant aux ouvriers et marchands grecs établis en Turquie, ils sont distribués en corporations appelées *esnafs* ou *sunergariæ*, qui sont personnes civiles et qui peuvent posséder des maisons et des terres.

(1) V. Jay : La question ouvrière en Suisse (une Corporation molenne).

Lettre de Suisse : les syndicats obligatoires par Wuarin (J. des Econ., 1892, III, p. 430).

(2) Bulletin de l'office du travail, 1895, p. 183.

(3) Pour les détails sur ces différentes législations, voyez les traités généraux de MM. P. Pic et G. Bry.

Législations qui ont conservé le régime corporatif ancien

RUSSIE. — L'association professionnelle qu'on désigne sous le nom de « tseck » a encore le caractère *obligatoire*. Elle est dirigée par un bureau présidé par un doyen, et par un comité (*ouprava*) qui surveille le travail des ouvriers, tranche les différends et distribue les secours.

Les artèles, qui datent du 9^e siècle, sont des associations ouvrières libres. Mais ce sont surtout et d'abord des sociétés coopératives.

Le chef de l'artèle, le staroste, traite avec les patrons, reçoit et répartit les salaires.

TURQUIE. — La Turquie est rangée parfois parmi les pays qui ont conservé le régime corporatif ancien, parce qu'elle nous présente des corporations d'ouvriers et de marchands grecs.

Législations qui ont établi un régime corporatif nouveau

AUTRICHE. — La loi du 20 décembre 1859 avait proclamé la liberté du travail et supprimé les anciennes corporations. Mais la loi du 15 mars 1883 a rétabli la corporation fermée pour la petite industrie. La loi de 1883 distingue trois sortes de professions :

1^o les professions libres, qui n'exigent qu'une déclaration préalable faite à l'autorité ; les professions autorisées, pour lesquelles il faut une concession spéciale de l'administration ; 3^o les professions de métier, pour lesquelles il faut un certificat de capacité approuvé par le président de la corporation. Tous ceux qui exercent un métier sont obligés d'entrer dans la corporation, là où elle existe déjà librement et là où l'autorité aura pu successivement la rétablir (chapitre VII, article 110).

Les patrons sont membres de la corporation ; les ouvriers sont de simples adhérents.

Jusqu'à présent il ne semble pas que ce rétablissement de la corporation doive faire régner la paix sociale.

HONGRIE. — La loi du 21 mai 1884 établit des corporations obligatoires semblables à celles de l'Autriche, mais seulement dans les localités d'une certaine importance.

En Autriche et en Hongrie, les associations libres de patrons et d'ouvriers sont permises, mais les associations ouvrières sont interdites.

ALLEMAGNE. — La loi du 23 juillet 1869 avait supprimé dans la Confédération du Nord les corporations obligatoires, en leur laissant toutefois le droit de subsister à titre d'associations libres. Mais « le parti des artisans et industriels allemands » demanda le retour à l'ancien droit. Il gagna à sa cause M. de Bismarck, alors chancelier de l'Empire, et la loi du 18 juillet 1881 fut votée. Cette loi admet dans la corpo-

ration ceux qui exercent dans le district corporatif, à titre indépendant, un métier pour lequel la corporation est instituée, c'est-à-dire qu'elle n'admet que les patrons et contre-maîtres. Quant aux ouvriers, ils profitent indirectement de la corporation et des œuvres qu'elle crée, quand ils versent des cotisations.

En principe, la corporation n'est pas obligatoire, mais la tendance à l'obligation se manifeste par plusieurs dispositions de la loi, ainsi : les sociétés libres doivent mettre leurs statuts en harmonie avec les dispositions de la loi ; les questions d'arbitrage sont portées devant la corporation sur la demande d'une seule des parties ; les règles établies par la corporation en matière d'apprentissage sont obligatoires.

La loi complémentaire de 1884 a même décidé que « les patrons qui n'appartiennent pas à une corporation ne pourront plus avoir d'apprentis », ce qui revient en pratique à rendre la corportion obligatoire.

En outre, l'assurance obligatoire contre les accidents est organisée à l'aide des corporations professionnelles (loi du 6 juillet 1884).

La loi allemande, à la différence de la loi autrichienne autorise la constitution d'associations ouvrières, mais elle leur refuse la personnalité morale.

Parmi ces associations, les unes sont socialistes, ainsi : l'Union des métiers, l'Union générale de secours des ouvriers allemands, etc. ; les autres sont catholiques, ainsi : les associations rurales ou de paysans (*Bauervereine*), dues à l'initiative du baron de Schlormer-Alst, qu'on a pu surnommer « le roi des paysans ».

Ces associations ont fait économiser aux agriculteurs plusieurs millions et ont sauvé de la ruine de nombreux petits propriétaires ;

Enfin nous trouvons en Allemagne des sociétés de compagnons (*Gesellenvereine*), d'abord simples lieux de réunion, et qui aujourd'hui rendent de grands services à leurs membres.

Le compagnon qui voyage muni de son livret, trouve un refuge à l'auberge de la société, et du travail grâce à l'aide des représentants du « Verein. »

Une loi récente du 26 juillet 1897, et promulguée le 7 août suivant, a modifié le titre VI du Code général de l'industrie (*Gewerbeordnung*). Ce titre VI traite maintenant des *Innungen* ou corporations d'arts et métiers, des *Verbande*, ou Unions d'*Innung*, et aussi de Chambres d'artisans ou Chambres de petite industrie, et qui sont analogues aux Chambres de commerce. Cette loi de 1897 accentue encore la marche de la législation allemande dans le sens de l'établissement de la corporation obligatoire.

L'article 100 est en effet ainsi conçu :

« Dans l'intérêt commun professionnel des métiers de petite industrie, l'autorité supérieure de surveillance peut autoriser la formation d'une corporation obligatoire entre ceux qui exercent le même métier ou des métiers similaires dans une circonscription déterminée, lorsque la majorité de ceux qui exercent un métier le demandent, lorsque, par suite de l'étendue de la circonscription, aucun adhérent n'est dans l'impossibilité (par suite de l'éloignement de son domicile) de prendre

part à la vie corporative et d'utiliser les institutions de la corporation, et lorsque le nombre des adhérents est suffisant pour assurer l'existence de cette corporation.....»

Il résulte de cet article qu'une majorité d'artisans peut, dans certains cas, forcer une minorité d'entrer dans ce nouvel *Innung*.

Le § 81 déclare que : « Tous ceux qui sont à la tête d'une industrie peuvent se réunir en *Innung* (ou former une corporation) pour favoriser leurs intérêts industriels communs, » et le § 87 décide que pour être admis dans la corporation, il faut ou exercer pour son propre compte la profession pour laquelle la corporation a été créée, ou exercer les fonctions de contre-maître dans une grande industrie d'une profession similaire.

Le même paragraphe ajoute que les anciens membres de la profession et qui ont cessé de l'exercer peuvent aussi faire partie de la corporation. Cette disposition mérite d'être rapprochée des diverses propositions de lois qui, en France, tendent à donner aux anciens ouvriers le droit de faire partie de syndicats.

D'après le § 81 *a*, les *Innungen* ont pour but : de développer l'esprit de corps, de maintenir de bons rapports entre les patrons et leur personnel ; de régler ce qui est relatif à l'apprentissage, d'intervenir comme arbitres dans certains cas spécifiés (voir le paragraphe 3 de la loi du 29 juillet 1890 sur les Prud'hommes, et le paragraphe 53 *a* de la loi de 1892 sur l'assurance contre les maladies.)

La loi de 1897 confirme le droit pour les *Innungen* de former des Unions de corporations ou Verbände, qui sont plus étroitement surveillées que les *Innungen*.

La loi du 26 juillet 1897 a créé une institution qui nuira peut-être dans une certaine mesure au développement des corporations et des Unions de corporations : ce sont les Chambres d'artisans élus par les *Innungen* et les associations industrielles (*Gewerbevereine*), comme il y en a plusieurs dans le Midi de l'Allemagne.

« Si les Chambres d'artisans se répandent, dit M. Maurice Block, elles doivent faire tort aux *Innungen*, dont les membres n'auront plus d'autre mission que de payer une cotisation pour entretenir l'esprit de corps » (1).

Les Chambres d'artisans sont une institution parallèle aux Chambres de commerce.

Le paragraphe 103 leur donne pour attributions de régler les détails généraux de l'apprentissage, de former des comités d'examens et d'examiner les compagnons (les ouvriers) ; de seconder l'administration publique et l'administration municipale en leur faisant des communications ou en leur soumettant des avis sur les questions concernant la petite industrie.

Chaque chambre d'artisans est secondée par un comité de compagnons (ouvriers), qui doit collaborer aux affaires d'apprentissage et d'examen.

(1) Voir dans l'Economiste français du 14 décembre 1897, l'article de Maurice Block, sur le mouvement économique et social en Allemagne.

Nous avons, je crois, fait connaître dans ses grandes lignes, la loi allemande du 26 juillet 1897. Elle est encore trop récente pour qu'on puisse porter sur elle une appréciation définitive. L'avenir seul dira les résultats qu'elle a permis d'atteindre. (Voir le texte de cette loi dans le Bulletin de l'office du travail, de novembre 1897, p. 718 et suivantes, de décembre 1897, pages 786 et suiv., et de janvier 1898, p. 49 et suiv.)

De cette revue rapide des principales législations étrangères, je tirerai une conclusion générale, c'est que le législateur français fera bien d'imiter le système anglais, à cause de son grand libéralisme. Il pourra emprunter au système allemand l'idée de l'assurance obligatoire. Mais il devra par dessus tout se garder de rien emprunter au système autrichien, dont le caractère oppressif et féodal ferait reculer notre législation de plus d'un siècle.

CHAPITRE II

Avantages et inconvénients de la loi du 21 mars 1884

SECTION I. — Critiques formulées par les orthodoxes.

Réponse à ces critiques

La loi du 21 mars 1884, qui est en somme une bonne loi, puisqu'elle a doté notre législation de la liberté d'association professionnelle, a eu cependant la mauvaise fortune d'être attaquée par les représentants des camps les plus opposés. Les économistes orthodoxes lui reprochent d'être une loi révolutionnaire, d'avoir légalisé le groupement d'individus qui ont tout à gagner à un bouleversement social. Ils répètent comme un axiome les fameuses paroles de Turgot : « Tout le mal est dans la facilité donnée aux gens de métier de s'assembler et de se concerter sur leurs prétendus intérêts communs ».

Le danger que redoutent les individualistes ne peut provenir que des associations qui n'ont de professionnel que le nom et qui cachent un but politique. Mais contre ces associations le parquet est armé et il peut les dissoudre en vertu de l'article 9 de la loi de 1884.

D'ailleurs, il est permis d'espérer que les rapports entre le capital et le travail seront moins tendus qu'ils ne le sont encore actuellement, et cela, à mesure que les syndicats se développeront (bien qu'on ait souvent contesté cette action pacificatrice des syndicats). Ceux-ci pourront constituer des Commissions arbitrales permanentes et compléter l'œuvre commencée par la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs.

Ils pourront encore améliorer la condition de l'ouvrier en organisant :

- 1° Un enseignement professionnel qui donnera aux ouvriers ce capital intellectuel qui leur fait tant défaut ;
- 2° Des œuvres d'assurance ouvrière ;
- 3° Des Sociétés coopératives de consommation, de production ou de crédit.

Néanmoins les individualistes ont formulé des critiques très vives contre les syndicats. Ces critiques, on les trouve exposées par Leroy-Beaulieu dans *son Traité d'économie politique*, tome II : Effets économiques des Trade Unions et des syndicats et pages 465 à 475. — Leroy-Beaulieu reconnaît d'abord que les syndicats et les Trade Unions ont fortifié la situation de l'ouvrier à l'égard du patron et ont entraîné une augmentation des salaires nominaux.

Mais ils ont le grand inconvénient, d'après lui, de reconstituer les corporations d'autrefois avec tous leurs abus. Cette amélioration du sort des ouvriers syndiqués s'est faite en quelque sorte par refoulement des ouvriers non syndiqués qui, ne puisant nulle part

aucun appui, sont les victimes désignées du *sweating-system*. Et cela est si vrai qu'il existe en Angleterre une rivalité terrible entre les nouveaux Trade Unionistes et les vieux Trade Unionistes. Mais, chose remarquable, dès que des ouvriers parviennent à former un groupement, ils ne sont pas moins exclusifs que les groupements les plus anciens et contre lesquels ils avaient eux-mêmes longtemps lutté. Ainsi, dans la dernière grève des Dockers de Londres, en 1890, l'Union a déclaré que le nombre des ouvriers travaillant dans les docks et sur les quais étant déjà très considérable, elle n'admettrait plus, jusqu'à nouvel ordre, de nouveaux adhérents. M. Howell, dans un livre sur le passé et l'avenir des Trade-Unions, p. 227, reconnaît que les contestations sont fréquentes entre les divers corps d'état au sujet de leurs limites respectives : « Les conflits les plus fâcheux, dit M. Howell, sont ceux qui surgissent entre deux corporations ; ils sont parfois très irritants et très coûteux ; on devrait et on pourrait toujours les éviter. En pareil cas, les patrons souffrent sans qu'il y ait de leur faute, tandis que les Unions s'égorgent entre elles. » Le mot de privilèges revient souvent dans la bouche des représentants des associations professionnelles. « Le quatrième état » tend à se constituer par l'élimination de la partie inférieure de la masse ouvrière, c'est-à-dire des ouvriers sans instruction professionnelle (*unskilled*), véritables parias qui se livrent à des travaux précaires et intermittents et qui sont parfois victimes d'une exploitation à outrance.

Partout se retrouve la prétention des associations ouvrières d'être les propriétaires exclusives du métier qu'elles exercent.

A Paris, les cochers de fiacre ont obtenu la création d'une commission d'examen à l'Hôtel de Ville qui fait subir des épreuves hérissées de difficultés dans le but de limiter le plus possible la délivrance des « papiers de cocher ». Certaines associations affichent même la prétention de faire de leur métier une possession héréditaire et se préoccupent de le réserver à leurs enfants, à leur gendres et à leurs neveux.

Leroy-Beaulieu cite le mot superbe, prononcé par le secrétaire du syndicat des cochers de fiacre de Paris, au cours de la grève de juin et juillet 1893. La Préfecture de police avait remplacé les grévistes par des cochers improvisés, et il s'indignait de voir « les sièges avilis par des individus racolés dans les bas-fonds de la société. » (1)

Les associations professionnelles tendent à supprimer cette libre concurrence qui, même lorsqu'on ne la gêne pas par des obstacles artificiels, n'est jamais complète, comme l'a montré Cairnes, par sa théorie des groupes non concurrents (*non competing groups of labourers*). En un mot, d'après Leroy-Beaulieu, les sociétés ouvrières nous conduisent à grands pas au régime des castes.

Parfois on propose, pour élargir le cadre des associations professionnelles, d'y admettre à la fois des

(1) Voir aussi le *Figaro* du 26 février 1894.

patrons et des ouvriers, et l'on croit ainsi obvier aux inconvénients que nous avons signalés.

Mais, objecte aussitôt Leroy-Beaulieu, l'exemple que nous fournissent les tribunaux de prud'hommes ne peut guère autoriser de pareilles espérances, puisque l'élément ouvrier et l'élément patron sont souvent en désaccord et que la loi a dû se préoccuper du cas où l'un de ces éléments refuserait de siéger (loi du 11 décembre 1884).

Mais, en supposant même que cette espérance ne fût pas chimérique, l'ensemble des consommateurs ferait très probablement les frais d'une pareille entente entre patrons et ouvriers. En effet, cet accord aurait pour effet d'annuler la concurrence et de rendre possible une forte majoration des prix.

M. Le Cour-Grandmaison (l'auteur de l'Introduction au livre de M. Howell), bien qu'il soit ouvertement favorable aux associations professionnelles, reconnaît pourtant le danger que ferait courir au public l'accord des patrons et des ouvriers :

« On peut aussi craindre, écrit-il, depuis la formation des *Joint Committees* (Conseils mixtes), dans lesquels les délégués des patrons et des ouvriers des grandes industries anglaises s'entendent pour régler pratiquement la production et établir des tarifs, qu'il se forme entre eux des coalitions onéreuses pour le consommateur. Déjà dans l'industrie houillère, depuis le fonctionnement des tarifs à échelle mobile (*sliding scale*), qui déterminent les salaires des ouvriers d'après le cours des charbons, on a vu des patrons

et des ouvriers se concerter pour empêcher la formation de stocks et déterminer une hausse factice qui a causé une crise redoutable dans beaucoup d'industries. Ce sont là de griefs sérieux qui peuvent amener une réaction contre les Trade Unions et, dans certains cas obliger le législateur à intervenir. » (1)

Il est une autre idée qui pourrait conduire à une grande méconnaissance de l'intérêt général, c'est l'idée d'après laquelle il faut donner pour base à la composition des assemblées législatives la représentation des intérêts. Une Chambre, qui serait élue en vertu de ce principe, perdrait complètement de vue l'intérêt général, car l'intérêt général résulte non pas de la juxtaposition, mais bien de la fusion des intérêts particuliers. Les résolutions d'une telle Chambre ne seraient qu'une série de concessions faites à ses membres, car, dans une société où il existe beaucoup de privilèges, il est tout naturel que chacun cherche à s'en assurer un. M. Leroy-Beaulieu a raison de s'opposer à l'abandon de la législation aux mains des représentants des intérêts professionnels, d'autant plus que ces intérêts sont déjà représentés auprès des pouvoirs publics par plusieurs Corps consultatifs. M. Leroy-Beaulieu supplie le législateur d'empêcher les syndicats de dégénérer complètement en corporations fermées (2), et

(1) Howell. Le Passé et l'avenir des Trade Unions. Préface, page 21.

(2) V. sur les abus des anciennes corporations ; Levasseur, Histoire des classes ouvrières en France depuis Jules César jusqu'à la Révolution, et Roscher : National okonomik der Handels und Gewerblaiszes, 2^e édit., 1883, p. 582-617.

pour cela il réclame énergiquement le maintien du droit de sortie aussi bien que du droit d'entrée.

Si on laissait aller les associations professionnelles à leur tendance trop certaine à « fermer le métier », on aboutirait à une société cristallisée, sans mouvement et sans progrès.

Ces critiques contre l'exclusivisme des syndicats sont répétées presque journellement dans l'*Economiste français*, dans le *Journal des Economistes*, dans la *Réforme sociale*.

Dans cette dernière revue, il convient de signaler un article de J. Cazajoux (1895-XXX, p. 777-782) intitulé : *La tyrannie syndicale et les dernières décisions judiciaires*. Dans cet article on mentionne un jugement du tribunal de la Seine qui condamne à 3000 francs de dommages-intérêts un syndicat coupable d'avoir empêché un ouvrier de trouver un emploi, sous prétexte que cet ouvrier n'était pas affilié au syndicat, et qui établit que si les dispositions du Code pénal protégeant la liberté du travail (article 416) ont été abolies par la loi du 21 mars 1884, cette liberté n'en reste pas moins sous la garantie de l'article 1382 du Code civil.

M. J. Cazajoux va même jusqu'à dire que « si la loi « de 1884 n'est pas complétée et réformée, ce seront « les syndicats eux-mêmes qui risqueront d'en être les « premières victimes, car leurs abus pourront bien « aboutir à un évènement de tous points semblable à « celui qui emporta autrefois les anciennes corporations « aussi tyranniques, aussi oppressives et aussi pro- « cessives que les nouvelles. »

Dans l'*Economiste français*, il faut signaler :

Un article de Leroy-Beaulieu (1892, I, p. 385-386), intitulé : *Leurs majestés les syndicats* ! L'auteur y critique la tendance qu'on a à demander à un mot la solution des questions sociales. Actuellement c'est le mot syndicat. Il fait aussi remarquer que l'État qui veut mettre les syndicats partout, n'en veut pas dans son administration, dans son réseau de chemins de fer, par exemple ⁽¹⁾.

Un article d'Hubert Valleroux (1891, I, p. 164-166), intitulé : *La liberté du travail et la loi sur les syndicats professionnels*).

Il nous rappelle que lorsque les Anglais accordèrent en 1871, aux Trade Unions la personnalité civile et une situation légale, ils portèrent en même temps une autre loi contre les menaces, violences et molestations, où sont punis tous ces moyens de pression, tels que surveiller les abords des usines où travaillent les ouvriers, et suivre l'un d'eux à travers les rues d'une façon persistante. M. Hubert Valleroux regrette vivement que les Chambres n'aient pas déferé à la demande de M. Marcel Barthe, de maintenir l'article 416 du Code pénal ⁽²⁾.

(1) V. dans l'*Economiste français* deux articles de George Michel, le premier sur le développement des syndicats professionnels et ses conséquences. J'y relève cette phrase : « Il est inadmissible que des syndicats de charpentiers ou de cordonniers soient dirigés par des journalistes, des avocats ou des politiciens.... » (1891, II, p. 99-101).

Dans le deuxième intitulé : Les fédérations syndicales et leur influence sur les ouvriers, l'auteur nous montre que le syndicat de Monthieux, après avoir reçu un subside du gouvernement, n'en a pas moins renvoyé et jeté sur le pavé une partie du personnel (1892, p. 645-647).

(2) V. dans l'*Economiste français*, deux articles d'Arthur Mangin, dans le premier (1886, I, p. 698-700), il se déclare opposé au socialisme chrétien et au

A mentionner encore un petit livre de M. Yves Guyot, intitulé : *La tyrannie socialiste* (Paris, libr. Delagrave), dans lequel l'auteur dénonce toutes les utopies socialistes, et notamment l'embrigadement forcé dans les syndicats.

Revenons maintenant à M. Leroy-Beaulieu. Nous n'avons pas encore, en effet, épuisé les critiques qu'il dirige contre les associations professionnelles. Il nous a déjà montré comment ces associations se formaient aux dépens de la partie inférieure de la masse ouvrière.

Il recherche ensuite quel est le rôle des syndicats et des Trade Unions, au point de vue de la production globale, et il constate que leur action est marquée par une réduction de la productivité du travail que les machines sont impuissantes parfois à compenser. En effet, ces associations ont une tendance à limiter, de parti pris, la quantité de travail que les ouvriers doivent faire dans un temps déterminé, et à fixer cette quantité en se basant non pas sur le travail que peuvent fournir les ouvriers robustes et habiles de la profession, mais sur le travail qu'ont l'habitude de faire

socialisme révolutionnaire, parce qu'ils reposent l'un sur la charité, l'autre sur la fraternité, et que ce sont là des sentiments qu'on ne peut décréter.

Dans le second (1886, II, p. 498-500), sur l'illusion syndicale, Arthur Mangin dénonce cette illusion comme on a dénoncé l'illusion coopérative, ces deux sortes d'illusion étant deux formes particulières de l'illusion associationniste.

A signaler encore un article de 1891, II, p. 491, assez injuste d'ailleurs et d'une argumentation assez faible. On y lit en effet : « Il y a dans la loi un mot regrettable qui semble bien indiquer une arrière-pensée chez les auteurs de cette loi : c'est le mot défense. Pour qu'il y ait défense, cela suppose qu'il y a une attaque. C'est donc une loi de lutte, une loi de guerre, une loi de discorde sociale. Là est le danger. »

les ouvriers médiocres. En Angleterre, les Trade Unions sont presque toutes d'accord pour limiter le nombre des apprentis, pour prohiber le travail à la tâche et pour s'opposer à l'abandon des procédés en cours, ainsi qu'à l'introduction des machines.

Un économiste Anglais, M. Marshall, prétend qu'en raison du développement de la richesse cette légère diminution de la production n'a que peu d'importance. Cette idée a quelque chose d'un peu prématuré, et M. Marshall lui-même ne songe pas, sans effroi, au danger que feraient courir à l'industrie les Trade Unions si elles venaient à se fédérer et à manier ensemble les armes modernes des grèves coordonnées et du boycottage. Les Trade Unions sont d'autant plus autoritaires que l'industrie à laquelle elles appartiennent est moins menacée par la concurrence étrangère.

Mais M. Leroy-Beaulieu craint que cette action néfaste des associations professionnelles ne s'exerce pas impunément. Il pressent le péril asiatique. Il y a en effet, à l'autre bout du monde, en Extrême-Orient, des peuples qui ne sont pas encore entrés dans le courant de nos idées, mais qui peuvent le faire d'un moment à l'autre. Depuis longtemps déjà, les Japonais copient notre civilisation en tous points. Quant aux Chinois, la récente guerre entre la Chine et le Japon, semble les avoir tirés de leur somnolence séculaire. Les uns et les autres pourront nous faire une concurrence sérieuse le jour où ils seront décidés à nous emprunter nos méthodes de travail et nos capitaux, et ces capitaux, ils les obtiendront d'autant plus facile-

ment, que nous avons déjà quelques peines à les employer chez nous.

Déjà cette concurrence naissante se fait sentir dans une foule d'industries, et elle s'explique par ce fait que les Orientaux sont restés fidèles à la pratique du travail intensif. On la trouve notamment pour la soie, pour les filatures de coton, pour la céramique, pour les allumettes chimiques. L'importation des charbons anglais an-delà de Suez est menacée par le développement des houillères de l'Extrême-Orient. L'exportation japonaise totale qui ne s'élevait qu'à 51,547,407 yens (le yen vaut nominalelement 5 francs) en 1887, est montée à 78,738,054 yens, en 1891.

On peut répondre à cela que les Orientaux arriveront peut-être aussi à connaître l'agitation ouvrière. C'est vrai. Il y a en Chine des groupements socialistes ⁽¹⁾. Mais il faudra un très grand nombre d'années avant que la question ouvrière prenne dans ces pays l'acuité qu'elle a dès à présent en Europe. Et si nos associations professionnelles ne deviennent pas plus sages elles verront se produire des chômages nombreux, qui leur enlèveront tout le bénéfice et même plus que le bénéfice de l'élévation nominale des salaires.

J'ai beaucoup insisté sur ces critiques de M. P. Leroy-Beaulieu, parce que, partant de lui, elles ont chance d'être entendues très loin, et dès lors il importe de savoir si elles sont fondées ou non. Eh bien, pour ma

(1) Voir dans l'ouvrage de M. Leroy-Beaulieu : *La question ouvrière au XIX^e siècle*, l'exposé des doctrines de la secte des pé-lien-kiao ou nénuphars blancs, p. 7 à 11.

part, je les crois exagérées, ou plutôt les critiques que M. Leroy-Beaulieu formule contre les syndicats dans le tome II de son *Traité d'Economie politique* me paraissent être des critiques d'avenir, si je puis m'exprimer ainsi, c'est-à-dire qu'elles visent surtout l'exagération possible des mauvaises tendances de nos syndicats actuels. En effet que dit M. Leroy-Beaulieu ? Il nous dit, d'une part, que la formation des associations professionnelles se fait par refoulement de la partie inférieure de la population ouvrière. Mais, c'est là une idée qui est justifiée surtout en Angleterre, et, en Angleterre même, il n'y a pas dans ce refoulement quelque chose d'absolu, puisque nous avons vu les ouvriers de second ordre, les ouvriers sans apprentissage, constituer de nouvelles Trade Unions qui se verront peut-être obligées d'ouvrir leurs rangs et de se montrer moins exclusives.

Le second grief que M. Leroy-Beaulieu formule contre les associations professionnelles consiste en ce que ces associations tendent à réduire la productivité du travail et que cette tendance pourrait bien un jour nous mettre dans un état d'infériorité marquée vis-à-vis des peuples de l'Extrême-Orient.

M. Leroy-Beaulieu a le mérite d'avoir signalé le danger, mais il s'en faut que ce danger soit imminent. Les Orientaux, les Chinois surtout, ne sont pas des gens capables d'agir si vite, et si nos syndicats en arrivaient à tourner à la corporation et à déprimer notre situation économique, le législateur aurait le temps d'intervenir pour limiter leurs prérogatives.

Mais les individualistes formulent encore contre les

syndicats professionnels une autre accusation, qui est parfois justifiée d'ailleurs, c'est de former des foyers d'agitation socialiste ou révolutionnaire. — M. Jules Simon avait raison de dire, dans son rapport sur le projet de loi relatif aux associations : « L'homme est « si peu de chose par lui-même, qu'il ne peut faire « beaucoup de bien ou beaucoup de mal qu'en s'asso-
« ciant. »

Plusieurs syndicats ouvriers organisent des Congrès dans lesquels les orateurs ne font guère que paraphraser le mot de Blanqui : « Il faut que celui qui fait la soupe la mange. »

Les révolutionnaires ne voient dans les syndicats qu'un moyen d'organiser le parti ouvrier et de le faire marcher à la conquête du pouvoir politique. Ces paroles d'un des orateurs du Congrès de Marseille, en 1889, suffiraient à le prouver : « Pour nous, les syndicats « réunissant toute la corporation, et fédérés ensuite « entre eux, sont les plus puissants leviers dont doit « faire usage le parti ouvrier pour renverser les classes « privilégiées et atteindre par là leur émancipation. »

Mais il faut ajouter que les syndicats affiliés à la Fédération des travailleurs socialistes de France sont l'exception, et que le ministère public a toujours le droit de les dissoudre comme étant des associations plus politiques que professionnelles, ce qui est contraire à la loi du 21 mars 1884.

Nous voyons donc que, parmi toutes les critiques dirigées par les individualistes contre les syndicats, il n'y en a pas de bien graves. Je dirai même qu'elles

révèlent chez leurs auteurs un certain parti pris d'hostilité contre les syndicats. Les individualistes, tout comme les hommes de la Révolution française, voudraient qu'entre l'État et l'individu, aucune association ne pût s'interposer. Ils semblent regretter l'état social que M. Taine a si bien dépeint, dans son livre sur la Révolution (I, 222) : « On a tranché, dit-il, toutes les
« attaches naturelles ou acquises par lesquelles la géo-
« graphie, le climat, l'histoire, la profession, le mé-
« tier, les unissaient... On a découpé la France géomé-
« triquement comme un damier, et, dans ces cadres
« improvisés qui seront longtemps factices, on n'a
« laissé subsister que des individus isolés ou juxta-
« posés. »

SECTION II. — Critiques formulées par les socialistes-révolutionnaires contre la loi du 21 mars 1884.

Les critiques dirigées par les révolutionnaires nous retiendront bien moins longtemps que les précédentes, car leur exagération même suffit à les réfuter. Ces critiques se résument dans l'épithète de loi « policière » appliquée à la loi de 1884. En effet, les révolutionnaires ne pardonnent pas à cette loi d'exiger le dépôt des statuts et les noms des administrateurs.

Ils prétendent qu'on a exigé ce dépôt pour placer les syndicats sous la dépendance de la police. Cette idée a été développée lors de la discussion de la loi, notamment par M. Clémenceau (1).

(1) Voir *Journal Officiel*, Déb. parlam., Ch., mars 1884, p. 742.

M. Clémenceau a cherché à démontrer que le premier effet de cette loi, dite de liberté, serait de supprimer la liberté d'un certain nombre de citoyens réunis pour s'occuper de leurs affaires, et qui jusqu'alors avaient pu le faire sans autorisation ni formalité de dépôt. Il a voulu aussi établir qu'il suffirait à un gouvernement mal intentionné de comparer des listes de noms avec des notes de police pour avoir des éléments de répression tout trouvés, et que les ouvriers ne pourraient que pâtir d'une telle situation.

Depuis le vote de la loi, on a souvent réclamé la liberté complète d'association, et il y a même en ce sens une proposition Goblet du 21 décembre 1891 (S. 91, 832, n° 106).

Il y a une véritable mauvaise foi dans la qualification de loi policière donnée par les socialistes à la loi de 1884, et la formalité du dépôt ne peut gêner que les révolutionnaires, d'autant plus, il faut bien le remarquer, que la loi n'exige le dépôt que des statuts et des noms des administrateurs, et nullement le dépôt des noms des membres. Les noms des simples syndiqués ne sont pas connus, et dès lors une bonne part des critiques des socialistes tombe d'elle-même.

Les griefs des socialistes sont nettement exposés dans les résolutions du VIII^e Congrès national ouvrier socialiste, tenu à Rennes en octobre 1884 (1), relativement à l'attitude des chambres syndicales ouvrières devant la nouvelle loi sur les syndicats professionnels :

(1) Voyez *Journal des Economistes*, 1884, IV, 484.

« Considérant que la tolérance conquise dont jouissent les chambres syndicales et groupes ouvriers équivalait presque à la liberté d'association; que si la législation devait intervenir, ce devait être seulement pour légaliser cette situation en introduisant dans les codes la liberté complète d'association et de réunion, aussi bien que la personnalité civile pour toute société se soumettant à des conditions de publicité suffisante; qu'au contraire la loi de réaction du 21 mars 1884 restreint toutes les libertés :

« 1° En imposant aux syndicats une forme déterminée;

« 2° En maintenant les articles 414 et 415 du Code Pénal, déclarant punissable « quiconque, à l'aide de violences, voies de faits, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires. »

« 3° En écartant des administrations syndicales les membres des syndicats nés à l'étranger;

« 4° En interdisant aux syndicats de tirer parti de la location des immeubles, etc, etc. »

« Le Congrès

« Déclare œuvre de police et de réaction la loi du 21 mars 1894, et engage les chambres syndicales et les groupes ouvriers de chaque région à se grouper autour de l'Union fédérative de leur région, pour résister solidairement à la mise en œuvre de cette loi, en même temps qu'il invite tous les groupes

« ouvriers à adhérer à la Ligue de résistance qui s'est
« constituée à Paris à cet effet. »

Grâce au texte de ces résolutions, nous connaissons maintenant d'une façon très exacte ce qui, dans la loi du 21 mars 1884, déplaît aux révolutionnaires. Ce parti est représenté par la Fédération des travailleurs socialistes de France, qui a pour organes le *Bulletin Officiel* de la Fédération, le journal *Le Prolétaire*. C'est cette Fédération qui organise annuellement la manifestation du 1^{er} mai. — Mais les ouvriers sérieux qui poursuivent par des voies pacifiques l'amélioration de leur sort, lui ont opposé l'Union des Chambres syndicales ouvrières de France. (Organe : *Moniteur des syndicats ouvriers* (1)).

Il n'y a dans la formalité de dépôt aucune intention policière cachée. Le gouvernement a d'ailleurs fait tous ses efforts pour dissiper les préventions qui pouvaient exister à cet égard dans l'esprit de certains ouvriers, et, notamment par un décret du 20 novembre 1886, il a transféré le service des sociétés professionnelles du ministère de l'intérieur (direction de la sûreté générale) au ministère du commerce et, en 1886, on a pu remarquer que peut-être, grâce à cette mesure, le nombre des déclarations et des dépôts de statuts avait considérablement augmenté (740 à 1358).

Si nous creusons un peu les raisons de l'hostilité des

(1) Voir sur l'organisation du parti socialiste : *Le Monde socialiste*, groupes, programmes, par Léon de Seilhac (Paris, A. Colin, 1 broch.).

Dans sa conclusion, l'auteur estime qu'avec le temps, les syndicats ouvriers deviendront de moins en moins révolutionnaires et que leur véritable intérêt réside dans une alliance bienfaisante du capital et du travail.

socialistes contre la loi de 1884, nous y trouvons quelque chose de plus profond encore que la gêne causée par la formalité du dépôt : c'est l'idée d'association libre elle-même qui déplaît aux révolutionnaires, et ici je ne puis m'empêcher de citer ce passage d'un discours prononcé par M. Deschanel à la Chambre des Députés, le 10 juillet 1897, au sujet de la crise agricole :

« Le socialisme attend tout de l'État ; l'association libre accomplit des merveilles par le seul effort de l'activité individuelle ; elle transforme, élève, annoblit les hommes, à la formule odieuse de la guerre des classes l'association libre répond : « L'union pour la vie..... »

« L'hypothèse socialiste est gênée par la réalité des résultats obtenus grâce à l'association.

« Les alchimistes, qui étaient les socialistes de la science, n'ont rien changé aux conditions de la vie, tandis que l'effort lent des ordinaires chimistes a renouvelé les conditions de cette vie ; *l'association libre tuera l'association forcée : elle sera le contre-poison du socialisme.* »

J'en ai fini avec les critiques des révolutionnaires, et j'en viens immédiatement aux critiques des socialistes chrétiens.

SECTION III. — Critiques formulées par les socialistes
chrétiens

Ces critiques, pas plus que les critiques des révolutionnaires, ne nous retiendront bien longtemps.

Les socialistes chrétiens ont pour chefs MM. Albert de Mun, Charles Périn, etc. Ils placent leur idéal dans le passé, et ils croient trouver la solution de la question sociale dans la constitution de syndicats mixtes se rapprochant autant que possible des corporations chrétiennes de l'ancien régime. C'est ainsi que, lors de la discussion de la loi de 1884, M. de Mun avait réclamé pour les syndicats mixtes le privilège de posséder des immeubles, seuls entre tous les syndicats. Cette idée fut repoussée et avec raison selon nous (1).

La conception des socialistes chrétiens est à coup sûr estimable. Elle contient d'ailleurs une part de vérité : il y avait peut-être dans l'ancienne corporation entre le patron et le compagnon ou l'apprenti une moindre distance qu'il n'y en a aujourd'hui entre le patron de la grande industrie et ses ouvriers, que la plupart du temps il connaît à peine. Mais je crains

(1) Les critiques que formulent les socialistes chrétiens sont les mêmes que celles de l'école patronale de Le Play. Ces deux écoles, qui donnent souvent des solutions divergentes, sont ici d'accord, car toutes deux placent leur idéal dans le passé et voudraient voir se constituer des syndicats rappelant les anciennes corporations, et établissant entre patrons et ouvriers des liens plus étroits que ceux qui existent actuellement.

bien que ces admirateurs du passé n'exagèrent un contraste qui n'est déjà que trop réel. En effet, ce serait une erreur de croire que, sous l'ancien régime, la paix sociale fût complète. Pour se convaincre du contraire, on n'a qu'à lire les ouvrages de M. Xavier Roux : *Les papetiers du Dauphiné et la corporation des gantiers de Grenoble avant et après la Révolution* (Grenoble, 1887), et aussi l'ouvrage de M. Auguste Bleton intitulé : *L'ancienne fabrique de soierie*, p. 67 et suivantes. Les socialistes chrétiens ne nient pas ces défauts, mais ils objectent : que sont en vérité ces légères imperfections devant la merveilleuse ordonnance de l'ensemble ? « Quelques toiles d'araignée flottant à la voûte d'une cathédrale (1). » Cette comparaison n'est pas sans esprit, mais elle manque un peu d'exactitude. En effet, la conception des socialistes chrétiens a un grave défaut, c'est qu'il faudrait, pour qu'elle eût quelque chance de succès, que les ouvriers fussent tous de parfaits chrétiens. Or, il faut bien reconnaître que les masses ouvrières échappent de plus en plus à l'influence de l'Église. Et c'est pour cela que M. d'Haussonville, qui n'est pas suspect en cette matière, a eu raison de dire que : « La corporation chrétienne est « assurément la plus colossale chimère au service de « laquelle des gens de cœur et de talent puissent consacrer leur temps et leurs forces. »

Néanmoins, l'action des socialistes chrétiens aura

(1) Paroles de M. de la Rive, dans une Conférence sur le Péril social (24 mars 1889).

un effet utile en tant qu'elle conduira à la création de syndicats mixtes qui peuvent dans une certaine mesure contribuer à l'apaisement social.

Je n'insiste pas davantage sur les critiques des socialistes chrétiens, car j'aurai à parler, dans mon Chapitre III, des projets de lois déposés en vue d'obtenir pour les syndicats mixtes une situation privilégiée.

SECTION IV. — § 1. Résultats pratiques de la loi. —

§ 2. Syndicats agricoles.

§ 1. RÉSULTATS PRATIQUES DE LA LOI. — Nous avons vu jusqu'à présent des critiques plutôt théoriques contre les syndicats professionnels. Je me suis efforcé de démontrer leur faiblesse, mais je crois que la meilleure justification de la loi consiste dans la constatation de ses résultats pratiques. Patrons et ouvriers ont compris l'avantage qu'ils pouvaient retirer de l'association.

Les associations patronales, très florissantes avant la loi de 1884, ont maintenu leur succès, et notamment l'Union de la rue de Lancry qui est peut-être la plus prospère de toutes. Ces associations peuvent rendre de très grands services aux industries qu'elles représentent. Ainsi M. Aynard a pu, le 12 mai 1890, signaler à la tribune de la Chambre le rôle admirable rempli par la chambre syndicale des jouets de Paris,

qui a sauvé l'industrie du jouet de la concurrence allemande ⁽¹⁾. (*J. Off.* du 13 mai 1890).

En s'unissant, des patrons qui, auparavant, se faisaient une concurrence désastreuse, pourraient lutter avec avantage contre la concurrence étrangère, et aussi contre les concurrents déloyaux de France. C'est ainsi que le syndicat des fabricants de vin de Champagne a eu souvent l'occasion de poursuivre des contrefacteurs. De même, si l'on parcourt les recueils de jurisprudence, on s'aperçoit que les condamnations pour exercice illégal de la pharmacie se sont multipliées depuis que les pharmaciens se sont constitués en syndicat, tandis qu'auparavant des pharmaciens isolés reculaient devant les frais d'un procès. J'ajoute entre parenthèses que les médecins feraient bien de suivre cet exemple ⁽²⁾ et de constituer des syndicats nombreux qui donneraient la chasse aux personnes très nombreuses qui se livrent à l'exercice illégal de la médecine.

Les syndicats patronaux pourront encore lutter contre le fisc, contre les administrations et certaines Compagnies, par exemple les Compagnies de chemins de fer, et discuter avec elles leurs tarifs. Les syndicats peuvent aussi jouer un rôle très efficace auprès

(1) V. aussi Du Maroussem : La question ouvrière, 3^e partie : Le jouet parisien. (Les deux 1^{res} parties sont : les Charpentiers de Paris, — les Ebénistes de Paris. — La 4^e : les Halles centrales)

(2) L'article 13 de la loi du 30 novembre 1892 donne formellement aux médecins, dentistes et sages-femmes, le droit de constituer des syndicats professionnels. — Il existait d'ailleurs des syndicats de médecins avant cette loi, qui a eu du moins l'avantage de faire cesser une controverse.

du législateur, notamment lui adresser des rapports et des mémoires qui lui feront connaître les besoins et les vœux de leur profession. En effet, le législateur qui ne s'enquiert pas des besoins du commerce et de l'industrie s'expose à faire de la politique spéculative et à voter des lois qui iront au rebours des nécessités de l'heure présente.

Quant aux ouvriers, ils ne trouveront pas dans l'association de moindres avantages que les patrons. Il n'y a que l'union qui puisse relever l'ouvrier au regard du patron de la grande industrie. N'y a-t-il pas une impossibilité absolue à ce qu'un ouvrier isolé discute son salaire ou les autres conditions de son travail avec la Compagnie d'Anzin, par exemple ? Des ouvriers non associés peuvent être très facilement opprimés par les patrons qui peuvent toujours, vu leur petit nombre, établir entre eux une entente, sans même se constituer en syndicat.

Les syndicats ouvriers ont créé des caisses de secours contre la maladie, les accidents, les infirmités, de manière à atténuer, à neutraliser parfois l'effet des divers malheurs qui pourraient écraser l'ouvrier s'il n'était associé.

Des syndicats ont constitué des commissions arbitrales, pour éviter les différends entre patrons et ouvriers, et ces commissions peuvent très utilement compléter l'œuvre de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs.

Je n'en ai pas fini avec l'énumération des œuvres déjà créées et qui rendent à l'ouvrier un service

immense en lui donnant cette instruction générale et professionnelle, ce capital intellectuel, dont le défaut, plus encore que le défaut du capital proprement dit, a empêché pendant si longtemps la réussite des entreprises dans lesquelles il se trouvait livré à sa seule initiative, et à cet égard je mentionnerai les cours professionnels du soir, les écoles professionnelles, les concours de travaux, les bibliothèques, les musées industriels.

Les syndicats ont créé aussi des services de renseignements, qui donnent tous les détails désirables sur la profession ; des services de contentieux, qui donnent des consultations gratuites ; des laboratoires d'analyses qui permettent de faire vérifier la qualité des marchandises qu'on lui procure.

Un autre service, très important aussi, que certains syndicats rendent à leurs membres, consiste à leur procurer du crédit, c'est-à-dire à obtenir, à des conditions modérées, les sommes d'argent qui leur sont nécessaires pour payer une dette pressante, acheter des outils ou des matières premières. En Allemagne, en Italie, en Belgique, il s'est créé des banques populaires qui rendent de très grands services à la classe ouvrière (1). Nos syndicats n'ont qu'à marcher résolument dans cette voie.

Quant aux sociétés de prévoyance, les syndicats devraient en créer autour d'eux en très grand nombre,

(1) V. Hubert Valleroux : Les associations coopératives en France et à l'étranger.

pour les faire bénéficier de la personnalité civile qui leur est accordée à eux-mêmes⁽¹⁾.

Depuis la loi du 21 mars 1884, le nombre des syndicats est toujours allé en s'accroissant; c'est donc que cette loi n'était pas intempestive et qu'elle répondait à un besoin social véritable. Voici un tableau que j'emprunte à l'Annuaire des syndicats professionnels de 1896 et qui indique le mouvement des syndicats professionnels constitués en exécution de la loi du 21 mars 1884 (au 1^{er} juillet de chaque année).

Années	SYNDICATS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX			Syndicats agricoles	TOTAUX	Différence en plus d'une année sur l'autre
	Patronaux	Ouvriers	Mixtes			
1884	101	68	1	5	175	»
1885	285	221	4	39	549	374
1886	359	280	8	93	740	191
1887	598	501	45	214	1.358	618
1888	859	725	78	461	2.123	765
1889	877	821	69	557	2.324	201
1890	1.004	1.006	97	648	2.755	431
1891	1.127	1.250	126	750	3.253	498
1892	1.212	1.589	147	863	3.811	558
1893	1.397	1.926	173	952	4.448	637
1894	1.518	2.178	177	1.092	4.965	517
1895	1.622	2.163	173	1.188	5.146	181
1896	1.731	2.243	170	1.275	5.419	273

En 1897, l'Annuaire des syndicats de 1897, récemment publié, indique :

Syndicats patronaux....	1.823
— ouvriers.....	2.316
— mixtes.....	170
— agricoles.....	1.371

Total.... 5.680

Différence en plus sur l'année 1896 : 253.

(1) V. *Economiste français*, 1887, 1, p. 390. Les syndicats professionnels et agricoles; leur fusion avec les sociétés de prévoyance, par Villard.

Le chiffre de 175 inscrit pour l'année 1884 représente non pas le nombre total des associations professionnelles existant à cette époque, mais seulement celui des syndicats, soit antérieurs, soit postérieurs à la promulgation de la loi, qui avaient une constitution légale au 1^{er} juillet 1884.

Voici maintenant un tableau indiquant le mouvement du personnel des syndicats professionnels constitués en exécution de la loi du 21 mars 1884 (1^{er} juillet de chaque année).

Années	PERSONNEL DES SYNDICATS					Différence en plus d'une année sur l'autre
	Patronaux	Ouvriers	Mixtes	Agricoles	TOTAUX	
1890	93.411	139.692	14.096	234.234	481.433	»
1891	106.157	205.152	15.773	269.298	596.380	114.947
1892	102.549	288.770	18.561	313.800	723.680	127.300
1893	114.176	402.125	30.052	353.883	900.236	176.556
1894	121.914	403.440	29.124	378.750	933.228	32.992
1895	131.031	419.781	31.126	403.261	985.199	45.870
1896	141.877	422.777	30.333	423.492	1.018.479	33.280

Pour 1897, l'Annuaire des syndicats de 1897, récemment publié, donne les chiffres suivants :

Personnel des syndicats patronaux....	159.293
— — — ouvriers.....	431.794
— — — mixtes.....	32.237
— — — agricoles.....	438.596

Total..... 1.061.920

Différence en plus pour 1897 : 43.441.

J'ai dit tout à l'heure que la meilleure justification de la loi du 21 mars 1884 consistait dans la constatation de ses résultats pratiques. En effet, quand on aura jeté les yeux sur le tableau suivant des institutions et

créations diverses des syndicats professionnels existant en France au 1^{er} juillet 1896, on sera bien tenté d'approuver la loi de 1884 presque sans réserve :

Secours de route (viaticum).....	103
Sociétés ou Caisses de secours mutuels.....	411
Caisses de prévoyance ou d'épargne.....	55
Caisses de chômage. — Caisses dites de résistance ou de grève.....	108
Sociétés ou Caisses de crédit ou de prêt mutuel.....	40
Caisses de retraites de la vieillesse.....	42
Caisses de bienfaisance.....	17
Sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles contre les accidents du travail.....	21
Sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles contre la mortalité des étalons et des bestiaux.....	20
Sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles contre la grêle.....	2
Sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles contre l'incendie.....	5
Sociétés ou Caisses d'assurances contre la grêle.	2
Sociétés coopératives de consommation ou d'approvisionnement. — Economats.....	69
Sociétés coopératives de production. — Boulangeries, laiteries coopératives.....	28
Ecoles professionnelles.....	23
Cours professionnels et conférences, cours de greffage, de taille.....	252
Cours professionnels et d'apprentissage, examens professionnels.....	39

Patronages d'apprentis et cours d'apprentis- sage	7
Orphelinats	3
Musées commerciaux ou industriels et collec- tions d'échantillons	4
Expositions syndicales	7
Ateliers syndicaux	6
Bibliothèques.....	549
Bureaux ou offices de placement.....	441
Offices de renseignements commerciaux et agri- coles.....	19
Laboratoires d'analyses et d'expertises	31
Services du contentieux.....	30
Conseils d'arbitrage, commissions de concilia- tion, tribunal arbitral.....	23
Services médicaux, cliniques, etc	17
Champs d'expérience, jardins d'expérience, vignes d'expérience	83
Pépinières diverses (vignes américaines et au- tres)	41
Garderie des propriétés.....	1
Publications diverses (Bulletins, journaux, an- nuaires).....	299
Marché aux vins, aux amandes, etc.....	3
Société d'assistance manuelle.....	2
Sociétés coopératives d'achats de matières pre- mières et autres	2
Offices pour la vente des vins.....	3
Bureau technique pour la vérification et la sur- veillance des installations électriques.....	1

Entrepôt pour la salaison des poissons.....	1
Secours en nature. Don d'effets aux enfants né- cessiteux.....	3
Dépôts divers (1° de parfumerie ; 2° pour échange de canettes)	2
Herborisation	1
Contrôle et surveillance des marchandises entre- posées	1
Etuve à désinfection	1
Société de protection des enfants	1
Société d'encouragement. Caisse de récompenses	2
Comité consultatif	1
Service de prêts d'outils et d'instruments agri- coles.....	1
Maison pour les jeunes filles sans famille.....	1
Secrétariat du peuple	1

Le total de ces créations diverses ne s'élève pas à moins de 2.822, et si les syndicats continuent à réunir autour d'eux d'aussi utiles institutions, il est permis d'espérer que la situation des classes travailleuses se trouvera considérablement améliorée.

J'en viens maintenant à la question des syndicats agricoles, et ce n'est pas un des moindres avantages de la loi du 21 mars 1884 d'avoir favorisé leur développement.

§ 2. SYNDICATS AGRICOLES (1).— Les auteurs de la loi

Bibliographie (1).— Voir sur les syndicats agricoles : le Manuel des syndicats professionnels agricoles, par J. Boullaire ; les Syndic. agric., par de Rocquigny ; les Sociétés fromagères de Franche-Comté, thèse de V. Gabet (Paris A. Rousseau, 1896). Durand : le Crédit agricole en France et à l'étranger, les Banques

du 21 mars 1884 n'avaient en vue à l'origine que la création de syndicats industriels et commerciaux, lorsque, au Sénat, M. Oudet proposa d'ajouter aux mots : « intérêts économiques, industriels, commerciaux », les mots « et agricoles ». Son amendement fut adopté : ces deux petits mots ajoutés à l'article 3 ont été, pour les syndicats agricoles, l'étincelle créatrice, et il est piquant de constater que ce sont ces syndicats qu'on a failli oublier lors de la discussion de la loi qui ont le plus profité de cette loi, tandis que les syndicats industriels et commerciaux, auxquels on avait songé tout d'abord, ont éveillé chez les patrons et chez les ouvriers des défiances assez grandes.

L'oubli des syndicats agricoles dans la loi du 21 mars 1884 eût été vraiment regrettable, en même temps qu'assez difficile à justifier, car depuis longtemps on connaît les heureux effets que produit l'association en matière agricole. C'est ainsi qu'en Franche-Comté, il existe depuis plus de deux cents ans des fruitières, qui sont des sociétés coopératives, de production, ayant pour objet la fabrication du fromage. Cette institution, qui a été importée de Suisse (*Emmen-*

populaires, par Wolff; les articles de G. Michel dans l'*Economiste français* (1888), p. 553-555, au sujet de la situation légale des syndicats professionnels surtout dans leur application agricole.

Revue socialiste, avril 1896, p. 437; Sur le Crédit agricole, voir : Le Crédit personnel de l'agriculteur et les sociétés du Crédit agricole, par Charles Godde. (Th. Dr., Lyon, 1897.)

La réforme sociale: 1894, 3^e série, tome VIII : Les syndicats, remèdes à la crise agricole (414 - VIII - 537) ; 1895, 3^e série tome X : Importance des syndicats agricoles pour lutter contre le socialisme, et page 290 : Le progrès des syndicats agricoles en France. Voir aussi les pages suivantes jusqu'à la page 297.

thal), s'est répandue en Savoie et dans les Pyrénées, et il serait à souhaiter que l'Auvergne se l'assimilât plus rapidement. Les fruitières sont avant tout des associations civiles, soumises aux règles générales du Code Civil (1).

Voyons donc quels sont les services que peut rendre un syndicat agricole. D'abord il peut élever la voix auprès des pouvoirs publics pour défendre les intérêts généraux de l'agriculture.

Il luttera contre la concurrence étrangère mieux que ne sauraient le faire des agriculteurs isolés.

Il provoquera l'amélioration des cultures en favorisant le choix des semences et des engrais suivant la nature du terrain ; en établissant des champs d'expérience, où tout le monde peut constater les résultats obtenus ; en facilitant l'achat de machines et d'instruments agricoles ; en faisant de l'élevage dans des conditions meilleures. Ainsi la Société des agriculteurs de France a fondé, sous la présidence de M. le comte de Juigné, un syndicat général des éleveurs de chevaux pour toutes les races et toutes les catégories (2). A signaler aussi le syndicat des éleveurs de Shorthorns français, qui importe chaque année des reproducteurs d'élite choisis dans les meilleurs troupeaux d'Angleterre (3).

(1) Voir dans le Dictionnaire d'Economie politique de Léon Say les mots : Laiterie et fruitières.

(2) Voir la Réforme sociale, 1895, XXX p. 290 - 302 : Les syndicats agricoles en France, par le comte de Rocquigny.

(3) V. Journal d'agriculture pratique, 1891, (16 Juillet, p. 75.)

Mais le rôle le plus important des syndicats agricoles consiste dans l'achat des matières premières utiles à l'agriculture et dans la vente des produits agricoles. Pour faire ces diverses opérations, les syndicats agricoles interviennent tantôt comme mandataires gratuits, tantôt, mais plus rarement, ils constituent à côté d'eux des sociétés coopératives de consommation et de production.

Il y a une utilité de tout premier ordre à faciliter l'achat des engrais et des machines agricoles.

Notre sol qui a tant produit a besoin d'être aidé, sinon il s'épuiserait rapidement. Mais les engrais coûtent cher, il faut donc que les syndicats agricoles les fassent obtenir à très bon compte aux agriculteurs. Et il en est de même pour les machines. En effet, les dispositions du Code Civil en matière de succession ont conduit à un grand morcellement de la propriété, qui a d'ailleurs de très bons effets au point de vue social, mais qui a aussi des inconvénients. Ainsi il arrivera souvent que les petits propriétaires seront routiniers : ils n'auront pas les capitaux nécessaires pour opérer une transformation hardie et qui constituerait une évidente amélioration. Pour sortir de l'impasse, il faut concilier la petite propriété avec la grande culture. En s'unissant, les petits propriétaires pourront appliquer à leurs différents domaines, confondus seulement pour les besoins de l'exploitation, tous les procédés de la grande culture (1). Comme les

(1) Voir dans les *Annales de droit commercial*, 1889, Fr. p. 172, un article de M. Thaller sur l'organisation du crédit agricole et des syndicats d'agriculture.

fraudes sont fréquentes, en ce qui concerne les engrais, les syndicats pourront constituer des laboratoires d'analyses qui vérifieront la qualité des engrais avant de les livrer aux agriculteurs.

Méritent d'être signalés :

Le syndicat agricole de Die, créé en septembre 1885, le syndicat agricole de Poligny qui a organisé, sous l'initiative de M. Milcent, la première institution de crédit agricole en France, et sur laquelle j'aurai à revenir; le syndicat du Loiret, le syndicat de Crest (Drôme), et le syndicat de Belleville-sur-Saône. (Voir sur ce dernier : la *Réforme sociale*, 1896, 4^e série, tome II : Un syndicat agricole modèle à Belleville-sur-Saône ; ses nombreux services, p. 907). Il s'est constitué aussi des Unions régionales, dont la plus active et la plus importante est l'Union du Sud-Est, siégeant à Lyon, sous la présidence de M. Emile Duport, et qui comprend 88 syndicats, et 32.694 membres (1).

Certains syndicats agricoles vendent en commun les produits qu'ils ont fabriqués en commun. A Fleurie (Rhône), M. le comte de St-Pol a établi un office pour la vente directe des Vins du Beaujolais, qui mérite d'être mentionné (2).

Les syndicats agricoles cherchent donc à améliorer la situation de leurs membres en opérant une réduction

(1) Voir l'Annuaire des syndicats professionnels de 1896, page 341.

(2) V. *Réforme sociale*, 1893 - 7. p. 189 - 194, et 1895 - XXX. p. 290 - 302 V. un article de M. Jay, dans Sirey, 89, 2 40, en note sous un arrêt de Paris. du 28 février 1888 : dans quelle mesure l'interdiction de se concerter pour ne vendre qu'à un certain prix (art. 449 P. Fén.) est-elle maintenue par la loi autorisant les syndicats de professions ?

de frais généraux et en supprimant certains intermédiaires. On a même songé à constituer une organisation unique, qui fournirait à tous les agriculteurs de France tout ce dont ils ont besoin. En effet, en 1887, un journal, le *Travail national* publiait un article intitulé, « une Révolution dans l'agriculture », et on en pouvait lire les lignes suivantes :

« Si le syndicat achète mieux que l'agriculteur isolé, combien achèterait mieux encore un syndicat « général qui opérerait pour le compte de tous les « syndicats ! » Et le même journal évalue à 350 millions l'économie qui serait annuellement réalisée par l'agriculture française.

Quelles sont les opérations que peut faire un syndicat agricole ? En achetant des engrais et en les revendant à ses membres, ne fait-il pas un acte de commerce, c'est-à-dire une opération prohibée ? La jurisprudence décide qu'il n'y a pas acte de commerce, quand le syndicat revend les engrais à prix coûtant à ses membres, ou bien avec une faible majoration destinée à l'indemniser de ses frais généraux ⁽¹⁾.

M. Hubert-Valleroux pense qu'un syndicat ne peut faire valablement aucun acte qui puisse engager sa responsabilité pécuniaire. Il veut par là empêcher des individus de se constituer en syndicat pour échapper à toute responsabilité personnelle. A cela M. Voron, dans son article qui a pour titre : A propos de la capa-

(1) Voyez Trib. com. Marseille 19 juillet 1889, J. Mars 89, 1, 291.-Cour de Toulouse, 26 mars 1889 : *Annales de droit commercial* 1889, p. 292.-*Réforme sociale*, 1888. 6. p. 631 - 635.

cité des syndicats professionnels (1), répond que puisque les syndicats ont la personnalité morale, ils ont nécessairement la responsabilité pécuniaire de leurs actes. Et d'ailleurs un syndicat ferait-il un acte de commerce, l'acte ne serait pas pour cela inexistant, et on peut comparer les règles prohibitives qui concernent les syndicats à celles qui atteignent les magistrats, les avocats, les avoués, les notaires.

Ces personnes ne doivent pas faire d'acte de commerce, mais quand, par hasard, elles en accomplissent, cet acte reste valable, mais soumet son auteur à certaines peines disciplinaires, et parfois même à la faillite et à l'application de la compétence commerciale. L'article 8 de la loi de 1884 appuie cette solution : « Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus, et le prix en sera déposé « à la caisse de l'association. » Donc, le contrat reste intact : le vendeur primitif ne reprend pas son immeuble, ni ne restitue son prix. Mais M. Voron concède à M. Hubert-Valleroux qu'il y a telle circonstance de fait où les tribunaux pourront reconnaître l'existence d'une société à la place d'un syndicat (2).

J'en viens maintenant à l'importante question du Crédit agricole, qui se rattache à celle des syndicats agricoles surtout depuis que la loi du 5 novembre 1894, dans son article 1^{er}, a invité les syndicats à constituer des Sociétés de crédit agricole.

Antérieurement à cette loi, le syndicat de Poligny

(1) Revue catholique des institutions et du droit, 1895, p. 538 - 550.

(2) Voyez Hubert-Valleroux : Le Contrat de travail, p. 209 et suiv.

avait constitué une Société de crédit très prospère. L'initiative de cette création appartient à M. Milcent, un ancien auditeur au Conseil d'État, qui s'est fait une renommée dans toutes les questions d'économie rurale. Créé sous la forme de société anonyme à capital variable conformément à la loi de 1867 sur les sociétés, cet établissement est au capital de 25.000 francs, divisé en actions de 500 francs ou en coupons de 50 francs. La Banque de France accorde le réescompte. La Société prête jusqu'à un délai maximum d'un an. Les prêts ne dépassent pas 600 francs par emprunteur. Ne sont admis à emprunter que les sociétaires et à condition de fournir une caution. Le taux de l'intérêt est 4 % (1).

M. Thaller, dans son article déjà cité (2), montre l'insuffisance de deux procédés d'organisation du crédit agricole qui sont le gage sans déplacement, et la commercialisation des billets des agriculteurs.

Il constate que les capitaux ne vont pas à l'agriculture, et cela parce que l'agriculture immobilise l'argent qu'on lui prête et que cette immobilisation est contraire à toutes les règles de l'art du banquier. Il n'y a guère que le marchand de biens qui prête aux paysans, mais alors c'est avec une arrière-pensée d'expropriation. « Paysan grevé, paysan ruiné, » dit un proverbe usité dans le Nord. Aussi, il n'y a que la mutua-

(1) Voyez la Réforme sociale du 1^{er} mai 1891, p. 715 ; l'Economiste français, 1890, 4 p. 773.

(2) Annales du droit commercial, 1892, III. p. 172.

lité, l'association qui puisse nous permettre de sortir de cette difficulté.

Le 10 mai 1890, M. Méline déposait sur le bureau de la Chambre (Ch. 700, n° 547; — et *Annales de droit commercial*, 1891, p. 179) une proposition de loi cherchant dans la coopération la base du crédit agricole. M. Méline plaçait sa tentative sous les auspices de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats, plutôt que sous la protection de la législation des sociétés coopératives. Il s'agissait d'habiliter « les syndicats à acheter pour revendre, » ou louer à leurs adhérents les matières premières, machines, engrais nécessaires à la profession, à garantir le paiement des achats directement faits aux producteurs, à recevoir de leurs membres les dépôts en compte-courant, etc., une émission d'actions et en principe sur le pied de la responsabilité solidaire avec constitution annuelle d'un fonds de réserve.

La proposition Méline, après avoir subi quelques modifications, est devenue la loi du 5 novembre 1894, relative à la création de sociétés de crédit agricole (*J. offic.* du 6 nov., p. 5.337), dont voici un aperçu des principales dispositions :

ARTICLE 1. — Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats ; elles ont exclusivement pour but de garantir les opérations concernant l'industrie agricole, et effectuées par ces syndicats ou par les membres de ces syndicats.

.... Le capital social ne peut être formé par des souscrip-

tions d'actions. Il pourra être constitué à l'aide de souscriptions des membres de la société. Ces souscriptions formeront des parts qui pourront être de valeur inégale...

La société ne pourra être constituée qu'après versement du quart du capital inscrit.

ARTICLE 4. — Les sociétés de crédit autorisées par la présente loi sont des sociétés commerciales, dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du Code de commerce.

Elles sont exemptes du droit de patente et de l'impôt sur les valeurs mobilières.

L'ARTICLE 5 fixe les conditions de publicité : dépôt des statuts au greffe de la justice de paix et du tribunal de commerce.

L'ARTICLE 6 indique la responsabilité des membres chargés de l'administration.

Le tribunal pourra, à la diligence du Procureur de la République, prononcer la dissolution de la société.

ARTICLE 7. — La loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Les sociétés de crédit agricole, constituées en exécution de cette loi pourront être des sociétés en nom collectif, des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions. Charles Godde croit, au contraire, mais à tort, que ces sociétés de crédit ne peuvent être que des sociétés à responsabilité limitée. ⁽¹⁾

La loi du 5 novembre 1894 a compris qu'il fallait organiser des banques locales de crédit et non pas créer une grande banque centrale préexistant aux petites banques régionales. Une banque locale peut se

(1) Voyez sa thèse sur le Crédit personnel de l'agriculteur, p. 168.

contenter de garanties moindres; elle peut mieux mesurer le crédit qui convient à chacun, elle peut prêter sur les marchandises déposées comme gage dans les magasins publics. Cependant une banque centrale de réescompte serait bonne.

La nécessité de créer, en matière de crédit agricole, des banques locales, quitte à les réunir ensuite par un lien fédéral, a été démontrée par l'expérience. C'est pour avoir méconnu cette nécessité de l'organisation du crédit par en bas, que la Société de crédit au travail, destinée à faciliter l'éclosion de banques locales, a périclité, et elle aurait fait faillite si ces créateurs n'avaient été riches.

« C'est par la création de petites banques locales
« opérant dans un minime rayon, avec des clients
« dont la situation est absolument connue des administrateurs, que l'on peut vraiment fonder le crédit
« agricole » (1).

Ce qui a fait le succès des banques Raiffeissen en Allemagne et des banques Wollemborg, en Italie, c'est le principe de la responsabilité solidaire et illimitée de leurs membres. Quant aux banques Schulze (Allemagne) et aux banques Luzzati (Italie), leur réussite a pour cause la constitution d'un capital de garantie.

C'est en 1849 que Raiffeissen a fondé la première caisse rurale. Elles progressèrent d'abord lentement. Mais, à la mort de Raiffeissen, en 1888, il y en avait 862. Aujourd'hui leur nombre dépasse 3,800. Les conditions

(1) V. Revue d'économie politique, t. II, 1893, article de M. François.

d'admission dans la *Darlehnskassen* (caisse de prêts) sont très rigoureuses. On ne reçoit que des individus ayant une bonne réputation morale. Ces sociétés ont un caractère patriarcal très prononcé.

Les associés ne paient aucune cotisation. Il n'y a pas non plus d'actions. On ne distribue pas de dividendes. Les associés sont solidairement responsables sur tous leurs biens.

Au contraire, dans les *Vorchussverein*, sociétés d'avances, de Schulze-Delitzsch, nous trouvons des cotisations, des distributions de dividendes, ce qui fait que ces sociétés ont un caractère plus capitaliste et moins patriarcal que les banques Raiffeissen.

Les banques Schulze pratiquent aussi la solidarité illimitée. Cependant Schulze et Luzzati ont, dans ces dernières années, pris parti pour le principe et la responsabilité limitée.

La loi du 5 novembre 1894 admet l'un et l'autre principe. Mais peut-on se demander lequel est préférable et répond le mieux aux exigences de la situation ? Eh bien ! je crois que le principe de la responsabilité limitée peut convenir à des sociétés de gens aisés, mais, en ce qui concerne les agriculteurs pauvres, — et ceux-là seuls sont intéressants, — ce n'est pas de trop du principe de la responsabilité illimitée pour leur donner du crédit auprès des capitalistes auxquels ils s'adresseront ⁽¹⁾.

Quant à l'étendue des prêts consentis par les sociétés

(1) Ch. Godde : Le Crédit personnel de l'agriculteur et les sociétés de crédit agricole, p. 71-73.

de crédit agricole, nous nous rallions au système pratiqué par M. Vollemborg en Italie. Les prêts peuvent être consentis pour une longue échéance, mais ils sont tous représentés par des billets à ordre à trois mois. Cela vaut mieux que le système Raiffeissen, qui permet de prêter pour dix ou vingt ans, mais avec obligation de restitution après un préavis de quarante jours ; ou que le système Schulze qui n'autorise que des prêts pour trois mois.

La loi du 5 novembre 1894 trouve son intérêt dans des conditions plus simples ou des formalités moins coûteuses que celles qu'imposait la loi de 1867, et surtout dans le lien qu'elle crée entre ces sociétés et les syndicats professionnels, dont elle suscite l'initiative et développe les moyens d'action. Les formalités de la loi de 1867 étaient trop compliquées pour être suivies dans le milieu rural. Aussi la loi de 1894 a-t-elle supprimé l'intervention du notaire qui était obligatoire au moins pour vérifier la sincérité du versement dans les sociétés anonymes, et aussi l'acte de société qu'elle a remplacé par des statuts à rédiger et à déposer au greffe de la justice de paix. La loi nouvelle exempte les sociétés de crédit de la patente et de l'impôt sur le revenu. Cette exemption est d'ailleurs le droit commun des sociétés coopératives.

La loi du 5 novembre 1894 a cependant été très vivement critiquée par M. Louis Durand, dans un article intitulé : Les syndicats agricoles et la nouvelle loi sur le Crédit agricole, dans la *Revue catholique des institutions et de droit* (1895, p. 60-71.)

M. Louis Durand pense que la loi du 5 novembre 1894 s'est proposé surtout de domestiquer les syndicats.

Avant cette loi, les sociétés de crédit agricole pouvaient faire toutes sortes d'opérations, tandis que maintenant elles ne pourront faire que des opérations agricoles (ce qui est impossible).

Sous la nouvelle loi, les sociétés de crédit sont obligées de faire annuellement une publicité relativement coûteuse de leurs opérations et de la liste de leurs membres, au lieu qu'auparavant elles ne devaient compte de leurs opérations qu'aux seuls sociétaires.

En outre, il sera très difficile à ces sociétés de ne faire que des opérations agricoles : pour cela il faudrait que les dépôts et les demandes d'emprunts agricoles s'équilibrent exactement. Or cet équilibre ne se produira qu'assez rarement, et la société de crédit sera obligée d'acheter du papier de banque, opération commerciale au premier chef.

De plus, ces sociétés ne trouveront pas facilement une banque plus puissante à qui elles pourront repasser les effets qu'elles escomptent. — Nous en avons déjà dit la raison : c'est que les banquiers trouvent que les prêts à l'agriculture ne sont pas suffisamment rémunérateurs. Et alors on sera conduit à la création d'une banque nationale agricole, subventionnée par l'État, et accordant aux sociétés syndicales un crédit proportionné surtout à leur docilité politique.

Et ce qu'il y a de plus grave, c'est que les syndicats peuvent être contraints d'user de la loi de 1894, si deux

ou trois syndiqués déclarent vouloir fonder une société de crédit agricole.

Il est certain que, dans l'esprit d'un certain nombre de membres du Parlement, la loi du 5 novembre 1894 n'est qu'un acheminement à la centralisation des institutions d'assurance et de crédit agricole sous la direction de l'État ou d'une banque centrale d'État.

C'est notamment cette idée qu'inspire la proposition Calvet, déposée sur le bureau du Sénat le 22 juillet 1895 (Sén., *Doc. parlam.*, n° 200), tendant à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricole. La même tendance s'est aussi manifestée pendant la discussion relative au renouvellement du privilège de la Banque de France (juin-juillet 1897).

On peut répondre à M. Louis Durand qu'une société de crédit agricole peut très bien se constituer entre syndiqués et non-syndiqués, et alors ce désir de domestiquer les syndicats qu'on prête à l'État cesse d'apparaître aussi nettement qu'on veut bien le dire (1).

Les appréhensions de M. Louis Durand nous paraissent prématurées.

Cependant nous reconnaissons que, pour le moment, la création d'une banque centrale pour l'agriculture n'est nullement indiquée. Comme nous l'avons déjà

(1) Depuis 1893, il s'est constitué plus de 600 sociétés de crédit agricole à responsabilité illimitée (type Raiffeissen). Ces sociétés se sont développées sous l'influence de l'Union des Caisses rurales et ouvrières.

Ces sociétés, dont M. Durand s'est fait le patron, ont un caractère catholique très prononcé. Mais à côté d'elles, il s'est constitué des sociétés à responsabilité limitée, sous l'impulsion de la Société de propagation du Crédit populaire et du Centre fédératif.

dit, en matière de crédit, on doit créer d'abord des banques locales, et la banque centrale ne doit être que le couronnement de l'édifice. Actuellement, le nombre des sociétés de crédit n'est pas suffisant pour autoriser la constitution d'une banque centrale qui serait exposée à fonctionner à vide, si je puis m'exprimer ainsi, et qui ne ferait qu'aggraver les charges de l'État.

Mais, dès à présent, certaines réformes qui peuvent très utilement venir en aide au crédit agricole, mériteraient d'être étudiées. Ainsi le gage sous dessaisissement, tel qu'il est pratiqué en Suisse dans le canton de Thurgovie; — la limitation du privilège des propriétaire au fermage des trois années échues et de l'année courante (loi belge du 1^{er} mai 1884), — l'indemnité au fermier sortant, pour améliorations faites (v. les *Agricultural holding acts* de 1875 et de 1883).

Mais quant à l'organisation du crédit agricole lui-même, laissons faire le temps et l'initiative privée. Attendons que les paysans qui, sont par nature lents à se décider, se soient bien convaincus de l'utilité des sociétés de crédit, que l'exemple de celles déjà créées provoque la création de sociétés analogues dans les régions qui en sont encore dépourvues, et alors seulement, on pourra discuter avec quelque utilité, la question de l'organisation d'une Banque nationale d'agriculture (1).

(1) En Allemagne les banques Schulze Delitzsch, ont créé en 1864 une banque centrale dirigée par MM. Sorgel Parisins et C^e qui possède un siège à Berlin et un à Francfort. Les banques Raiffeisen ont aussi établi, en 1877, une caisse collective à Neuwied. Mais ces caisses centrales ont été la conséquence et non la cause du développement de ces banques; de même que les *Wholesales* de Manchester et de Glasgow n'ont fait que suivre l'apparition des coopératives de consommation.

CHAPITRE III

Examen des principaux projets et propositions de lois déposés en vue de réformer la loi de 1884 sur les syndicats professionnels.

La loi du 21 mars 1884 a eu la mauvaise fortune, comme nous l'avons établi en notre Chapitre II, de se trouver en butte aux attaques des partis les plus opposés, et l'on peut juger de l'intensité de ces attaques par le nombre des propositions et projets de lois qui ont été déposés sur le bureau des Chambres, dans le but de la modifier.

Si l'on prenait l'un après l'autre ces divers projets, dans leur ordre chronologique, on tomberait dans une très grande confusion. Il faut donc établir entre eux une classification. Je distinguerai d'abord les projets qui touchent aux principes fondamentaux, et les projets secondaires; et, parmi les principes fondamentaux, je placerai le principe de liberté, celui d'égalité, et celui de légalité.

La loi de 1884 a voulu, en effet, autoriser la création d'associations professionnelles, mais d'associations libres à l'entrée comme à la sortie.

En second lieu, elle a voulu mettre sur un pied d'égalité les associations d'ouvriers et celles de patrons. Enfin elle a entendu subordonner la légalité des syndicats professionnels à l'accomplissement de formalités, très simples d'ailleurs, puisqu'elles ne consistent que dans le dépôt des statuts et des noms des administrateurs.

1° *Projets qui touchent aux principes fondamentaux :*

a) D'abord au principe de liberté.

Ici, l'on peut encore sous-distinguer trois catégories de projets : d'abord, ceux qui sous prétexte d'assurer la liberté des syndiqués, font à ceux-ci une situation privilégiée, à l'égard des patrons et à l'égard des non-syndiqués (propositions Bovier - Lapierre, Lachize, Bozérian, Dumay, Jules Guesde, projets Mesureur et Ricard).

En second lieu, nous trouvons des propositions qui tendent à supprimer certaines libertés concédées par la loi de 1884 : ainsi les propositions de Marcel Barthe qui tendent au rétablissement de l'article 416 du Code pénal ;

Enfin nous trouvons un projet Leygues qui, modifie la proposition Bovier-Lapierre en rétablissant l'égalité entre les patrons, et les ouvriers (*J. Off.*, Sénat, Déb. parlem., séance du 7 juillet 1893, p. 1070).

Parmi les propositions qui tendent à assurer aux syndiqués une situation privilégiée, la proposition Bovier-Lapierre doit être placée au premier rang. Cette proposition, qui a fait grand bruit, édicte une sanction pénale contre le renvoi, par un patron ou une

Compagnie, d'ouvriers syndiqués. Elle vise exclusivement les patrons bien qu'elle soit rédigée d'une façon générale.

En voici le texte, tel qu'il a été voté par la Chambre le 12 mai 1890 : « Quiconque, patron, contre-maître, employé ou ouvrier sera convaincu d'avoir, par menace de perte d'emploi ou de privation de travail, refus motivé d'embauchage, renvoi d'ouvriers ou d'employés, à raison de leur qualité de syndiqués, violences ou voies de fait, dons, offres ou promesses de travail, entravé ou troublé la liberté des associations professionnelles, ou empêché l'exercice des droits déterminés par la loi du 21 mars 1884, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois et d'une amende de 200 à 2,000 francs. »

Cette proposition, reproduite presque à chaque législature, est toujours votée par la Chambre, mais toujours aussi repoussée par le Sénat.

Le 21 novembre 1895 elle a encore été acceptée par la Chambre. On remarquera que dans la rédaction nouvelle les pénalités sont moins fortes :

« Article premier. — Ceux qui seront convaincus d'avoir par voies de faits, menaces de perte d'emploi ou de privation de travail, refus motivé d'embauchage, renvoi d'employés ou d'ouvriers, à raison de leur qualité de syndiqués, refus concerté de travail, porté atteinte aux droits résultant pour les patrons et les ouvriers de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels seront punis d'un emprisonnement

de 15 jours à 1 mois et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Article 2.—Les dispositions de l'article 463 du Code pénal pourront être appliquées aux pénalités édictées par l'article 1 de la présente loi.

« Article 3.—La présente loi est applicable à l'Algérie. Elle est également applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. (V. *J. Off.*, 21 nov. 1895, Déb. parlem., p. 2439).

La proposition Bovier-Lapierre ne me paraît pas devoir être admise. En effet, elle ne tend à rien moins qu'à rétablir l'article 416 du Code pénal, à l'égard des patrons seulement, et elle a aussi le grave défaut de ne pas songer à protéger la liberté des non-syndiqués. Avec une loi pareille, les patrons ne pourraient plus choisir librement leurs ouvriers. C'est alors qu'on verrait se multiplier des exemples de tyrannie syndicale et des incidents aussi regrettables que ceux qui se sont produits à Carmaux et qui ont donné lieu au procès entre MM. Ressayguier et Jaurès⁽¹⁾.

(1) La question qui se posait dans ce procès était celle de savoir si des tiers ont le droit d'intervenir dans une grève.

Un syndicat ouvrier en effet, ayant déclaré la grève, des tiers (un député, deux journaux) étaient venus le soutenir contre le patron et avaient engagé une ardente polémique. Le patron avait cité ces tiers en justice, se plaignant d'être victime du délit pénal prévu par l'article 414 du Code pénal et du délit civil prévu par l'article 1382 du Code civil.

Les journaux ont le droit d'intervenir dans une grève, sinon on supprimerait non seulement la liberté de la presse, mais la presse elle-même.

Quant au député, c'est un mandataire et il n'encourt de responsabilité envers les tiers que s'il commet un délit ou quasi-délit (D. 90, I, 151).

Mais dans l'espèce, il y a eu abus dans l'exercice de ce droit d'intervention, et cet abus résulte : 1° du fait de représenter les ouvriers restant dans l'usine comme ignorants et malhabiles ; 2° du fait de provoquer des désembauchages.

Un patron qui renvoie un ouvrier pour cause d'indiscipline, par exemple, pourra toujours être suspecté de le renvoyer parce qu'il est affilié à un syndicat.

Il existe aussi une proposition Jaurès qui se rattache à la même conception, mais qui est plus dure dans ses pénalités.

Voici en effet son article 4 :

« Toutes les fois qu'un patron aura congédié ou « disgrâcié un ou plusieurs de ses salariés à raison de « sa participation à l'action syndicale ou politique, il « sera puni d'une amende de 100 à 1,000 francs » (1). Ici, la peine de l'emprisonnement n'est pas édictée. Les trois premiers articles de la proposition sont relatifs à la conciliation et à l'arbitrage.

Y avait-il lieu à l'application de l'article 414 du Code pénal ? Ce n'est pas douteux. Nous trouvons, en effet, dans les faits incriminés les menaces et les manœuvres frauduleuses visées par l'article 414 et l'arrêt attaqué constate que le député et les deux journaux se sont rendus coupables d'une combinaison d'artifices qui constitue bien le délit de l'article 414.

Rappelons maintenant brièvement la marche du procès.

Le tribunal civil de Toulouse par jugement du 19 mars 1896, avait débouté M. Rességuier de sa demande.

Sur l'appel de ce dernier, la Cour de Toulouse a infirmé le jugement du tribunal par arrêt du 20 juillet 1896, et condamné solidairement Jean Jaurès, Gaubert et Tibara à payer à Rességuier à titre d'indemnité la somme de 15.000 francs.

Jaurès et les gérants de la *Dépêche* et de la *Petite République* forment un pourvoi en cassation, fondé sur la violation de l'article 414 du Code pénal et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.

M. l'avocat général Duval conclut au rejet du pourvoi, après avoir cité notamment l'opinion de M. Garraud (Tr. de Dr. pén., t. V, p. 444) :

« De ce que les actes autrefois punis par l'article 416 sont devenus licites au point de vue pénal, il ne s'ensuit pas qu'ils soient devenus licites au point de vue civil. »

Et le 29 juin 1897, la Chambre des requêtes, présidée par M. Tanon, rejette le pourvoi, (V. Dalloz, 1898, première partie, p. 537.)

(1) V. *J. Off.*, 21 mai 1895, Déb. parlem., p. 2,437.

M. Leygues a déposé un projet qui modifie la proposition Bovier-Lapierre, et qui cherche à tenir la balance égale entre les patrons et les ouvriers. L'article premier est, en effet, ainsi conçu :

« Article premier. — Quiconque aura usé de l'un des moyens indiqués dans l'article 414 du Code pénal, violences, voies de fait, menaces, manœuvres frauduleuses, dans le but de porter atteinte *au droit d'ouvriers ou de patrons, de faire ou de ne pas faire partie* d'un syndicat professionnel, sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de 16 à 200 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement... »

Ce projet, après des vicissitudes diverses, a été finalement rejeté.

Le rapporteur déclara que l'article 414 du Code pénal devait suffire, et le Sénat, en repoussant le contre-projet Goblet, favorable aux ouvriers, et le projet de la commission, inspiré du projet Leygues, et plutôt favorable aux patrons, a manifesté par là son intention de n'apporter aucune modification au texte de la loi de 1884, ni dans l'intérêt des patrons, ni dans celui des ouvriers. (V. *J. Off.*, Sénat, Déb. parlam., séance du 7 juillet 1893, p. 1,070, et P. Pic : *Traité de législation industrielle* p. 94 et 95).

Il est une objection qu'on peut faire à tous ces projets et propositions de lois, c'est qu'ils sont inutiles. En effet, s'agit-il d'atteintes graves à la liberté du travail ? Les articles 414 et 415 du Code pénal sont là pour les réprimer. S'agit-il d'atteintes moins graves ? Un patron renvoie-t-il, par exemple, un ouvrier parce qu'il est syn-

diqué ? Nous ne serons pas pris au dépourvu, bien que la proposition Bovier-Lapierre ne figure pas encore dans le recueil de nos lois : il peut, en effet, y avoir lieu d'appliquer ici l'article 1780 du Code civil, modifié par la loi du 27 décembre 1890 :

« La résiliation du contrat, par la volonté d'un seul
« des contractants, peut donner lieu à des dommages-
« intérêts. »

Il faut remarquer toutefois que l'ouvrier renvoyé parce qu'il est syndiqué n'obtiendra pas nécessairement des dommages-intérêts, en vertu de l'article 1780 du Code civil ; tandis qu'il les obtiendrait nécessairement en vertu de la loi Bovier-Lapierre. Le patron a, en effet, le droit de renvoyer son ouvrier « *ad nutum* ».

Les tribunaux devront donc apprécier s'il y a eu de la part du patron une faute contractuelle résultant de l'inexécution des conventions, ou bien une faute délictuelle, qui fasse encourir au patron la responsabilité édictée par l'article 1382 du Code civil, dans le cas où le congé n'est contraire ni aux usages ni aux conditions expresses ou tacites du contrat (V. P. Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, t. I, p. 438) ⁽¹⁾.

La législation actuelle avec les articles 414 et 415 du Code pénal et l'article 1780 du Code civil me paraît suffisante. Cependant, si le législateur en arrivait à penser qu'en raison du développement des syndicats il y a lieu de faire une loi spéciale, c'est pour le projet

(1) La responsabilité délictuelle qui résulte de l'article 1382 du Code civil n'est pas encourue pour les fautes commises dans l'exécution des conventions. Cass., 21 janvier 1890.

Leygues que je me prononcerais, parce qu'il réprime les abus qui viennent de la part des ouvriers, comme ceux qui viennent de la part des patrons.

La loi du 27 décembre 1890, qui a modifié l'article 1780 du Code civil, est une interprétation des principes généraux en matière de faute, et qui invite le juge à considérer comme une faute pouvant engager sa responsabilité, l'abus du droit de révocation.

Il en résulte : 1° que la loi nouvelle régit les contrats antérieurs et les contrats postérieurs à la promulgation : 2° qu'elle s'applique tout aussi bien au mandat salarié qu'au louage de services (articles 1134 et 2007 du Code civil).

L'opinion de la Cour suprême est en sens inverse. (V. civ. cass., 18 juillet 1892. D. 92, I, 585 ; S. 92, I. 337 et Pand. 93, I, 481 et note de M. Chauveau).

La jurisprudence a une tendance marquée à annuler comme contraires au texte et à l'esprit de la loi les renonciations anticipées au droit de demander une indemnité de renvoi.

Mais doit-on annuler toute fixation à forfait de cette indemnité ? L'esprit de la loi semble bien l'indiquer. Cependant la jurisprudence est en sens contraire. (V. tribunal de commerce de la Seine, 9 septembre 1892, : S. 92, II, 63 ; Pand. 93, II, 177 et note de M. Mangin).

La proposition Bovier-Lapierre n'est pas la seule qui cherche à assurer ce que ces auteurs appellent la liberté des syndiqués. Il y a dans le même sens une proposition Lachize, du 10 février 1891, un projet

de loi Mesureur et Ricard, du 4 février 1896, dont l'article unique est ainsi conçu :

« Ceux qui seront convaincus d'avoir entravé ou
« tenté d'entraver le libre exercice des droits résultants
« de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats profes-
« sionnels seront punis d'un emprisonnement de six
« jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs
« ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Les dispositions de l'article 463 du Code pénal
« pourront être appliquées aux pénalités ci-dessus
« édictées. » (*J. Off.* 1896, Docum. parlam. n° 1773, p. 144.)

A côté des propositions qui tendent à augmenter les libertés des syndicats professionnels, il y en a d'autres qui tendent à les restreindre. et dans cette catégorie rentrent les propositions de M. Marcel Barthe auxquelles j'arrive maintenant.

Une proposition de M. Marcel Barthe, déposée sur le bureau du Sénat, le 4 mars 1886, contient deux dispositions principales : le rétablissement de l'article 416 du Code pénal abrogé par la loi de 1884, et l'application des peines de l'article 293 du Code pénal à toute provocation à un crime ou à un délit, même non suivie d'effet, qui aurait eu lieu dans une réunion syndicale.

En faveur du rétablissement de l'article 416 du Code pénal, on a dit qu'il fallait permettre à un ouvrier, soucieux avant tout de nourrir sa femme et ses enfants, de continuer à travailler, alors même qu'il penserait qu'une augmentation de salaire serait nécessaire, et

qu'il fallait une disposition légale, punissant le syndicat qui contreviendrait à ce droit de l'ouvrier, même isolé. On a invoqué aussi l'exemple de la loi anglaise qui punit le fait de prononcer des amendes et des proscriptions.

On a répondu que le droit de démission de l'article 7 était suffisant. Lors de la discussion de la loi de 1884, M. Barthe avait déjà déposé un amendement contre l'abrogation de l'article 416 du Code pénal ⁽¹⁾. Mais le ministre de l'intérieur, M. Waldeck-Rousseau, lui objecta que toutes les atteintes graves à la liberté étaient comprises dans les articles 414 et 415 du Code pénal.

M. Jules Favre, de son côté, a dit avec raison que toute coalition qui n'est pas une coalition à l'état de rêve, tombe sous le coup de l'article 416 du Code pénal ⁽²⁾. Si l'on veut que les syndicats aient quelque influence, il faut leur permettre de prononcer des amendes, des proscriptions, d'autant plus que ces diverses sanctions ne peuvent être appliquées qu'aux individus syndiqués et qui s'y sont soumis pour ainsi dire par avance. Mais, si un syndicat voulait user de moyens de contrainte à l'égard d'un tiers, il pourrait y avoir lieu, bien que l'article 416 du Code pénal soit abrogé, à l'application de l'article 1382 du Code civil.

Quant à l'application des articles 292 et 293 du Code

(1) V. *J. off.*, Sénat, déb. parlem., janvier-mai 1884, p. 183.

(2) V. Sidney and Beatrice Webb, *History of trade-unionism*, p. 281.

pénal aux syndicats qui s'occupent de questions politiques ou religieuses⁽¹⁾ elle me paraît rigoureuse, l'article 9 de la loi de 1884 permettant dans ce cas d'infliger une amende aux administrateurs et de prononcer la dissolution du syndicat.

Mais on pourrait la réserver, comme le demandait une proposition Marcel Barthe de 1886, pour le cas de provocation à un crime ou à un délit, même non suivie d'effet, dans une réunion syndicale. On objecta que le délit ou le crime commis, les provocateurs pourront être atteints comme complices, mais il faut reconnaître que c'est là une mince consolation pour les victimes.

(b) *Propositions qui touchent à l'idée d'égalité.* — Nous en venons à la deuxième grande catégorie des propositions de lois qui se proposent de réformer la loi de 1884, à celles qui cherchent à modifier le caractère d'égalité imprimé par la loi de 1884 aux syndicats de patrons et aux syndicats d'ouvriers. Pendant longtemps les pouvoirs publics s'étaient montrés manifestement plus favorables aux associations patronales qu'aux associations ouvrières. La loi de 1884 a eu raison de faire disparaître cette choquante inégalité. Mais voici qu'aujourd'hui tout un parti, celui des socialistes chrétiens qui a pour chef M. le comte Albert de Mun, préconise la constitution de syndicats mixtes avec prédominance des patrons sur les ouvriers comme dans la corporation chrétienne de l'ancien régime. Les

(1) Voir la proposition Marcel Barthe (Sén. 1894 Doc. parlem.) p. 173, n° 131.

socialistes chrétiens partent de cette constatation que la grande industrie a éloigné le patron de l'ouvrier, mais ils se trompent quand ils pensent trouver dans le syndicat mixte un remède à cette situation ⁽¹⁾. Les syndicats mixtes peuvent sans doute contribuer à la pacification sociale, mais il ne faut pas espérer qu'ils la réalisent complètement.

On a parfois cherché à établir que la loi de 1884 n'avait pas entendu autoriser les syndicats mixtes. On a invoqué un argument de texte tiré de l'article 6 de la loi :

« Les syndicats professionnels de patrons *ou* d'ouvriers auront le droit.... »

Le mot *ou*, dit-on, exclut la possibilité de fonder des syndicats mixtes..

On ajoute que la loi de 1884 a seulement voulu légaliser l'existence des syndicats créés antérieurement. Or, avant cette loi, prétend-on, il n'y avait que des syndicats de patrons et des syndicats d'ouvriers.

Cette thèse n'est nullement justifiée. D'abord l'article 6 n'a pas pour but de déterminer quelles sont les personnes qui peuvent constituer des syndicats. En second lieu, lors de la discussion de la loi, M. de Mun avait déposé un amendement tendant à reconnaître les syndicats mixtes. Cet amendement fut repoussé comme inutile.

Enfin s'il était vrai que les syndicats mixtes sont

(1) On trouvera dans la *Réforme sociale* beaucoup de renseignements sur les syndicats mixtes, notamment 1895 XXX, p. 935-938.

V. aussi Bry, cours élémentaire de législation industrielle, p. 235-236.

prohibés, cette prohibition pourrait nous mettre parfois dans un grand embarras. Par exemple, que décider en ce qui concerne le tâcheron, qui est à la fois patron et ouvrier, mais qui, précisément à cause de cela, n'est aussi ni l'un ni l'autre ? Faudra-t-il l'exclure à la fois des syndicats patronaux et des syndicats ouvriers ?

Si l'on consulte les travaux préparatoires, on voit que M. Marcel Barthe, dans son rapport au Sénat, M. Allain-Targé, dans son rapport à la Chambre des députés, déclarent à plusieurs reprises que la loi sur les syndicats professionnels est non seulement une loi de liberté, mais aussi une loi de rapprochement entre patrons et ouvriers et l'article 2 qui parle des personnes pouvant constituer des syndicats, s'exprime dans les termes les plus larges.

Mais convient-il de favoriser le développement des syndicats mixtes en réclamant pour eux des privilèges, notamment le privilège de posséder des immeubles, comme l'a fait M. de Mun par cette proposition dont voici le texte (Dép. 25 nov. 1895, — Ch. Doc. parlem., n° 1625).

« ARTICLE 1^{er} — Les patrons et les ouvriers appartenant au même métier, à la même industrie ou à des professions similaires peuvent, sans autorisation, constituer d'un commun accord un conseil permanent de conciliation et d'arbitrage destiné à prévenir et à régler les difficultés qui pourraient naître entre patrons et ouvriers au sujet des règlements d'atelier, salaires, contrats de travail et d'apprentissage, de la durée du

travail, du chômage et de toutes autres questions professionnelles.

« ARTICLE 2. — Les syndicats professionnels mixtes, réunissant patrons et ouvriers d'un même métier ou de métiers similaires, pourront recevoir des dons et legs, même immobiliers, et acquérir tels immeubles qu'il leur conviendra pour la création de logements d'ouvriers, d'écoles professionnelles, d'asiles pour l'enfance et la vieillesse, de maisons pour les blessés et les malades. »

L'article 1^{er} est bien compris : les conseils permanents de conciliation qu'il organise pourraient singulièrement faciliter la solution des conflits collectifs entre patrons et ouvriers. Mais quant à l'article II, je crois qu'il ne serait pas bon d'accorder aux syndicats mixtes seuls le droit de posséder des immeubles. Il vaudrait mieux accorder ce droit à tous les syndicats : ce serait le moyen de les assagir.

Quant aux difficultés auxquelles se heurte l'idée du syndicat mixte, il est facile de les apercevoir. Les ouvriers seront toujours plus nombreux que les patrons ; ceux-ci seront alors à la merci des premiers. On a proposé diverses combinaisons pour éviter cet inconvénient, par exemple le vote par catégories, mais pour éviter un mal, on en crée la plupart du temps un autre.

Les syndicats mixtes, bien loin d'être le remède à la question sociale, n'auront l'extension que leur souhaitent les socialistes chrétiens, que lorsque cette question sera résolue, c'est-à-dire quand les défiances

qui séparent les ouvriers et les patrons se seront dissipées.

L'idée de la prédominance des patrons qui fait pour les socialistes chrétiens la supériorité du syndicat mixte sera difficilement acceptée des ouvriers. Pour qu'elle fût acceptée, il faudrait que les ouvriers eussent conservé les sentiments religieux qui les animaient il y a deux ou trois siècles. Or, il faut bien reconnaître que ces sentiments sont singulièrement altérés.

En résumé donc, le syndicat mixte peut-opérer dans certains cas un rapprochement salulaire entre patrons et ouvriers, mais en l'état actuel des choses, il ne peut nous fournir la solution de la question sociale.

L'article 1^{er} de la proposition de Mun a trait à l'organisation de conseils permanents d'arbitrage, et ainsi nous sommes amenés à parler de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage entre patrons et ouvriers, de ses imperfections et des réformes à y apporter (1).

Les imperfections de la loi de 1892 tiennent à deux .

(1) Voir sur cette question :

P. Pic. : *Traité élémentaire de législation industrielle*, t. 1^{er}, p. 481 et suiv. ; — et *La loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage* (une broch. de 40 p., Lyon, Bonnaviat) — et *La législation du travail en France*, p. 33-35 (rapport présenté au Congrès de Bruxelles (Weissenbruch, éditeur, Bruxelles 1897).

Bry ; *Cours élémentaire de législation industrielle* p. 390.

De Fromont de Bouaille : *De la conciliation et de l'arbitrage*, th. 1894.

Publication de l'Office du travail sur la conciliation et l'arbitrage en France et à l'étranger, 1 fort vol. in-8°, 1893.

Weiler ; *Les arbitrages industriels* 1891.

causes : une cause morale et une cause législative. La cause morale, c'est l'esprit révolutionnaire de certains syndicats, qui justifie le refus de beaucoup de patrons d'entrer en relations avec leurs délégués ; la cause législative, ce sont les lacunes nombreuses de la loi de 1892.

Sur la première cause, tout a été dit. Il faut espérer qu'avec le temps toutes les associations professionnelles parviendront à s'assagir et que les patrons n'aurent plus aucune prévention à leur égard.

Mais en ce qui concerne la confection même de la loi de 1892, il y a plusieurs critiques à formuler, et il serait bon d'apporter ici quelques réformes.

Tout d'abord la loi de 1892 a le grave défaut de n'organiser aucun conseil permanent de conciliation et d'arbitrage. En effet, actuellement, les conseils se constituent lorsque la grève a éclaté, c'est-à-dire au moment où les passions sont le plus excitées, et où ils ont le moins de chance de faire entendre la voix de la raison.

De plus, des conseils permanents auraient, du fait même de leur permanence, une autorité morale singulièrement plus grande que des conseils nés lors de l'apparition d'une grève et disparaissant avec elle.

Au contraire, en Angleterre, en Belgique, aux États-Unis, nous trouvons des conseils permanents.

La Chambre française est saisie de plusieurs propositions ou projets de loi ayant pour but soit d'encourager la constitution de conseils permanents de conciliation d'us à l'initiative privée (projet présenté par

M. Lebon, ministre du commerce, 28 juillet 1895, — Ch. Doc. parlem., n° 1465, — et proposition de Mun, 25 novembre 1895, Ch. Doc. parlem., n° 1625), soit d'instituer des conseils officiels et permanents de conciliation et d'arbitrage (proposition Mesureur, sur la création de Conseils régionaux de travail et d'arbitrage, déposée le 20 janvier 1894, Ch. Doc. parlem., n° 1592, *Offic.*, p. 1451).

En ce qui concerne le projet Lebon, on peut craindre qu'il soit inefficace, car rien n'empêche, dès à présent, de constituer des conseils d'usine ⁽¹⁾.

Au contraire, les propositions Mesureur et Michelin excitent des appréhensions particulièrement graves : on peut craindre que ces Chambres ou Conseils du Travail, se transforment en Parlements du travail capables de tenir en échec les assemblées législatives et les pouvoirs publics.

Cependant une loi belge du 16 avril 1887 a créé des Conseils de l'industrie et du travail, et la loi néerlandaise du 2 mai 1897, des Chambres du travail.

Ce sont les mêmes craintes qui ont fait repousser la proposition Vaillant sur la création d'un Ministère du travail, comparable au Secrétariat ouvrier suisse ou au Ministère de l'industrie et du travail que le gouvernement belge a institué par arrêté royal du 25 mai 1895. (V. sur la proposition Vaillant, déposée le 30 octobre 1894 : Ch., Doc. parlem., n° 939, *Offic.*, p. 1441).

(1) V. Schwiedland : Un projet de loi sur les soi-disant Conseils de conciliation, *Revue d'Economie politique*, 1896 p. 324.

Le mieux serait peut-être dans la superposition, comme la loi de New-York nous en offre l'exemple, de deux juridictions arbitrales : le Conseil corporatif à la base, le Conseil officiel au sommet.

De cette façon, on combine l'institution privée avec l'institution officielle, mais il ne faut accorder à cette dernière qu'une attribution de conciliation et d'arbitrage, si l'on ne veut pas tomber dans les abus des Parlements du travail.

Le second défaut de la loi de 1892, c'est que, d'après elle, le recours à la conciliation est purement facultatif. Aussi je me rallie au projet Mesureur, qui rend obligatoire la tentative de conciliation lorsqu'elle est réclamée par l'une des parties, ou proposée d'office par le juge de paix (dép., 23 janvier 1896. Ch. Doc. parlem., n° 1746).

Ce projet ne porte aucune atteinte à la liberté des parties. Il ne s'agit, en effet, que de rendre obligatoire la comparution des parties devant le juge de paix, — et nullement le recours à l'arbitrage, en cas de non conciliation, pas plus que la sentence arbitrale rendue.

Chaque partie conserve le droit de refuser les propositions d'arrangement formulées par les adversaires ou par le juge (1).

(1) M. Mesureur a rappelé, dans l'exposé des motifs de son projet, les considérations décisives par lesquelles la Chambre a repoussé, en 1892, la proposition Raspail sur l'arbitrage obligatoire : priver les ouvriers du droit de coalition en cas de refus d'obéissance à la sentence c'est rendre nécessaire l'intervention de la force armée et empirer le mal au lieu de le supprimer. —

D'autre part, condamner, en cas d'inexécution de la sentence, la partie récalcitrante à des dommages-intérêts, c'est édicter une mesure qui pèsera de tout son poids sur les patrons, mais qui sera absolument illusoire à l'égard des ouvriers qui n'ont pas de patrimoine.

Et pour ceux que les mots « conciliation obligatoire » peuvent inquiéter, on substituera les mots « explications obligatoires ».

Un chef d'entreprise ne peut pas plus refuser de donner des explications au juge de paix en cas de conflit avec ses ouvriers, qu'il ne pourrait refuser d'en donner au commissaire de police, en cas d'accident survenu dans son usine.

D'ailleurs, la peine est légère : c'est une peine de simple police (1 à 15 fr. d'amende), et elle a plutôt le caractère d'un avertissement.

Cette pénalité n'a qu'un inconvénient : c'est qu'elle permet d'atteindre les patrons, mais en ce qui concerne les ouvriers, il est à craindre qu'ils ne se dérobent, dès qu'il y aura une responsabilité à encourir.

C'est pourquoi il serait bon d'entourer le vote des délégués ouvriers de certaines garanties, et c'est à cette réforme que nous arrivons maintenant.

On pourrait décider que le recours ne sera recevable qu'autant qu'il sera demandé par un nombre d'intéressés représentant une proportion déterminée, le quart ou le tiers par exemple du personnel d'une usine.

Mais une pareille proposition rencontrerait certainement de la résistance à la Chambre, et l'on ne manquerait pas de dire qu'elle porte atteinte aux droits des syndicats.

Enfin on peut encore reprocher à la loi de 1892 de n'instituer de tiers-arbitre qu'en cas de désaccord entre les arbitres choisis par les parties. C'est à ce

départiteur officiel, presque toujours étranger à la profession et présent dès le début de la procédure, qu'on peut attribuer le succès des Conseils officiels aux États-Unis.

Mais l'institution de ce tiers-arbitre est subordonnée à l'établissement de Conseils permanents, de sorte que cette critique se ramène à la première.

Jetons maintenant un rapide coup d'œil sur ce qui a été fait à l'étranger.

Parmi les institutions étrangères, les unes sont dues à l'initiative privée, les autres ont un caractère officiel.

Dans la première catégorie rentrent les Conseils de conciliation et d'arbitrage d'Angleterre et de Belgique.

En Angleterre, nous trouvons des Conseils de conciliation, constitués d'après les principes de M. Mundella. Ces conseils comprennent un nombre égal de patrons et d'ouvriers nommés pour un an et rééligibles et dont la mission est de proposer une solution transactionnelle destinée à empêcher la grève. Mais ces conseils n'examinent jamais les réclamations d'ouvriers qui se trouvent déjà en état de grève déclarée.

A côté du Conseil de conciliation (type Mundella), il existe le Tribunal arbitral Kettle (du nom du juge qui l'a créé) qui intervient quand la tentative de conciliation n'a pas abouti.

Les parties prennent sur leur honneur l'engagement de respecter la sentence.

Dans la plupart des grandes villes, on trouve un Conseil de conciliation (type Mundella) et un tribunal arbitral (type Kettle).

Il existe enfin en Angleterre un très curieux essai de centralisation de la conciliation, je veux parler du Comité de conciliation de Londres, créé en 1890 par la Chambre de commerce de Londres, à la suite de la grève des *dockers*. Ce Comité n'intervient que lorsque le Conseil de conciliation du métier n'a pu parvenir à trancher le différend.

En Belgique, il existe des *chambres d'explication* destinées à résoudre, avant toute grève, les conflits entre les industriels et leurs ouvriers.

Les sociétés de Bascoup et Mariémont ont, créé en 1887, un Conseil central de centralisation et d'arbitrage. Les parties prennent l'engagement d'honneur de respecter la décision du Conseil d'arbitrage. Mais nous ne trouvons en Belgique rien de comparable au Conseil de Londres.

Nous en venons maintenant aux États qui ont des institutions officielles de conciliation et d'arbitrage.

Ces États sont : l'Allemagne, l'Italie, les États-Unis, et la plupart des colonies anglaises.

En Allemagne, les tribunaux industriels (loi fédérale du 29 juillet 1890) statuent à la fois sur les conflits individuels et les conflits collectifs entre patrons et ouvriers.

Il en est de même des conseils de prud'hommes (*probi viri*) institués pour la loi italienne du 15 juin 1893.

En Belgique, les *Conseils de l'industrie et du travail* créés par la loi de 1887, sont des Parlements régionaux du travail, que le gouvernement consulte sur toutes les questions intéressant l'industrie. Ces Conseils n'ont pas la confiance du public : ils ne sont nommés, en effet, que par un nombre intime d'électeurs à raison des abstentions en masse du corps électoral.

Aux États-Unis, il existe des Conseils officiels d'arbitrage dans les États de New-York, de Massachussets, de New-Jersey, Ohio, Louisiane, etc.

Pour l'État de New-York, les lois du 18 Mars 1886 et du 10 mars 1887 ont très heureusement combiné l'institution privée et l'institution officielle, en plaçant au-dessus du Conseil corporatif le Conseil officiel, unique pour toute l'étendue de l'État.

Le Conseil corporatif comprend : un délégué des patrons, un délégué des ouvriers et un président élu par les délégués. Le Conseil officiel comprend un patron et un ouvrier choisis par le gouvernement, et un tiers arbitre choisi par les deux premiers.

Cette organisation a donné d'excellents résultats.

Nous croyons maintenant avoir donné une idée suffisamment nette de la question de la conciliation et de l'arbitrage en France et à l'étranger.

Malgré ses imperfections, la loi du 27 décembre 1892, n'est pas inutile : elle donne d'année en année de meilleurs résultats.

On peut la considérer comme une invitation officielle du gouvernement à la conciliation et à l'arbitrage, et on peut ainsi faire remonter à elle en partie

le mérite de la création de certaines institutions permanentes de conciliation et d'arbitrage, dont la plus importante est la commission nationale mixte de l'imprimerie, résultat de l'entente du Congrès des maîtres imprimeurs et du Congrès de la fédération des travailleurs du livre (Marseille, septembre 1895) ⁽¹⁾.

J'en viens maintenant et sans autre transition à l'importante question des *Syndicats obligatoires*. Cette conception de syndicats porte atteinte aux deux idées fondamentales que nous avons déjà rencontrées dans la loi du 21 mars 1884, c'est-à-dire à l'idée de liberté et à l'idée d'égalité.

En effet, le syndicat obligatoire, au moins tel qu'il est conçu en Autriche et en Allemagne, implique la prédominance des patrons sur les ouvriers; et en France, le syndicat mixte tel que le comprend M. de Mun, deviendrait non pas obligatoire, mais recevrait une prime sur les autres formes d'association professionnelle, si les privilèges réclamés pour lui par M. de Mun lui étaient accordés.

En étudiant dans mon Chapitre I, les législations étrangères, j'ai montré qu'il existe encore en Europe des groupements professionnels obligatoires présentant à peu près la forme de nos anciennes corporations, et que certains États, comme l'Allemagne et l'Autriche, ont adopté un régime corporatif nouveau. En Suisse, il y a eu un mouvement très vif en faveur

(1) On peut citer encore : la commission arbitrale mixte des coiffeurs de Paris, la commission d'arbitrage constituée en suite de l'accord des syndicats socialiste et conservateur de Cholet (V. *Réf. soc.* 1896, 11^e série, t. II, p. 336).

du syndicat obligatoire, bien que le peuple suisse ait finalement repoussé cette idée lors du referendum du 4 mars 1894.

En France même, on a plusieurs fois réclamé l'organisation de syndicats obligatoires. Ces réclamations émanent le plus souvent de socialistes qui espèrent, à l'aide de syndicats obligatoires, pouvoir conquérir les municipalités ⁽¹⁾.

A ma connaissance, il n'a pas été déposé sur les bureaux des Chambres françaises, de projets en propositions de lois demandant la création de syndicats obligatoires. C'est par des moyens, plus ou moins détournés, que les partisans de cette sorte de syndicats en poursuivent la réalisation.

On peut même dire qu'en France tout au moins, la question des syndicats obligatoires ne s'est pas posée d'une façon pratique : elle n'a pas encore dépassé la phase des discussions théoriques.

Les partisans du syndicat obligatoire font valoir l'insuffisance du groupement libre. En Angleterre, par exemple, qui est pourtant la terre classique de l'association professionnelle, un ouvrier seulement sur cinq, appartient aux Trade Unions.

Et c'est pour cela que l'action des groupements professionnels libres est souvent inefficace.

« Le plus ordinairement, écrit M. Raoul Jay (*Rev. « polit. et parlem.*, 1897, II, p. 587, l'évolution du « régime légal du travail,) la victoire définitive n'ap-

(1) Revue socialiste, 1895, p. 489-491.

« partient pas à l'association. Les « cotoyeurs », c'est-
« à-dire les ouvriers ou les patrons qui restent en
« dehors de l'association, pour rester libres de faire
« concurrence, usent de la faculté de diminuer les
« prix, juste assez pour enlever le travail. »

C'est cette expérience qui a fait naître en Suisse le mouvement considérable en faveur des syndicats obligatoires, dont nous avons déjà parlé (V. Favon : *Organisation professionnelle, Syndicats obligatoires*, Genève, 1893).

En Allemagne, en Autriche, on trouve à un haut degré, ce besoin de l'organisation légale de la profession.

En France, le même besoin se manifeste dans la création du Conseil supérieur du travail, dans le dépôt des propositions des lois tendant à établir des Chambres de travail véritablement représentatives.

« Quelque individualiste que l'on soit, s'écrie M.
« Hauriou, on est bien obligé de reconnaître qu'à
« notre époque, la réaction de collectivité n'est pas
« suffisante en matière économique. A notre époque,
« le besoin d'intervention collective est évident. Il, y a
« trop de concurrence, trop de surproduction, trop de
« crises commerciales et monétaires, trop de faillites,
« trop de ruines, trop de malaises ; certaines indivi-
« dualités se sont enrichies d'une façon excessive ; les
« trusts, qui se constituent pour accaparer successi-
« vement toutes les denrées, commettent trop de bri-
« gandage ; la spéculation de la Bourse est vérita-

« blement effrénée ⁽¹⁾ ; il y a, dans la grande industrie, dans les rapports des patrons et des ouvriers, des quantités de relations qui ne sont pas organisées ; le mouvement socialiste de ce siècle n'est que le symptôme de ce besoin d'organisation sociale. » (Hauriou. La limitation de l'État. *Revue politique et parlementaire*, 10 mars 1896, t. VII, p. 556.)

La difficulté commence quand on cherche l'organisation de la société positive qui viendra mettre un peu d'ordre dans ce chaos, et alors on ne voit d'abord que l'État. Mais l'intervention de l'État tout seul a des inconvénients trop connus pour qu'il soit besoin d'y insister.

Ce qu'il faudrait réaliser, c'est le partage de l'administration économique entre l'État et les autres organisations de la société positive : les syndicats par exemple.

« Ce n'est que par une organisation syndicale méthodiquement constituée, que pourront fonctionner d'une façon permanente et générale la conciliation et l'arbitrage, la représentation légale du travail, les assurances, etc. ⁽²⁾ »

Ces diverses citations, que je n'ai pas craint de faire longues et nombreuses, attestent que nous som-

(1) Voir à ce point de vue spécial, l'ouvrage très intéressant de Claudio Jannet : *Le capital, la spéculation et la finance au 19^e siècle*. (Paris, libr. Plon et Nourrit).

(2) La question sociale et le socialisme, par Deschanel dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 janvier 1897, page 47). Voir aussi : L'organisation du travail par les syndicats professionnels, par Raoul Jay, dans la *Revue d'économie politique*, 1894.

mes dans un temps où l'on sent particulièrement le besoin d'une organisation légale du travail. Bien d'autres faits l'attestent encore, notamment cette magnifique floraison de lois industrielles qu'on peut constater dans presque tous les pays d'Europe, l'apparition de ces Codes du travail, comme le *Gewerbe ordnung* des Allemands, et qui a pu faire dire que la législation industrielle était envahissante. Je n'ai pas besoin d'ajouter que cette critique ne me paraît d'ailleurs nullement fondée. Le développement des lois industrielles ne fait que répondre au développement de la grande industrie elle-même. Notre siècle a vu se transformer l'industrie, grâce à l'apparition des machines. Il fallait bien faire des lois nouvelles pour régler une situation nouvelle.

Mais la tâche du législateur s'est trouvée particulièrement délicate, pour deux raisons : d'abord, parce que cette transformation de l'industrie, qui est en elle-même un progrès à ne considérer les choses que de très haut, a créé une situation très complexe, — et ensuite parce que cette complexité est survenue précisément à une époque où les principes individualistes de la Révolution française triomphaient, et ne préparaient nullement la société à subir sans secousse la transformation industrielle qui allait s'accomplir.

La législation du 21 mars 1884, en proclamant le droit d'association professionnelle, a évidemment trouvé un remède, mais il reste maintenant à tirer de ce principe d'association tout le bien qu'il renferme, et la difficulté consiste à combiner dans une heureuse pro-

portion ces trois éléments qui sont : la liberté, l'action de l'État et l'association libre.

Dupont-White pense que l'État rend un hommage de plus en plus épuré à l'idée de liberté, en augmentant ses attributions, et que cet accroissement de fonctions appelle à sa suite un épanouissement d'associations libres. Quand se perfectionne et s'idéalise la notion de liberté, on comprend que, d'une part, la puissance publique intervienne pour empêcher un débordement de libertés inspirées par la force, on comprend aussi que, parallèlement à lui, des groupements s'établissent pour réagir contre ces faiblesses, contre ces égoïsmes. — Dans une même société, ces trois aspirations peuvent donc marcher de pair : liberté, pouvoirs de l'État, association. Il faut bien reconnaître que jusqu'ici nous n'avons pas vu ces trois partis se donner la main, chacun croit posséder la seule vraie formule et lutte pour son programme contre les deux autres. Et ce qui prouve cet antagonisme, c'est que la plupart des propositions de lois, relatives au droit d'association, et déposées depuis 1871, ont eu à lutter contre le progrès de la doctrine « étatiste. » ⁽¹⁾

C'est maintenant le moment de conclure. Je repousse résolument toute idée de syndicats obligatoires, plus ou moins empruntés aux pays germaniques. Je repousse aussi les idées de M. de Mun, qui rendrait le syndicat mixte obligatoire, sinon en droit, du moins en

(1) V. le droit d'association et l'État, par Hubert Brice, avec une préface de M. Goblet, sénateur, (A. Rousseau, 170 pages in-8°).

fait, par les avantages qu'il aurait sur les autres formes de syndicats.

Ce qu'il faut faire, c'est de cultiver cette belle plante qui s'appelle l'association professionnelle libre et lui faire porter tous ses fruits, et aussi d'admettre, avec l'École éclectique, l'intervention mitigée de l'État, dans le but d'éviter des conflits et des chocs, dont la grande industrie jusqu'à présent nous a offert trop souvent le spectacle⁽¹⁾. Le principe des syndicats obligatoires se heurte, en effet, à des objections pressantes qui doivent nous le faire repousser résolument. Avec eux, on verrait réapparaître la tyrannie, les misérables luttes intestines des anciennes corporations.

La libre concurrence et l'heureuse émulation qui en résulte seraient supprimées. Les ouvriers d'élite ne pourraient plus tirer aucun avantage de leur mérite exceptionnel. Ils seraient noyés dans la foule des ouvriers médiocres. Toute organisation corporative et fermée a, en effet, pour résultat de fournir une prime aux mauvais ouvriers. Et la conséquence inéluctable, serait la diminution de la productivité du travail, et cela précisément au moment où il y a lieu de craindre que les pays neufs s'approprient nos procédés nouveaux d'exploitation et augmentent leur production industrielle dans d'énormes proportions.

Lorsque les économistes orthodoxes critiquent l'organisation syndicale, ils semblent pénétrés de cette idée que les syndicats doivent forcément tourner à la

(1) V. P. Pic. — Traité élémentaire de législation industrielle. Introduction, p. 25 et suivantes.

corporation fermée. Il est certain que si cette déviation se produisait, la plupart de leurs critiques seraient justifiées. — Mais aujourd'hui que nous sommes instruits par l'histoire des anciennes corporations, nous devons éviter à tout prix à nos syndicats une aussi triste fin, et faire que tout ce qui a été gagné par l'idée d'association professionnelle libre en ce siècle, soit conservé. Aussi nous ne retiendrons de cette poussée vague vers des syndicats obligatoires ou un socialisme d'État qu'un besoin très réel d'organisation légale du travail.

c) Propositions qui touchent à l'idée de légalité. —

J'en viens maintenant à la troisième catégorie de propositions, à celles qui touchent à l'idée de *légalité*. Parmi ces propositions, il en est qui tendent à supprimer la déclaration ; d'autres qui ont pour but de réglementer les Bourses du travail et les bureaux de placement. Je ne traiterai ici que des propositions qui demandent la suppression, de la déclaration renvoyant pour les autres à mon Chapitre IV. Je crois avoir établi combien la formalité du dépôt des statuts et des noms des administrateurs était peu gênante pour les syndicats, et cependant elle paraît trop lourde à quelques-uns. C'est ainsi que des économistes très autorisés, comme MM. Cauwès et Villey, se sont prononcés pour la liberté complète d'association.

Les socialistes révolutionnaires veulent à tout prix voir une précaution policière dans cette formalité du dépôt qui n'est, comme l'a fort bien dit le rapporteur de la loi, M. Lagrange, qu'une déclaration d'état ci-

vil ⁽¹⁾. Lors de la discussion de la loi, M. Cantagrel avait demandé la liberté complète d'association en disant que la loi sur les syndicats lui apparaissait comme la négation même de la liberté et du droit d'association. M. Jules Ferry, président du Conseil, répondit que les pouvoirs publics ne se trouvaient pas en état de faire une loi sur l'association générale. M. Cantagrel annonçait, avant le vote de la loi, que cette loi, qu'il trouvait restrictive de liberté, entraînerait avant trois mois la disparition des trois-quarts des syndicats professionnels. Il faut bien reconnaître que sa prédiction a été singulièrement démentie par les faits : « Ce n'est pas une loi de liberté que vous allez voter, » s'écriait M. Cantagrel, c'est une loi d'embrigadement, « d'enrégimentation. »

M. Cantagrel, voyant que la liberté complète d'association ne serait pas admise, proposa le tempérament suivant : « Les syndicats qui voudront bénéficier des avantages spécifiés dans la présente loi peuvent faire leur déclaration et déposer leurs statuts. » On aurait eu ainsi deux régimes différents : celui de la loi de 1884 et celui de la « tolérance administrative ».

On avait proposé aussi de décider que la loi de 1884 ne serait applicable qu'aux associations nouvelles et non à celles qui existaient antérieurement à elle. Cette proposition n'était pas acceptable ; en supprimant l'article 416 du Code pén., le gouvernement faisait une concession, les syndicats pouvaient bien aussi en faire

(1) Voir J. off. Ch., Déb. parlem., 14 mars 1884, p. 737.

une, et on ne pouvait raisonnablement demander de faire coexister la loi de 1884 avec le régime de la tolérance administrative (1).

Les partisans de la liberté complète déclarèrent que l'Empire lui-même avait toléré les associations syndicales, et que c'était la République qui se montrait ici la moins libérale. — Ce ne sont là que des mots : l'Empire comprenait que les moyens de répressions contre les associations étaient trop violents et il préférait ne pas les appliquer.

Les prétentions de M. Cantagrel ont été plusieurs fois renouvelées, et on peut relever en faveur de la liberté complète d'association une proposition Goblet du 21 décembre 1891 (S. 91. 832-n° 196); une proposition Jaurès du 21 novembre 1895 (Doc. parlem., 1895, n° 1616, p. 1487) et une proposition Basly et Lamendin du 12 novembre 1895 (Doc. parlem., n° 1606, page 1170), dont voici les articles les plus caractéristiques :

« ARTICLE 2. — Les syndicats ou associations professionnels, quel que soit le nombre de leurs adhérents, pourront librement se constituer sans l'autorisation du gouvernement, entre tous citoyens, même de professions différentes.

« ART. 4. — La déclaration de constitution de syndi-

(1) En Angleterre, il y a des Unions enregistrées et des Unions non enregistrées, des Unions à personnalité morale et d'autres qui ne l'ont pas, mais il faut remarquer que les Unions qui veulent obtenir cette personnalité morale sont soumises à des conditions beaucoup plus rigoureuses que celles qu'a établies en France la loi de 1884 et qui constituent véritablement un minimum d'exigences.

cats ou de fédérations de syndicats, à la mairie de la commune (et à Paris aux mairies d'arrondissement) où ils sont établis, leur confère la personnalité civile.

« Les syndicats professionnels pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour offres et demandes de travail.

« Ils pourront être consultés sur tous les différends se rattachant à leur spécialité.

« Dans les affaires contentieuses, les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties qui pourront en prendre communication et copie.

« ART. 6.— Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 3000 francs quiconque aura, par violences, voies de fait, menaces de perte d'emploi ou de privation de travail, refus concerté d'embauchage, renvoi isolé ou collectif d'ouvriers ou employés, à raison de leur qualité de syndiqués, dons, offres ou promesses de travail, entravé ou troublé, ou tenté d'entraver ou de troubler la liberté des syndicats professionnels ou des fédérations de syndicats. »

Cet article 6 est un rappel de la proposition Bovier-Lapierre.

A côté de la tendance à la liberté complète d'association, il convient de signaler un autre courant en faveur des *syndicats obligatoires*. ⁽¹⁾ Cette seconde ten-

(1) V. *Revue socialiste*, 1895. p. 489 et 491. — Nous ne mentionnons ici la question des syndicats obligatoires que pour mémoire et parce qu'elle fait antithèse à l'idée de liberté complète d'association, car elle a été traitée précédemment.

dances s'est manifestée indirectement sous la forme des propositions de lois qui demandent, par exemple, que le placement soit fait gratuitement par les syndicats, que l'industrie des placeurs soit supprimée. On comprend aisément qu'il en résulterait la mainmise des syndicats sur le placement, et les syndicats seraient alors à peu près obligatoires.

A l'idée de légalité, on peut aussi rattacher la proposition Dussaussoy (8 février 1895, Ch., Doc. parlem., n° 1164) tendant à permettre aux syndicats d'acquérir des immeubles en nombre illimité. — On a fait remarquer que des sociétés d'assurances, des compagnies financières possèdent les plus beaux immeubles de la capitale, et qu'il n'y a pas de raisons de ne pas autoriser les syndicats à en faire autant. La possession illimitée des immeubles permettrait aux syndicats de fonder des hôpitaux, des orphelinats, des cités ouvrières, etc., et elle aurait surtout le grand avantage de les assagir.

2. Projets secondaires.

On peut ranger sous cette rubrique divers projets ou propositions se rattachant à une idée de *capacité*. Ce sont les propositions relatives au droit pour les anciens ouvriers, — les employés de l'État, — les individus qui exercent des professions libérales, — de constituer des syndicats professionnels.

En ce qui concerne les *anciens ouvriers*, une propo-

sition Sembat, du 20 janvier 1894 (Ch. 84, n° 290) a pour but d'admettre dans le syndicat des personnes ayant exercé la profession pendant cinq ans au moins, et ne l'ayant pas quittée depuis plus de dix ans. (*Bull. de l'off. du travail*, 1894, p. 345). Le vœu de la loi de 1884 est de ne permettre la constitution que d'associations véritablement professionnelles, mais on peut concilier cette idée avec le droit pour les anciens ouvriers d'entrer, à de certaines conditions, dans le syndicat. Cette conciliation me paraît avoir été réalisée par la Chambre qui a voté l'amendement suivant :

« Peuvent continuer à faire partie d'un syndicat
« professionnel les personnes qui auront abandonné
« l'exercice de la profession pourvu qu'elles n'exercent
« pas une autre profession.

« Seront seuls considérés comme ayant abandonné la
« profession ceux qui, durant trois années n'auront
« plus exercé cette profession.

« Toutefois ceux qui n'auront quitté la profession
« que pour des causes indépendantes de leur volonté
« pourront continuer à faire partie du syndicat. Pour-
« ront entrer dans un syndicat professionnel ceux qui,
« ayant exercé la profession pendant deux ans au
« moins, ne l'auront pas quittée depuis plus de dix
« ans. »

L'amendement fait aussi des adjonctions à l'art. 4 de la loi de 1884.

Il est bon d'admettre les anciens ouvriers dans les

syndicats, car ils pourront y apporter les lumières de leur expérience.

Mais il faut limiter cette admission, et non pas accepter *tous* les anciens ouvriers, comme le demandent les socialistes.

En ce qui concerne le droit des membres des *carrières libérales* et de certains salariés de l'Etat, de constituer des syndicats, deux thèses inverses sont en présence : l'une qui reconnaît ce droit, l'autre qui le repousse. Mais auparavant il importe de montrer qu'elle est au juste l'étendue du débat : le droit de former des syndicats n'appartient ni aux avocats ni aux officiers ministériels (avoués, huissiers, notaires, commissaires-priseurs) qui sont régis par des lois particulières. Ils étaient réunis en corporation bien avant 1884, et des lois spéciales ont depuis longtemps organisé pour eux, sous divers noms, des chambres professionnelles.

La question n'intéresse donc que les professeurs libres, les agents d'affaires, les journalistes, les artistes, etc.

Quant aux *fonctionnaires*, ils n'ont pas le droit de se syndiquer. En effet, les règlements militaires défendent aux officiers sous des peines sévères de faire partie d'associations.

Quant aux magistrats et autres fonctionnaires, les articles 123 et suivants du Code pénal punissent toute coalition, toute correspondance entre eux.

Maintenant que nous avons délimité le débat, voyons les opinions en présence. D'abord la Cour de cassation,

par un arrêt du 27 juin 1885 (D. 86, 1, 137 et S. 87, 1, 281), a déclaré que le droit de créer des syndicats n'appartenait qu'à l'industrie, au commerce et à l'agriculture, à l'exclusion de toutes autres professions.

Les partisans du système de la Cour de cassation ⁽¹⁾ invoquent les arguments suivants :

D'abord l'article 2 de la loi de 1884 autorise la constitution de syndicats entre personnes concourant à l'établissement de *produits* déterminés. Or, cette définition matérialiste exclut la possibilité pour les carrières libérales de créer des syndicats.

On objecte ensuite l'article 6 : « Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers.... » Mais le législateur n'a employé ces expressions que parce qu'il s'est placé en face de l'hypothèse la plus fréquente,

(1) Par son arrêt du 27 juin 1885, précédemment cité, la Cour suprême a refusé aux médecins le droit de se syndiquer : « Attendu, dit-elle que la loi sur les syndicats professionnels n'a point été rendue applicable à toutes les professions ; que les travaux préparatoires ont constamment affirmé la volonté du législateur d'en restreindre les effets à ceux qui appartiennent, soit comme patrons, soit comme ouvriers ou salariés, à l'industrie, au commerce et à l'agriculture, à l'exclusion de toutes autres personnes et de toutes autres professions, que la loi n'est pas moins absolue dans ses termes, puisque, d'une part, dans l'article 3 elle réserve les droits qu'elle confère aux seuls syndicats de patrons et d'ouvriers ; que d'autre part, dans l'article 3, elle limite l'objet de ces syndicats à l'étude et à la défense des intérêts économiques industriels, commerciaux et agricoles, refusant ainsi le droit de former des syndicats à tous ceux qui n'ont à défendre aucun intérêt industriel, commercial ou agricole, ni par suite aucun intérêt agricole se rattachant d'une façon générale, à l'un des intérêts précédents ; en déclarant, en conséquence, que les médecins, dont le nom n'a été prononcé ni dans la loi, ni dans la discussion de la loi du 21 mars 1884, n'avaient pu régulièrement former un syndicat professionnel dans les termes de la dite loi, l'arrêt attaqué en a justement interprété les dispositions... »

Voir en sens inverse, une décision du tribunal de la Seine du 10 mars 1890 (S. 90, 2, 144.)

« *de eo quod plerumque fit* ». D'ailleurs, cet argument a le tort de trop prouver : en effet, s'il était exact, les syndicats de commerçants et les syndicats agricoles seraient illicites. Or, personne n'oserait soutenir cette conséquence.

On dit encore qu'il a fallu une loi spéciale, la loi du 30 novembre 1892 (art. 13) pour permettre aux médecins, chirurgiens, etc., de se syndiquer, et que par conséquent, il faudrait des lois spéciales pour autoriser les autres professions à organiser des syndicats. (Voyez sur tous ces points : P. Pic, *Traité de législation industrielle* p. 107 et suiv.)

Les partisans de l'autre thèse, c'est-à-dire du droit pour les carrières libérales de créer des syndicats, invoquent de leur côté des arguments non moins sérieux : l'article 3 de la loi de 1884 parle d'« intérêts économiques. » Or, dira-t-on que les professions libérales n'ont pas d'intérêts économiques ? (1)

En outre, les travaux préparatoires que la Cour de cassation dans son arrêt de 1885 invoque à l'appui de sa thèse sont beaucoup plus favorables à la thèse inverse. Ainsi, lors de la discussion de l'article 3, en acceptant un amendement qui ajoutait les mots « et agricoles », le rapporteur, M. Tolain, a fait la déclaration suivante : « La commission accepte d'autant plus volontiers la proposition de M. Oudet, que son « amendement me fournit l'occasion de faire une déclara-

(1) V. Garraud : *Traité de droit pénal français*, tome IV, p. 178. — Bry : *Cours de législation industrielle*, p. 242 et suiv.

« ration qui a été sollicitée de la commission par beau-
« coup de personnes. On a cru tout d'abord, parce
« qu'elle s'était servie des mots « syndicats profes-
« sionnels », qu'elle voulait en restreindre, limiter et
« circonscrire l'application aux seuls ouvriers qui tra-
« vaillent manuellement, aux ouvriers industriels.
« Jamais la commission n'a eu pareille pensée... Toute
« personne qui exerce une profession, ainsi qu'il est
« dit dans la loi, aura le droit de se servir de la légis-
« lation que vous allez voter. »

Or, personne ne doute que les professions libérales soient des professions proprement dites : la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes les qualifie toutes du terme de professions.

Nous connaissons maintenant les deux thèses opposées. Il serait à désirer qu'une loi interprétative vint trancher la question, comme l'ont demandé la proposition Colfavru (*J. offic.*, 1887, Ch., Annexes, p. 133) et la proposition Lévêillé (8 juillet 1891, 1533, n° 811) dans le sens de l'extension aux carrières libérales du droit de se syndiquer. Mais avant même que cette loi intervienne, nous pouvons interpréter la loi de 1884 dans le sens de la liberté. M. Waldeck-Rousseau ne dit-il pas dans sa circulaire adressée aux préfets : « Il est difficile de prévoir à l'avance
« toutes les difficultés qui pourront surgir. Elles de-
« vront toujours être tranchées dans le sens le plus
« favorable au développement de la liberté. »

C'est d'ailleurs ce que fait la jurisprudence. Voici, en effet, une décision du tribunal civil de Provins

(15 avril 1897. Société des géomètres-experts de France. Droit : 7 août. — *Rev. soc.*, 97, 511) qui reconnaît que les géomètres-experts ont le droit de se syndiquer dans les conditions prévues par la loi du 21 mars 1884 avec tous les avantages qui en résultent.

Quant aux fonctionnaires, nous avons vu que les article 123 et suiv. du C. Pén. leur interdisaient toute coalition. Les règlements militaires prohibent de même toute association entre officiers ⁽¹⁾. Mais est-ce à dire que les salariés de l'État, des départements et des communes n'ont pas le droit de se syndiquer ? Je ne le pense pas. On a laissé les ouvriers des manufactures d'allumettes et de tabacs, les égoutiers, les paveurs de la ville de Paris, se constituer en syndicats, mais le ministre des travaux publics a refusé le même droit aux cantonniers et balayeurs de Paris, sous prétexte qu'ils sont commissionnés et payés au mois, et que cela suffit pour en faire des préposés d'une administration publique. Mais cela suffit-il à en faire des fonctionnaires et détiennent-ils pour cela une part de puissance publique ⁽²⁾ ? On répond qu'il faut assurer la régularité des services et par conséquent interdire tout syndicat qui pourrait la compromettre. Mais si l'Etat et les autres personnes morales publiques veulent priver leurs simples préposés du droit de se syndiquer, qu'ils leur assurent en revanche certains avantages, tels que retraite, participation à des caisses de secours, etc.

(1) V. aussi l'art. 13 de la loi du 30 nov. 1892 sur la médecine.

(2) V. l'art. 177 C. pén., sur la distinction entre le fonctionnaire et le préposé.

Puisque l'État veut interdire aux simples préposés de ses administrations de se syndiquer, qu'est-ce donc qu'un préposé, qu'un commissionné? Voici ce que dit M. Garraud dans son *Traité de droit pénal français*, tome III, page 365. — De la concussion :

« La qualité du prévenu exerçant, comme nous le dirons, une influence sur la pénalité et la compétence, il importe de qualifier exactement le concussionnaire et de savoir s'il est fonctionnaire ou officier public, ou simplement commis ou préposé d'un fonctionnaire ou officier public. Le critérium de cette qualité est fort simple : le prévenu devra être considéré comme fonctionnaire ou officier public s'il exerce une autorité personnelle qui lui est déléguée directement par la loi. Il sera considéré comme commis ou préposé, s'il ne perçoit qu'au nom d'un fonctionnaire ou officier public, dont il est délégué. »

La définition qu'on donne en droit administratif de l'établissement public peut nous permettre et nous faciliter la définition du commissionné. On sait qu'un établissement public est un établissement qui fait partie intégrante de l'administration publique. De même, l'expression de commissionné doit s'appliquer à tout individu qui fait partie d'une administration publique, qui figure dans ses cadres, — en sous-ordre, il est vrai, sans quoi ce serait un fonctionnaire, — et qui est rémunéré avec un traitement non pas établi d'accord et librement débattu, mais au contraire déterminé par des règlements officiels et avec les avantages que

l'État fait à ceux qui le servent, comme le bénéfice de la retraite, par exemple.

N'est pas un commissionné l'individu employé même pour un service public, mais d'une façon toute accidentelle, et payé dans ce cas de la même manière qu'un ouvrier ou employé quelconque.

Il y aurait lieu, selon nous, de permettre aux employés de l'État industriel de se syndiquer, et de ne l'interdire qu'aux employés de l'État service public. Pourquoi, par exemple, les employés des manufactures de Sèvres ou des Gobelins n'auraient-ils pas le droit de se syndiquer ? En quoi l'exercice de ce droit troublerait-il la sécurité de l'État ? Si ces industries n'étaient pas exercées par l'État, elles le seraient par des particuliers, et cela n'en vaudrait peut-être que mieux. C'est pour avoir refusé de faire cette distinction entre l'État service public et l'État industriel, qu'est tombé en 1894 le ministère Casimir-Périer.

En l'état actuel de notre législation, il me paraît même difficile d'interdire aux employés des chemins de fer de l'État de se syndiquer et à plus forte raison à ceux des Compagnies privées. (V. Bry, *Cours élémentaire de droit industriel*, p. 247).

Il y a là évidemment un danger : une grève des employés des chemins de fer pourrait suspendre la vie économique du pays et il y aurait là entre leurs mains un moyen de contrainte extrêmement puissant sur les pouvoirs publics. Quoiqu'il en soit, l'interprète ne peut suppléer une exception qui n'est pas dans la loi.

Il convient maintenant d'indiquer les modifications

qui ont été proposées en cette matière. Nous trouvons d'abord une proposition Cordelet et Merlin, déposée le 21 décembre 1894 (Sén., sess. ord. 1895, *Offic.*, n° 58, p. 347; rap. de M. Marquis du 21 janvier 1895. Doc. parl., n° 7, p. 3) et dont on trouvera le texte dans les documents qui font suite à cette thèse. Cette proposition tend à interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou cesser le travail dans les exploitations, même industrielles de l'État.

« Sera punie..., dit en effet cette proposition, toute coalition de la part des ouvriers des arsenaux de l'État, des ouvriers ou employés des autres exploitations de l'État, des agents des compagnies de chemins de fer... »

Quelques mois plus tard, M. Trarieux, garde des sceaux, déposait au nom du gouvernement, un projet limitant la prohibition aux coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les services publics de l'État (Dép., 4 mars 1895. Sén. Doc. parlem. n° 38. — Voir le texte dans les Documents, *infra*).

En présentant son projet, M. Trarieux déclara qu'il fallait distinguer, entre les diverses exploitations visées par la proposition Merlin, celles qui constituent des services publics et celles qui n'engagent qu'une question de finances. Pour celles-ci, la liberté s'impose. « Ce n'est que là où le principe même de la nationalité est en jeu, dit M. Trarieux, que le droit de réclamer une protection exceptionnelle ne me paraît pouvoir se contester. »

Il lui semble que le départ à faire entre ces deux sortes d'exploitations se dégage nettement de la loi du 15 juillet 1889.

S'il y a équivalence entre les services du soldat sous les drapeaux et ceux que rendent les employés et les ouvriers militaires, il est naturel d'imposer à ceux-ci une discipline particulière. C'est dans l'art. 51 de la loi de 1889 sur le recrutement de l'armée qu'on en trouve la nomenclature.

Mais, d'après M. Trarieux, plutôt que de faire une loi spéciale, il vaut mieux refondre les articles 414 et 415 C. pénal pour conserver l'unité de nos Codes, et son projet est, en effet, conçu dans ce sens.

La proposition Merlin et le projet Trarieux furent renvoyés à une même commission, dont le rapport fut présenté au Sénat le 10 juin 1895 (Sén., Doc. parlem., n° 121, *Offic.*, p. 339).

Nous renvoyons à ce rapport pour l'historique de la question qui y est bien présenté. Les lois de 1791, de l'an II, de l'an XI, de 1810 et de 1849 avaient, au regard des ouvriers de toutes catégories, attribué un caractère délictueux au fait de coalition simple, c'est-à-dire sans intervention de violences. La loi de 1864 a fait cesser ce caractère délictueux.

La question qui se pose actuellement est de savoir s'il n'y a pas lieu de revenir sur la loi de 1864, au moins en ce qui concerne les employés et ouvriers de l'État.

Le concert entre gens ayant les mêmes intérêts n'est pas moralement coupable, puisqu'il ne l'est pas chez

des individus isolés, mais on peut le réprimer quand il devient dangereux dans ses effets. Or, pourquoi le législateur de 1864 ne s'est-il pas préoccupé des coalitions entre les employés de l'État? C'est qu'à cette époque, le gouvernement avait la prétention d'être « un pouvoir fort ». Mais si l'État, dit le rapporteur de la commission, s'est réservé le monopole de la fabrication et de la vente des salpêtres, des poudres, des armes de guerre, du tabac et des allumettes, c'est qu'apparemment il y a un intérêt public à ce que l'État s'assure ce monopole.

L'industrie des transports par voie ferrée, par exemple, intéresse l'État au premier chef : d'abord, si les Compagnies ne font pas des bénéfices suffisants, l'État doit leur venir en aide, et c'est ce qu'on appelle les garanties d'intérêts. En outre, l'État exerce un contrôle sur les dépenses et sur l'élaboration des tarifs.

Une grève des employés de chemins de fer pourrait suspendre la vie du pays : il est inadmissible qu'on leur laisse un moyen de contrainte qui leur permettrait de réduire le gouvernement à merci.

D'ailleurs, dit le rapporteur, les gens qui s'engagent dans les exploitations publiques n'ignorent pas les avantages spéciaux que l'État leur assure. Ils ne doivent pas ignorer non plus les devoirs que leur crée cette situation privilégiée.

Les six grandes compagnies de chemins de fer, et l'État, pour son réseau, ont distribué en une seule année 43.526.000 francs de primes pour pensions de retraites, indemnités de maladies, etc.

Il faut remarquer, en outre, qu'une coalition d'employés de l'État est sans issue, puisque les crédits qui permettent de leur servir leurs traitements sont votés dans le budget et qu'il ne dépend pas de tel ou tel ministère de les augmenter.

Le rapporteur demande la préférence pour la proposition sénatoriale sur le projet gouvernemental. En effet, le projet Trarieux a le défaut de se référer à l'art. 51 de la loi de 1889 sur le recrutement de l'armée, en ce qui concerne la désignation des personnes à qui le droit de se coaliser doit être enlevé. En matière pénale, on ne doit pas procéder par voie de référence, mais au contraire désigner spécifiquement les personnes qui tombent sous l'application de la loi.

D'ailleurs, cette référence implique des lacunes : que doit-on décider à l'égard des employés qui n'ont pas encore tiré au sort, ou de ceux qui ont plus de 45 ans ? ou de ceux qui n'ont pas six mois de fonctions ou d'emploi ?

Le projet Trarieux dit : « Sera puni quiconque aura amené, etc. » Que fait-il de ceux qui sont en état de grève déclarée, sans avoir amené encore une suspension du service ?

La commission repousse aussi les trois amendements de M. Marcel Barthe qui prétend réglementer les associations entre patrons et ouvriers, et leur appliquer les articles 291-294 du C. pénal.

C'est la loi de 1864 qui domine la matière de la discussion, et nullement la loi de 1884.

Le projet Trarieux fut néanmoins voté par le Sénat

le 14 février 1896, mais il est peu probable qu'une majorité puisse se former à la Chambre en faveur de ce texte, dont le gouvernement s'est d'ailleurs désintéressé. (Retrait du projet par M. Ricard, garde des sceaux du ministère Bourgeois, le 30 janvier 1896, *Offic.*, p. 45.)

C'est aussi au projet Trarieux que je me rallie, car il fait seul la distinction qui me paraît nécessaire entre les employés de l'État-service public, et ceux de l'État-industriel, laissant à ces derniers le droit de se coaliser.

Cette distinction n'est en effet ni dans la proposition Merlin, ni dans le texte proposé par la commission, et qu'on trouvera dans nos Documents. Ce n'est que là où le principe même de la nationalité est en jeu, que le droit de former des coalitions peut être contesté. C'est la pensée de M. Trarieux, et c'est aussi, selon nous, la formule dont on doit s'inspirer dans toute cette discussion.

Quant aux *propriétaires non exploitants*, les uns leur refusent le droit d'entrer dans un syndicat, sous prétexte qu'ils n'ont pas de profession, mais ils ont des intérêts économiques très importants (art. 3 de la loi de 1884). — En outre, quelques-uns exploitent en régie, c'est-à-dire ont la direction de la culture, et par conséquent ont une profession. De plus, il y a un avantage sérieux à permettre l'entrée des syndicats à de grands propriétaires qui peuvent, grâce à leurs ressources financières, avoir de grandes initiatives et

faire progresser l'agriculture. (V. cependant en sens inverse P. Pic, *Tr. de législ. industr.*, p. 110.)

Cette solution a d'ailleurs été consacrée par la jurisprudence, voyez : Bordeaux, 4 juin 1897. Viticulteurs de la Gironde. *Rev , soc.*, 97. 474. — Comp. Cass., 5 janvier 1897, D. P., 97. 1. 120.

Ces différentes décisions judiciaires admettent que des personnes qui sont toutes propriétaires de vignes dans un même département peuvent valablement constituer un syndicat professionnel agricole, alors même que toutes n'exploitent pas personnellement.

J'en aurai fini avec les projets secondaires quand j'aurai cité, seulement pour mémoire, des propositions à caractère socialiste, telles que les propositions Basly, Groussier, Dejeante, cette dernière demandant l'abrogation de la loi de 1872 sur l'Internationale, et une proposition Lavy de 1891 (Ch., 1891.-832. n° 1366) qui exempte du timbre les sociétés de prévoyance créées par les syndicats professionnels.

Dissolution du syndicat

Un syndicat peut être dissous par les tribunaux ou se dissoudre volontairement. Certains auteurs, notamment Revon, pensent que le vote de la majorité suffit pour dissoudre le syndicat ⁽¹⁾. Je crois, au contraire, que le vote de l'unanimité est nécessaire : un seul

(1) V. Michel Revon : Les syndicats professionnels et la loi du 21 Mars 1884, p. 366.

membre suffit à représenter le syndicat. La jurisprudence a d'ailleurs consacré cette solution pour les communautés religieuses (D. 49. 1. 161), et il n'y a pas de raison de distinguer entre celles-ci et les syndicats. — Tous ceux qui pensent que les syndicats sont des établissements d'utilité publique et non des personnes morales privées sont conduits à exiger le vote de l'unanimité.

Pour la même raison, les biens du syndicat dissous doivent faire retour à l'État. Ce principe est consacré par la loi des 2-17 mars 1791, et par les art. 713 et 539 du C. Civ. Il se comporte cependant deux exceptions :

a) D'abord les biens provenant de dons ou legs doivent faire retour au donateur ou à ses représentants (art. 8 *in fine*, loi de 1884, et art. 12, loi du 12 juillet 1875 sur l'enseignement supérieur) ;

b) Les statuts du syndicat peuvent avoir réglé par avance l'affectation des biens acquis à titre onéreux, après la dissolution (art. 12 loi de 1875 précitée.)

Le principe du retour des biens du syndicat dissous à l'État a donné lieu à des critiques sévères. Michel Revon ne craint pas de dire que les concessions faites par la loi de 1884 aux associations avaient un but intéressé, que ce retour à l'État est un bon moyen pour se procurer des ressources en temps de gêne budgétaire. L'État avait déjà procédé de la même façon à l'égard des corporations (1). « Exécuteur testamentaire de la succession, l'État abuse étrangement de son mandat lorsqu'il la met dans sa poche. »

(1) V. Taine, la Révolution, I, p. 218-220.

Michel Revon est d'avis d'attribuer aux syndiqués eux-mêmes les biens qu'ils ont amassés par leur travail. C'est, d'ailleurs, la conséquence logique de l'idée d'après laquelle les syndicats ne sont que des personnes morales privées. Mais ce système a aussi un inconvénient : il est à craindre que l'attrait de l'argent ne pousse les syndiqués à dissoudre le syndicat peu de temps après sa constitution, pour se partager l'actif.

Entre le système du retour des biens à l'État et celui du partage de l'actif entre les membres, il y a place pour un troisième plus parfait : quand un syndicat disparaîtra, l'État devra transmettre son actif à un syndicat analogue. L'homme aime, en effet, s'attacher à quelque chose qui lui survive : il verra dans ces institutions à longue durée, et dont l'actif va toujours en augmentant, un précieux point d'appui dans la lutte de l'existence. Dans notre société contemporaine où la circulation des biens est très active, où le vent de la spéculation souffle parfois à outrance, on n'assurera le sort des classes inférieures qu'en développant le plus possible le nombre des fondations, des biens possédés par des collectivités, etc.

La solution que je demande est d'ailleurs contenue dans l'art. 10 de la loi du 15 juillet 1850 sur les sociétés de secours mutuels, — l'art. 15 du D. du 26 mars 1852, — et l'art. 7 de la loi du 24 mai 1825 sur les congrégations de femmes.

Je me prononce donc en faveur de la proposition

Dussaussoy (8 février 1895, Ch., Doc. parlam., n° 1164) dont voici les principales dispositions :

« ARTICLE 1^{er} : Tous les syndicats professionnels et régulièrement constitués pourront acquérir *tous immeubles* ou autres droits réels démembres de la propriété, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux et les aliéner librement. Ils pourront aussi recevoir des donations mobilières. »

L'ARTICLE 2 exige, pour que les acquisitions à titre gratuit soient valables, l'autorisation du préfet.

« ARTICLE 5 : En cas de dissolution, les biens mobiliers et immobiliers constituant l'actif syndical seront dévolus conformément aux dispositions contenues dans les statuts à cet égard. A défaut de clauses réglant la dévolution, *l'attribution des biens du syndicat dissous sera faite à un syndicat similaire* par le préfet du département, s'il se trouve dans le département un syndicat similaire, et par le ministre de l'intérieur dans le cas contraire. »

CHAPITRE IV

Des Unions de syndicats : Des Bourses du Travail et du
Placement syndical.

SECTION I. — Des Unions de syndicats

Non seulement les ouvriers et patrons appartenant à des industries similaires ou connexes ont le droit de se syndiquer, mais encore ils peuvent s'associer en quelque sorte au second degré et constituer des Unions de syndicats. Ce droit leur a été reconnu par l'article 5 de la loi du 21 mars 1884, article ainsi conçu :

« ARTICLE 5 : Les syndicats professionnels régulièrement constitués, d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles.

« Ces unions devront faire connaître, conformément au deuxième paragraphe de l'article 4, les noms des syndicats qui les composent.

« Elles ne pourront posséder aucun immeuble ni ester en justice. »

Pour les Unions de syndicats comme pour les syndicats eux-mêmes, le fait a précédé la loi. — En

effet, si nous remontons au Second Empire, nous trouvons des fédérations puissantes : la Fédération de la Sainte-Chapelle, composée de 18 chambres syndicales de patrons ; le Comité central avec 30 chambres ; surtout l'Union nationale de la rue de Lancry avec 70 Chambres.

Néanmoins, le droit pour les syndicats de se constituer en Unions n'a pas triomphé sans rencontrer une assez grande résistance. Les gens hostiles au vote de la loi eurent soin d'agiter aux yeux du Parlement l'épouvantail du drapeau rouge. Au Sénat, on fit remarquer que le danger qu'il y a à laisser se constituer d'immenses fédérations ouvrières serait notablement accru par le fait qu'elles pourront disposer du télégraphe et du téléphone, et qu'ainsi elles pourraient communiquer un mot d'ordre à des ouvriers répartis sur tout le territoire français.

On fit encore observer que la loi a interdit aux pouvoirs publics de correspondre entre eux et qu'il est absolument anormal et insensé de permettre à des syndicats professionnels ce que l'on a pris soin de défendre aux pouvoirs publics. On s'efforçait de démontrer que les Unions de syndicats seraient un cadre admirable et tout trouvé pour l'organisation des forces socialistes et révolutionnaires. Le législateur heureusement ne se laissa pas arrêter par ces arguments et il eut le bon esprit de ne pas partager toutes ces craintes vaines. — En effet, le péril collectiviste n'est pas si pressant qu'on veut bien le dire. Notamment il faut reconnaître que le socialisme n'a guère entamé

jusqu'à présent les masses rurales, et l'attrait que ces masses éprouvent pour la propriété (beaucoup de nos paysans sont petits propriétaires) sera pour elles longtemps encore un préservatif infaillible contre des théories trop subversives. Et, en admettant que le danger fût là, immédiat et menaçant, le gouvernement en viendrait très facilement à bout en usant des dispositions contenues dans l'article 9 de la loi du 21 Mars 1884.

A cela les ennemis des Unions répondaient : si les Unions ne sont pas dangereuses, à coup sûr elles sont inutiles. En effet, disait-on, quels intérêts communs peuvent bien avoir, par exemple, un ébéniste et un scieur de long ? Eh bien ! cependant ils en ont. Et la meilleure preuve que les Unions sont utiles, c'est que, comme les syndicats, elles se sont développées spontanément. Toutes les fois, en effet, qu'une institution naît d'elle-même, sans influences extérieures, on peut affirmer qu'elle a une raison d'être sociale.

Il se peut que des métiers tout à fait différents aient des intérêts communs. Comme le disait M. Hiéland dans son rapport au nom de l'Union nationale : « A côté des questions purement techniques, où la compétence des gens de métier est indispensable et suffisante, il en est d'autres et très nombreuses qui visent des intérêts communs à plusieurs corps d'état, quelquefois même à toute l'industrie d'une région et d'un pays : douanes, transports, apprentissage, travail des

enfants et des femmes, conseils de prud'hommes, accidents de fabrique (etc).⁽¹⁾ »

Aux orateurs qui dénonçaient dans les Unions de syndicats un véritable danger pour la paix sociale, le sénateur Edouard Millaud répondit d'une façon convaincante par des exemples empruntés à l'industrie lyonnaise. (*J. Off. Sénat, Déb. parl.*, 23 février 1884 (p. 46.)) M. Millaud disait notamment que, lorsque les tisseurs seraient disposés à se mettre en grève, et qu'ils consulteraient les apprêteurs, les détenteurs de métiers, et les teinturiers, ceux-ci leur tiendraient probablement ce langage : Vous allez nous causer un très grand préjudice, pesez mûrement vos résolutions, et si ce n'est pas absolument nécessaire, évitez la cessation de travail.

En Angleterre, ce sont les Trade Unions qui ont favorisé le développement des conseils d'arbitrage permanents du type Kettle et Mundella.

Et M. Millaud invoque une autorité qui ne sera pas suspecte à ceux qui reprochent à la loi de 1884 d'être trop libérale, c'est celle de M. le Comte de Paris, et à son livre classique sur les Associations professionnelles en Angleterre, il emprunte cette page remarquable :

« Ceux qui ont le plus à craindre l'explosion des
« passions populaires, sont les plus intéressés à les
« empêcher de fermenter dans l'ombre. Ils ne doivent

(1) Voir sur l'utilité des Unions de syndicats : Les syndicats professionnels, par Emile Reinaud, mémoire couronné par l'Académie de Nîmes (analysé dans Sirey, Bull. bibl., 1887, p. 54.)

« pas moins redouter la demi-liberté qui ne leur permet de répondre à des théories que par des théories, à des rêves chimériques que par des dissertations inopportunes sur des droits abstraits, qui ne laissant à tous un droit inutile de parole que pour leur refuser la pratique journalière de leurs affaires, empêche ce contact incessant où toutes les idées s'adoucissent et s'épurent. Elle ne favorise ainsi que le développement des opinions extrêmes. Ce demi-jour est d'autant plus dangereux qu'il fait bientôt illusion aux yeux affaiblis qui s'y habituent, comme font illusion, si je puis ici me permettre cette comparaison, les verres colorés à travers lesquels nous nous amusons parfois à regarder la campagne. La pleine et libre expression de l'opinion publique, sous toutes ses formes, peut seule répandre sur les questions politiques et sociales cette lumière éclatante comme celle du soleil, et composée comme elle de mille nuances diverses, sans laquelle on ne saurait les juger sagement. »

Le législateur de 1884 a donc eu raison en autorisant les unions de syndicats, tout en les soumettant à certaines conditions. En effet, il est à remarquer que les syndicats isolés n'ont que très peu d'influence, tandis qu'au contraire les Unions, qui comptent un grand nombre de syndicats parmi leurs membres, peuvent exercer une action très efficace sur les pouvoirs publics et sur le Parlement. — Et si le législateur n'avait pas prévu expressément la constitution des Unions, peut-être la pratique serait-elle arrivée à en

constituer indirectement, en faisant entrer par exemple dans un syndicat un autre syndicat à titre d'unité.

Voyons maintenant d'une façon très rapide les conditions de validité d'une Union de syndicats.

L'article 5, 2^e alinéa, exige comme condition de forme le dépôt des statuts et des noms des syndicats affiliés à l'Union. Nous avons vu que le principe des Unions de syndicats n'a pas triomphé sans résistance, et il est dans l'esprit de la loi de ne pas traiter les Unions mieux que les syndicats. Sans le dépôt des statuts et des noms des syndicats affiliés, le contrôle de l'autorité serait illusoire, et l'article 9 inapplicable.

Comme condition de fond, l'article 5 exige que les syndicats qui veulent faire partie d'une Union soient « régulièrement constitués d'après les prescriptions de la présente loi ».

Ici nous touchons à une première différence entre les syndicats et les Unions de syndicats.

Les Unions ne peuvent comprendre que des syndicats constitués conformément à la loi de 1884, c'est-à-dire des syndicats français. Au contraire, les syndicats peuvent recevoir des étrangers parmi leurs adhérents. En effet, lors de la discussion de la loi, on a beaucoup insisté sur le danger qu'il y avait à laisser se constituer de grandes fédérations ouvrières. Or, ce danger serait singulièrement plus grand si les syndicats étrangers pouvaient faire partie d'une Union. Aussi pourrait-on appliquer à ces syndicats étrangers

les peines édictées contre le fait d'affiliation à la Société internationale des Travailleurs.

Cette condition n'est pas indiquée expressément par la loi du 21 mars 1884, mais elle résulte implicitement des termes et de l'esprit de la loi.

En un mot, les Unions de syndicats sont plus rigoureusement nationales que les syndicats eux-mêmes.

Quant à l'objet que peuvent poursuivre les Unions, il doit être avant tout professionnel, et, en aucun cas, politique ni religieux.

Les administrateurs de l'Union doivent être français et jouir de leurs droits civils.

Il est cependant curieux de voir M. Michel Revon dans sa thèse très remarquable sur les syndicats professionnels, contester l'obligation pour les administrateurs des syndicats d'être français : « Quelques auteurs, dit M. Michel Revon (1), exigent en outre que les directeurs et administrateurs soient Français : en l'absence d'un texte, nous n'hésitons pas à repousser cette nouvelle exigence. » Je crois que cette opinion va directement à l'encontre de l'esprit de la loi. En effet, le législateur de 1884 a entendu n'accorder aux Unions qu'une partie des faveurs qu'il concédait aux syndicats. Or, il ferait au contraire une faveur aux Unions s'il n'exigeait pas de leurs administrateurs la qualité de Français, alors qu'il l'exige des administrateurs des syndicats. M. Michel Revon fonde son opinion sur ce que le projet d'abord voté par la Cham-

(1) Voir sa thèse sur les syndicats professionnels et la loi du 21 mars 1884 p. 333.

bre contenait cette disposition précise : « Les fondateurs de toute union devront remplir les formalités et les conditions prescrites par l'article 4 de la présente loi ; » or, ce paragraphe a disparu et même le texte actuel renvoie formellement au paragraphe 2 de l'article 4, et non aux autres.

Il m'a paru utile d'indiquer cette divergence importante. La majorité des auteurs s'accorde à reconnaître la nécessité pour les administrateurs des syndicats d'être français. Mais de l'indication de cette controverse, je tire la preuve que la loi du 21 mars 1884 est trop laconique en ce qui concerne les Unions. L'article 5 qui autorise les Unions est tout à fait insuffisant et quand nous en viendrons à la question des Bourses de Travail, nous aurons encore l'occasion de constater cette insuffisance.

Dans la loi de 1884, que trouvons-nous en ce qui les concerne ? Seulement cette disposition extrêmement brève de l'article 6 :

«... Ils (les syndicats professionnels) pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et demandes de travail... »

Il serait donc à désirer qu'une loi nouvelle vînt interpréter la loi de 1884 relativement aux Unions et donnât en ce qui les concerne une solution absolument claire et précise.

Chacun des syndicats affiliés à l'Union peut en sortir librement, tout comme un membre d'un syndicat peut en sortir. L'affiliation à une Union n'est pas plus obligatoire qu'elle ne l'est à un syndicat.

Nous avons déjà dit que les Unions avaient été l'objet au Parlement d'une certaine défiance.

Ce qui suffirait à le prouver, c'est que les Unions ne jouissent pas de la personnalité morale et c'est même là la différence caractéristique qui les sépare des syndicats. Les Unions sont des associations de fait jouissant d'une reconnaissance administrative. Elles peuvent acquérir des immeubles pour leurs réunions. Mais ces immeubles appartiendront en commun aux syndicats affiliés. Les Unions ne peuvent ester en justice (art. 5, loi du 21 mars 1884).

On peut les comparer à ce qu'était avant 1893 le Conseil général des facultés. Tandis que les Facultés avaient la personnalité morale, le Conseil général en était privé. Une Union de syndicats ne peut éluder les dispositions de l'art. 5 de la loi du 21 mars 1884, qui lui refusent la personnalité morale et le droit d'ester en justice, en soutenant qu'elle constitue un syndicat unique, alors qu'elle ne s'est pas conformée aux articles 3 et 4 de ladite loi. (Tribunal civil d'Albi, 12 mai 1897. Alibert. Droit, 7 août).

Les Unions ne peuvent faire le commerce, pas plus que les syndicats eux-mêmes. Mais elles peuvent essayer des créations qui feront le commerce, mais qui en seront distinctes.

Les Syndicats et les Unions peuvent bien acheter certains produits dans l'intérêt de leurs membres, et à condition de les revendre à prix coûtant, ou bien avec une faible majoration qui les indemniserait de leurs frais d'organisation, et c'est même là une pratique

qui est mise en large application par les syndicats agricoles et qui rend aux agriculteurs de très grands services ; mais, pour éviter les contestations, et pour mieux se conformer au vœu de la loi, il est préférable que les Syndicats et les Unions constituent à côté d'eux des sociétés coopératives qui du moins ne seront pas gênées par la prohibition de se livrer à des actes de commerce.

Nous avons donc pu constater au cours de cette rapide étude sur les Unions de syndicats que le principe de ces Unions n'avait triomphé au Parlement qu'après une assez longue résistance, et que la défiance à laquelle il s'est trouvé en butte dès l'origine n'a pas été sans laisser de traces dans la loi, que notamment le législateur de 1884 n'a pas cru devoir accorder aux Unions le bénéfice de la personnalité morale.

Aujourd'hui que treize années nous séparent du vote de la loi sur les syndicats professionnels, on peut, je crois, porter sur cette loi un jugement qui ne sera pas taxé de prématuré. On peut dire que les craintes auxquelles avait donné lieu le principe des Unions de syndicats n'ont été justifiées par aucun événement. Il y a bien eu l'affaire de la Bourse du travail de Paris, mais sa résistance a été brisée, et sa fermeture prononcée.

Les Unions, comme les syndicats, ont suivi une progression constante, et c'est là le meilleur argument qu'on puisse invoquer en faveur de la loi du 21 mars 1884. — Cette loi répond bien à un besoin réel, puisque un nombre toujours croissant d'associations se place chaque année sous sa protection.

Je crois qu'il est bon de reproduire ici une statistique que j'emprunte à l'Annuaire des syndicats professionnels (année 1896) et qui atteste le progrès constant des Unions de syndicats de 1884 à 1895.

MOUVEMENT
DES UNIONS DE SYNDICATS PROFESSIONNELS
DE 1884 A 1896

Années	NOMBRE DES UNIONS DE SYNDICATS				NOMBRE des Unions mixtes des syndicats professionnels (1)	TOTAUX
	Patronaux	Ouvriers	Mixtes	Agricoles		
1884	10	10	»	»	»	20
1885	12	13	»	»	»	25
1886	13	13	»	2	»	28
1887	16	15	»	7	»	38
1888	17	15	»	9	»	41
1889	18	16	»	8	»	42
1890	22	24	1	9	»	56
1891	22	27	5	9	»	63
1892	24	47	8	14	»	93
1893	29	61	»	16	»	117
1894	29	72	9	15	1	126
1895	38	79	9	17	»	143
1896	43	86	8	19	»	156

EFFECTIF DES UNIONS DES SYNDICATS

Années	Nombre de syndicats unis				Nombre des membres des unions			
	Patronaux	Ouvriers	Mixtes	Agricoles	Patronales	Ouvrières	Mixtes	Agricoles
1894	498	896	35 729	61.509	132 982	2.394	537.966	
1895	672	1.191	35 821	80.261	334.824	2.518	565.318	
1896	730	1.243	34 873	84.677	336.491	2.807	590.121	
Différence	en plus...	58	52	» 52	4.416	1.670	289	24.803
	en moins	»	»	1 »	»	»	»	»

(1) Ces unions comprennent à la fois des syndicats patronaux et des syndicats ouvriers.

Pour 1897, l'Annuaire des Syndicats, récemment publié, donne les chiffres suivants :

Unions de syndicats patronaux...	46
— — ouvriers.....	92
— — mixtes.....	8
— — agricoles.....	20
Total.....	<u>166</u>

Voici maintenant le nombre des syndicats unis :

Syndicats patronaux...	783
— ouvriers....	1.320
— mixtes.....	36
— agricoles....	1.006

Les unions patronales comprennent 89.046 membres

— ouvrières —	326.835	—
— mixtes —	3.395	—
— agricoles —	596.534	—

Peut-être ce développement des Unions de syndicats eût-il été encore plus grand si la loi du 21 mars 1884 s'était expliquée plus nettement en ce qui les concerne. Nous avons vu, en effet, que les articles 5 et 6 qui s'occupent des Unions sont insuffisants, et que la référence de l'article 5 au 2^e paragraphe de l'article 4, n'est pas sans créer quelques difficultés. Nous arrivons maintenant à la question des Bourses du travail.

SECTION II. — **Les Bourses du Travail** (1)

Qu'est-ce qu'une Bourse du Travail ? Le mot n'est pas prononcé dans la loi du 21 mars 1884. Est-ce à dire que les Bourses du Travail n'aient pas d'existence légale, comme on l'a parfois prétendu ? Non. — Une Bourse de Travail n'est en elle-même qu'un lieu de réunion, les syndicats y ont leur siège social, pouvant garder leur indépendance. Mais en réalité toutes les Bourses du Travail françaises ont constitué une fédération, une Union des syndicats. Dans son traité de Droit industriel (page 60), Bry voit l'origine des Bourses de Travail dans les stationnements publics d'embauchage, que les villes d'une certaine importance ont toujours autorisés sur certaines places déterminées. A Paris il n'y avait pas moins de 40 « places de grèves », fréquentées surtout par les ouvriers en bâtiment. Et c'est dans ces marchés du travail en plein air, qu'il faut voir l'origine de nos Bourses de travail contemporaines.

En fondant une Bourse de travail, les syndicats ne font qu'user de la liberté de coalition inscrite dans la loi de 1864, — de la liberté de réunion octroyée par la

(1) Bibliographie. — Voyez sur cette question : Les Bourses du travail, par de Molinari (Paris, libr. Guillaumin). — L'Annuaire des syndicats professionnels. — L'Annuaire de la Bourse du travail de Paris. — Le bulletin de l'Office du travail (depuis 1894).

Les Bourses du travail de G. de Molinari, par H. Saint-Marc. (Rev. d'économie politique, 1894 p. 996.) Traité de législation industrielle, par M. Paul Pic, p. 55 à 59. — Les syndicats ouvriers et la Bourse du travail, par Hacks (Illustration, n° du 8 juillet 1893).

loi du 30 juin 1881, et de la liberté d'association professionnelle que nous possédons depuis la loi du 21 mars 1884. Le principe des Bourses de travail n'est pas discutable. Cependant ces institutions ont pu donner lieu à des attaques assez vives, fondées sur ce qu'elles se sont laissées dominer par des meneurs révolutionnaires⁽¹⁾. C'est ainsi qu'au Congrès des Bourses de travail qui s'est tenu en 1893, à Toulouse, les Bourses ont émis la prétention de réclamer des subsides à l'État et aux communes, tout en refusant de leur rendre des comptes. De même encore, la Bourse de travail de Paris s'était affilié des syndicats irréguliers, c'est-à-dire n'ayant pas effectué le dépôt des statuts et des noms de leurs membres. Le gouvernement lui intima l'ordre de ne recevoir aucun syndicat irrégulier, à quoi la Bourse du travail répondit par un refus catégorique, et c'est ce qui motiva sa fermeture, en 1893.

Nous aurons à revenir sur l'affaire de la Bourse du travail de Paris et sur le Congrès de Toulouse, quand nous retracerons l'histoire des Bourses du travail de France, et que nous indiquerons quelle est actuellement leur situation légale, et quels sont les projets de réglementation en ce qui les concerne.

Mais auparavant il me paraît bon d'examiner ce que vaut en lui-même le principe des Bourses de travail. M. de Molinari insiste beaucoup sur cette idée qu'il y a un marché de travail, tout comme il y a un marché

(1) V. Mahaim, *Etudes sur les associations professionnelles*, p. 162 et suiv.

des valeurs et un marché des produits et des marchandises, et que pendant longtemps l'ouvrier s'est trouvé immobilisé dans un marché particulièrement étroit. Il arrivait parfois qu'un ouvrier ne trouvait pas d'emploi dans une localité où il y avait surabondance d'offre de travail, tandis que dans une localité peu éloignée de là, l'offre du travail manquait. L'apparition des chemins de fer vint améliorer cette situation. Le marché s'est agrandi et en raison de cet agrandissement, il s'est fondé des Bourses de travail comparables aux Bourses de valeurs et aux Bourses de marchandises. En 1846, le 20 juillet, le Courrier français adressait un appel aux ouvriers, dans lequel il faisait valoir l'avantage de la publicité du travail. Cet appel ne reçut pas un accueil très favorable. L'idée des Bourses de travail ne faisait que naître, elle n'était pas encore mûre pour l'application. Il fallait d'abord que le marché du travail prit de l'extension pour qu'on sentît la nécessité d'intermédiaires s'occupant de rapprocher les offres et les demandes de travail.

Or, l'unification des marchés de travail est en voie de réalisation. Il n'y a guère qu'aux États-Unis et en Australie, que l'importation du travail soit taxée ou prohibée, et nous savons que cette mesure est dirigée contre les Chinois dont l'immigration était tellement abondante qu'elle constituait un danger pour le travail national.

Mais sauf cette exception, l'adage : « Ubi bene, ibi patria », n'a pas cessé d'être l'expression de la réalité. Cependant il faut constater que certaines causes d'in-

sécurité pèsent sur cette situation d'intermédiaire dans le contrat de travail : d'abord la réglementation administrative. A Paris, le préfet de police peut, en vertu du 25 mars 1852, fermer du jour au lendemain un bureau de placement. Et c'est ce qui explique que les tenanciers de bureaux de placement, sont en général des gens assez peu recommandables et qui méritent en partie les critiques dirigées contre eux. Si le décret de 1852 avait été plus libéral, peut-être les gens sérieux n'eussent-ils pas hésité à mettre dans ces entreprises de publicité du travail leur activité et leurs capitaux, et de cette façon la question des bureaux de placement aurait singulièrement perdu de son acuité. A ces causes d'insécurité, il faut ajouter la concurrence du placement gratuit pratiqué par plusieurs institutions philanthropiques et par les municipalités, qui ont reçu de la loi du 5 avril 1884 le droit de s'occuper du placement. Il faut mentionner aussi la suppression dont les bureaux ont été l'objet en 1848.

Il est curieux de remarquer que, dans l'antiquité, le travail-esclave était beaucoup plus mobile que ne l'est aujourd'hui le travail libre. C'est que, dans l'antiquité, il y avait des marchands d'esclaves qui jouaient le rôle d'intermédiaires.

Mais aujourd'hui que les législations de tous les pays civilisés n'admettent que le louage de services temporaire, le rôle d'intermédiaire est devenu beaucoup moins lucratif et moins recherché, sans cesser cependant d'être utile. Et c'est pour cela qu'il serait bon d'organiser le crédit ouvrier sur des bases sérieuses,

pour que la fonction d'intermédiaire dans le contrat de travail ne cesse pas d'être exercée, et qu'employeurs et employés puissent y avoir recours lorsqu'ils en auront besoin.

Mais comment l'ouvrier qui n'a le plus souvent d'autre fortune que son travail de tous les jours, pourra-t-il offrir des garanties au placeur? Eh bien! la garantie que les ouvriers ne peuvent fournir, les syndicats et les Trade Unions, pourront la fournir collectivement si ces institutions ne veulent pas s'occuper elles-mêmes du placement de leurs adhérents, elles peuvent constituer des mutualités de crédit qui assurent au placeur la rémunération de ses services et le remboursement de ses avances pour frais de transport, par exemple, notamment quand le bureau de placement est en même temps agence d'émigration. La garantie collective consistera dans les cotisations des adhérents et nous savons que, pour certaines Trade Unions, ces cotisations sont arrivées à constituer un capital de plusieurs millions. Le placeur qui ne pourra se faire payer de l'ouvrier se retournera contre le syndicat, quitte à celui-ci à se retourner contre l'ouvrier, et il aura même contre lui des moyens de contrainte particuliers, notamment l'expulsion et la mise à l'index.

De même, à mesure que la petite industrie fera place à la grande (et il y a même là toutes les apparences d'une évolution nécessaire), il est à souhaiter que les banques populaires Schultze-Delitzsch et Raiffeissen qui prêtent à de petits commerçants et à de petits industriels, prêtent à l'avenir aux ouvriers. Par

tous ces moyens on arrivera peut-être à constituer un marché général du travail, un marché aussi étendu que le marché des marchandises ou celui des valeurs. Quand on en sera là, les intermédiaires feront connaître aux ouvriers les localités où l'offre de travail est surabondante, et celles où elle est en déficit, et de cette façon les crises seront évitées.

Quand le prix du travail sera fixé d'une manière impersonnelle, comme le taux de l'intérêt, le patron ne pourra plus abuser de sa supériorité sur l'ouvrier, pressé parfois par la nécessité d'accepter du travail à des conditions quelconques, et, d'autre part, l'ouvrier ne pourra plus se dire exploité par le patron. Il ne sera plus alors question ni de *sweating-system*, ni des abus auxquels donne lieu le marchandage.

Cette idée de la constitution d'un marché général pour le travail comme pour les valeurs et les produits conduit M. de Molinari à des réflexions analogues à celles de M. Emile Durkheim, dans sa thèse si remarquable sur la Division du travail, et qui élargissent singulièrement la question. L'extension du marché économique a amené les peuples à sentir davantage la dépendance mutuelle dans laquelle ils se trouvent les uns par rapport aux autres. Cette transformation purement économique va entraîner une transformation politique, et il est permis de croire qu'aux États du type militaire, succéderont, comme le prévoyait H. Spencer, des États appartenant au type industriel, et que dans un avenir plus ou moins long, nos descen-

dants pourront saluer l'avènement des États-Unis d'Europe.

Grâce à l'extension du marché économique, grâce à l'internationalisation des capitaux, beaucoup de gens sont intéressés à la prospérité des pays étrangers et se sentent en quelque sorte citoyens du monde entier. « Le réseau des intérêts solidaires va se développant d'une manière continue, et le jour n'est pas éloigné où l'on s'apercevra qu'ils ont acquis, dans leur progression silencieuse, la puissance nécessaire pour imposer la paix ⁽¹⁾ ».

L'existence d'un marché général du travail aura non seulement pour effet d'équilibrer la demande et l'offre du travail, mais encore, d'après M. de Molinari, de conduire au progrès des institutions politiques par la facilité qu'auront les individus opprimés par un mauvais gouvernement, de passer d'un pays dans un autre : « *Patria, ubi bene est* ». Mais il faut remarquer que certaines institutions qui sont pourtant créées en faveur de l'ouvrier peuvent lui enlever une partie de cette mobilité, dont M. de Molinari a montré les précieux avantages. Et parmi ces institutions on peut citer les diverses combinaisons qui ont pour but de rendre les ouvriers propriétaire de leur habitation, par exemple au moyen du paiement d'une somme qui représente outre le prix de la location, l'amortissement d'une partie du capital.

J'en ai fini avec les considérations générales et j'a-

(1) De Molinari, les Bourses du travail, p. 190.

joute qu'il est difficile d'envisager la question des Bourses du travail d'une façon plus haute et plus philosophique que l'a fait M. de Molinari.

Il convient cependant de remarquer encore que les Bourses de travail sont issues du mouvement syndical. Puisque la loi de 1864 a reconnu le droit de coalition, la loi du 30 juin 1881, le droit de réunion, et la loi du 21 mars 1884 le droit de constituer des groupements professionnels, il est très naturel que les syndicats ouvriers aient la prétention de se réunir dans un local commun pour se concerter sur les intérêts généraux de la profession, sur le taux des salaires, sur les conditions du travail, sur les grèves à organiser et aussi pour faciliter l'embauchage.

L'article 1^{er} du Décret du 7 décembre 1895 définit ainsi le rôle de la Bourse du travail de Paris, et cette définition pourrait être étendue à toutes les Bourses de travail.

« ARTICLE I. — La Bourse du travail de Paris, ainsi que ses annexes, a pour objet de faciliter les transactions relatives à la main-d'œuvre au moyen de bureaux de placement gratuits, de salles d'embauchage publiques, et par la publication de tous les renseignements intéressant l'offre et la demande de travail. Il y est annexé des bureaux mis à la disposition des syndicats ouvriers et des salles pour les réunions corporatives. »

L'article 5 du Décret décide que les patrons, ouvriers et employés de toute profession, y auront libre accès, qu'ils soient syndiqués ou non et d'une façon générale

quiconque aura une demande ou une offre de travail à faire.

Il me reste maintenant à donner le tableau général des Bourses du travail en 1897, et j'emprunte cette statistique à l'Annuaire des syndicats professionnels, 9^e année, 1897. (Voir pages 168 et 169).

Les Bourses du Travail ne sont pas seulement des offices de renseignements pour les demandes et les offres de travail, ce sont aussi des unions de syndicats qui ont pour but de défendre tous les grands intérêts communs, et aussi d'organiser des réunions, des conférences, des bibliothèques, des cours professionnels, des caisses de grève et des caisses de secours.

La plupart des Bourses n'admettent dans leur sein que des syndicats ouvriers. C'est un tort, et nous verrons plus loin l'avantage qu'il y aurait à ce qu'elles admettent aussi des syndicats patronaux.

Il s'est tenu, en 1893, à Toulouse, un congrès des Bourses de travail qui a malheureusement manifesté des tendances presque révolutionnaires. Sur les 40 Bourses qui existaient en 1893 en France, 23 s'y trouvaient représentées avec 750 syndicats. Le congrès avait pour but de perfectionner l'organisation fédérative des syndicats, et, pour atteindre ce but, il a décidé d'adopter les moyens suivants :

Constitution d'une caisse nationale de grève et création de caisses locales pour toutes les Bourses ; organisation générale des Chambres syndicales ou des groupes coopératifs ; constitution fédérative de métiers

similaires ; jonction de tous les syndicats ouvriers et de tous les groupes d'études spéciales au congrès syndical corporatif qui devait se tenir à Paris au mois de juillet suivant ; création d'un organe fédératif ⁽¹⁾.

Le congrès a décidé, en outre : 1° qu'un projet de loi serait présenté aux Chambres pour déclarer d'utilité publique les Bourses du travail ; 2° que la création d'une Bourse de travail serait obligatoire dans toute commune où les syndicats ouvriers en feraient la demande, mais sous la réserve expresse que la direction de ces établissements appartiendra exclusivement aux Chambres syndicales et que le gouvernement et l'administration communale n'y auront aucune part.

Mais les Bourses de travail semblent ne pas comprendre que si elles refusent ainsi toute immixtion au gouvernement et à la municipalité, elles perdent par là même le droit de leur réclamer une subvention. C'est ainsi que la Bourse du travail de Paris, installée pour tant dans un immeuble communal qui n'avait pas coûté moins de trois millions et qui recevait une subvention annuelle de 100,000 francs, avait émis la prétention d'admettre dans son sein des syndicats irréguliers, c'est-à-dire n'ayant pas effectué le dépôt des statuts ni des noms de leurs membres ⁽²⁾.

(1) V. au sujet du congrès des Bourses de travail à Tours la Rev. polit. et parlam., 1896, IV, p. 163 et 164.

(2) Une circulaire avait posé aux syndicats cette question : « Avez-vous une loi qui autorise votre constitution ? » Voici quelques-unes des réponses recueillies dans l'Annuaire de la Bourse du travail de 1889 :

Les billardiers : non ; les brossiers pour peinture : Nous avons repoussé la

Michel Revon, dans sa thèse déjà citée sur les syndicats professionnels (p. 398), s'appuie sur ces diverses déclarations pour affirmer que la loi du 21 mars 1884 n'a en aucune façon accéléré le mouvement syndical. D'après lui, les syndicats n'ont fait, depuis la loi nouvelle, que continuer leur petite vie intérieure, avec quelques facilités de plus. Cette assertion est plus que contestable, mais ce qui est certain, c'est que le gouvernement ne peut tolérer que des associations contrôlent les actes du législateur et n'obéissent aux lois qu'autant que celles-ci leur paraissent conformes à leurs idées.

Le gouvernement a donc bien agi en ordonnant, en juillet 1893, devant la rébellion ouverte de la Bourse du travail de Paris, la fermeture de cet établissement (1).

On trouvera à la fin de cette thèse, dans les Documents, quelques considérants d'un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine, du 10 août 1893, qui pourraient jeter un certain jour sur cette question.

Après la tentative de résistance de la Bourse du

loi ; les charpentiers : Oui, nous nous y sommes conformés, mais elle est imparfaite et aurait besoin d'être remaniée, mais par qui ? Par ceux qui l'ont bâclée. Inutile alors ! Les coupeurs de cols de cravate : Nous avons déclaré et déclarons ne pas accepter la loi, vu qu'elle est faite contre les syndicats et au profit du patronat ; les ébénistes : Nous sommes tolérés et nous repoussons avec mépris la loi de 1884 et toute loi entravant la liberté du groupement ; les employés : Nous repoussons la loi sur les syndicats, et nous ne nous y sommes jamais conformés ; les ferblantiers : la loi Waldeck-Rousseau ! nous ne nous y soumettons pas ; les forgerons : Oui la société l'a toujours repoussée avec mépris, la considérant comme policière etc.

(1) Sur l'interpellation relative à cette mesure et sur le discours de M. Dupuy, président du Conseil, v. *Officiel*, n° du 10 juillet 1893.

TABLEAU général des Bourses

DÉPARTEMENTS	VILLES	DATE de la fondation	FRAIS d'installation supportés par les budgets municipaux	SUBVENTION annuelle	
				municipale	départementale
			fr.	fr.	fr.
Allier	Commentry	1896	»	300	»
Alpes Maritimes	Nice	1893	9.500	7.000	»
	Narbonne	1893	»	2.500	»
Aude	— Indépendante ..	1896	»	»	»
	Carcassonne	1896	»	2.000	»
Bouches-du-Rhône	Aix	1896	»	»	1.800
	Marseille	1888	33.000	20.000	6.500
Charente	Angoulême	1893	1.000	1.540	1.000
Côte-d'Or	Cognac	1892	»	700	»
	Dijon	1893	»	5.200	»
Doubs	Besançon	1893	»	2.500	»
	Romans	1896	»	»	»
Drôme	Valence	1896	»	600	200
Gard	Nîmes	1887	27.138	3.000	1.000
Haute-Garonne	Toulouse	1890	15.600	10.820	»
Gironde	Bordeaux { Municipale ..	1890	16.600	3.800	»
	Indépendante ..	1890	»	»	»
Hérault	Montpellier	1890	4.700	4.700	1.000
	Béziers	1890	4.000	3.500	1.000
Ille-et-Vilaine	Rennes	1893	1.270	6.000	»
Indre-et-Loire	Tours	1891	500	4.000	500
Isère	Grenoble	1894	4.000	2.600	»
Loire	Saint-Etienne	1889	13.000	22.600	»
Haute-Loire	Le Puy	1893	1.500	»	»
Loire-Inférieure	Nantes	1893	5.000	4.000	»
	Saint-Nazaire	1892	»	1.000	»
Lot-et-Garonne	Villeneuve-sur-Lot	1892	100	»	»
	Angers	1892	1.300	3.200	»
Maine-et-Loire	Cholet	1891	400	»	»
	Saumur	1893	500	1.000	»
Haute-Marne	Chaumont	1894	»	»	»
Nièvre	Nevers	1895	600	2.000	200
Pas-de-Calais	Boulogne-sur-Mer	1892	1.000	750	»
Pyrénées-Orientales ..	Perpignan	1893	900	3.000	»
Rhône	Lyon	1894	55.524	24.700	»
Saône-et-Loire	Chalon-sur-Saône	1896	»	300	»
Sarthe	Le Mans	1895	15.900	3.500	»
	Boulogne	1893	»	»	»
Seine	Clichy	1896	»	»	»
	Issy-les-Moulineaux	1895	»	»	»
	Paris	1887	2.872.372	154.100	»
Seine-Inférieure	Rouen	1896	»	»	»
Seine-et-Oise	Versailles	1896	»	»	»
Deux-Sèvres	Niort	1896	»	1.000	»
Somme	Amiens	1896	»	»	500
Var	Toulon	1889	534	4.000	»
Haute-Vienne	Limoges	1896	16.000	8.500	»
Alger	Alger	1892	4.500	7.250	1.000
Oran	Oran	1895	1.200	600	2.500
TOTAUX		49	3.407.638	322.260	17.900

du Travail en 1897

SYNDICATS adhérents		DIFFÉ- RENCES		EFFECTIFS des syndicats adhérents		DIFFÉRENCES		PLACEMENTS en 1896				OBSERVATIONS
en 1886	en 1897	en plus	en moins	en 1896	en 1897	en plus	en moins	Demandes	Offres	Effectués		
				en 1896	en 1897					à dé- meure	en extra	
2	2	»	»	770	778	8	»	»	»	»	»	
19	19	»	»	2.539	2.048	»	511	3.489	1.005	818	129	
6	8	2	»	307	336	29	»	1.700	1.400	300	100	
»	4	4	»	»	157	157	»	225	180	50	120	
»	5	5	»	»	269	269	»	»	»	»	»	
»	11	11	»	»	613	613	»	512	127	30	»	
73	76	3	»	13.129	10.624	»	2.505	9.587	7.127	8.858	»	
9	11	2	»	600	480	»	120	295	148	136	»	
15	16	1	»	594	604	10	»	1.007	903	944	»	
15	23	8	»	1.520	1.992	472	»	1.996	546	840	»	
23	21	»	2	1.427	1.497	70	»	1.330	717	296	»	
8	9	1	»	480	512	32	»	»	»	»	»	
9	9	»	»	440	344	»	96	320	170	125	30	
6	7	1	»	195	223	28	»	850	435	400	»	
56	60	4	»	4.900	4.621	»	279	»	»	2.753	»	
28	31	3	»	2.002	6.622	4.620	»	5.664	2.725	2.513	»	
24	25	1	»	2.167	1.173	»	994	665	581	580	»	
25	28	3	»	1.058	1.153	95	»	1.612	820	765	121	
25	18	»	7	1.451	695	»	756	1.300	1.100	200	900	
19	19	»	»	3.127	2.578	»	549	4.075	1.961	1.636	»	
14	19	5	»	1.838	2.615	777	»	2.750	1.607	1.338	»	
24	31	7	»	3.211	5.994	2.783	»	1.406	693	678	»	
33	31	»	2	3.204	2.954	»	250	941	598	542	20	
5	5	»	»	153	142	»	11	»	»	»	»	
29	42	13	»	2.325	3.300	975	»	2.543	2.032	1.965	4.292	
13	13	»	»	1.673	1.552	»	121	636	274	193	»	
7	5	»	2	137	97	»	40	»	»	»	»	
29	24	»	5	3.000	2.137	»	863	1.970	839	792	»	
6	5	»	1	945	2.498	1.553	»	580	347	258	40	
10	10	»	»	291	291	»	»	549	354	243	»	
6	6	»	»	855	802	»	53	»	»	»	»	
7	8	1	»	510	2.080	1.570	»	»	»	»	»	
12	11	»	1	1.746	1.542	»	204	2.297	792	760	»	
10	15	5	»	672	361	»	111	419	252	209	»	
62	64	2	»	8.492	8.897	405	»	6.251	3.138	2.269	50	
6	5	»	1	255	238	»	17	130	102	7	86	
19	23	4	»	1.691	1.983	295	»	3.243	525	485	»	
5	5	»	»	286	286	»	»	670	275	90	482	
2	2	»	»	110	117	7	»	»	»	»	»	
1	1	»	»	100	100	»	»	»	»	»	»	
165	193	28	»	66.243	81.166	14.923	»	»	»	»	»	
21	21	»	»	1.703	1.703	»	»	1.353	82	55	25	
11	12	1	»	340	433	93	»	63	47	13	28	
10	17	7	»	762	591	»	171	60	50	28	»	
6	7	1	»	1.160	1.730	570	»	»	»	»	»	
21	18	»	3	940	644	»	296	475	»	188	»	
30	30	»	»	3.625	3.625	»	»	1.657	600	542	»	
13	15	2	»	1.456	1.262	»	194	3.299	1.822	1.626	900	
7	7	»	»	298	224	»	74	2.301	1.237	1.038	127	
946	1.047	125	24	144.727	166.886	30.354	8.215	68.220	32.611	33.553	7.450	

travail de Paris, le Conseil d'État a élaboré un règlement qu'il a soumis à la signature du Président de la République en juin 1894, et qui indique quel doit être le véritable but des Bourses de travail ⁽¹⁾.

Puis est intervenu le décret des 8-11 novembre 1895 ⁽²⁾ qui ne réglemente que la Bourse du travail de Paris, mais qui pourrait être étendu, sauf certaines modifications, à la France entière. On en trouvera le texte dans les Documents, mais il est bon d'indiquer ici l'esprit de ses principales dispositions.

L'article 1^{er} définit le placement gratuit qui cherche à supprimer le placement rémunéré. A la Bourse sont annexés des bureaux mis à la disposition des syndicats.

L'article 2 pose en principe que les seuls syndicats pouvant avoir entrée dans la Bourse sont ceux qui sont légalement constitués. C'est la condamnation des prétentions émises en 1893 d'admettre des syndicats même irréguliers ⁽³⁾.

(1) V. *Bulletin du travail industriel*, 1894, p. 211.

(2) V. *l'Officiel* du 11 décembre 1895.

(3) Cette décision du décret de 1895 a été préparée en quelque sorte par la jurisprudence antérieure, témoin cette décision du 26 janvier 1894 Paris (*Revue des sociétés*, 94 I, 295 et *Annales de droit commercial*, 1895, p. 344), d'après laquelle le dépôt des statuts et des noms de tous les administrateurs prescrit par l'art. 4 de la loi de 1884 est une formalité essentielle dont aucun syndicat n'est exempt et que rien ne saurait remplacer; ainsi les syndicats ouvriers adhérents à la Bourse du Travail de Paris n'ont pu légalement s'en affranchir sous prétexte que, ayant été mis en possession officielle de la Bourse, ils avaient pu se considérer comme dûment reconnus.

Mais, en sens inverse, un syndicat ne peut, sous prétexte qu'il n'a pas rempli les conditions de publicité qui lui sont imposées, se dérober aux engagements contractés envers les tiers (*Dal.*, 86, I, 171 et *Annales de droit commercial*, 1886-87, p. 415).

Les demandes d'admission sont adressées au préfet de la Seine. Dans leur demande, les syndicats doivent s'engager à se conformer aux décrets et règlements qui régissent la Bourse.

La salle d'embauchage est ouverte aux ouvriers et patrons, syndiqués ou non.

L'article 10 institue une commission consultative de vingt membres, dont dix délégués des syndicats, six représentants du Conseil municipal, deux représentants nommés par la préfecture, deux nommés par le ministre du Commerce. Le ministre du Commerce peut dissoudre la commission. Celle-ci donne son avis sur les questions soumises par la préfecture. Elle peut cependant avoir l'initiative sur l'admission dans un syndicat, sur les réclamations des personnes admises dans la Bourse. Elle présente un rapport sur le fonctionnement de la Bourse au point de vue matériel.

Maintenant, il reste à faire pour les Bourses du travail de province ce qui a été fait pour celle de Paris. Il faut absolument préciser leur situation et leur donner une réglementation générale, qui a été promise, d'ailleurs, il y a trois ans, par M. Raynal, ministre de l'intérieur (1).

Ce n'est qu'à ce prix qu'on pourra éviter ces discussions si regrettables entre l'Administration et les Bourses du travail, discussions qui ont toujours l'in-

(1) V. *Journal Officiel*, Ch., Déb. parlam., séance du 10 février 1894.

convénient de soulever, ou tout au moins de diviser, la population ouvrière.

Il est bon maintenant de jeter un coup d'œil sur l'étranger et de rechercher si l'on y trouve des Bourses du travail. On en trouve, en effet, dans le Grand-Duché du Luxembourg ; en Suisse, à Genève ; en Belgique, à Anvers, Liège, Vervins et Bruxelles.

Dans le Luxembourg, une Bourse fut instituée par arrêté du gouvernement grand-ducal, en date du 19 novembre 1892. Elle présente ceci de remarquable, c'est que tous les établissements de poste coopèrent à son service, qui a pour objet la transmission des offres et des demandes de travail entre les patrons et les ouvriers.

La Bourse du travail comprend :

1° La Bourse générale, qui correspond à toute l'étendue du Grand-Duché ;

2° Une Bourse particulière, qui ne comprend que le ressort d'un bureau de poste quelconque.

Les demandes et offres de travail sont affichées dans tous les bureaux de poste, dans toutes les stations de chemin de fer, et les listes en sont distribuées tous les samedis dans tous les hôtels, restaurants et cafés.

En Suisse, nous trouvons la Bourse du travail de Genève. Elle a été créée aux frais de l'État. Le conseil d'administration est composé de quinze membres, dont quatre nommés par le gouvernement et les onze autres par les onze sections du conseil des prud'hommes à raison de un par section.

En Belgique, la Bourse du travail de Liège est sub-

ventionnée par les institutions philanthropiques, tandis que les autres Bourses de Belgique sont soutenues par les syndicats ouvriers et les municipalités, et elle a d'autant mieux réussi qu'elle n'a aucun caractère politique.

Le matériel comprend deux registres spéciaux destinés à l'inscription, l'un de l'offre, l'autre de la demande de travail. A ces deux registres est joint un index des professions, classées par ordre alphabétique. Pour faciliter la marche des opérations, le bureau dispose d'une série de trois cartes. La première (carte A) est double, elle est confiée à l'ouvrier qui doit la remettre au patron. La première moitié renseigne sur le numéro d'inscription du porteur, ses nom, prénoms, le lieu et l'année de la naissance, la mention s'il est ou non en possession de certificats et la désignation de l'emploi qu'il postule. Sur la deuxième moitié qui doit être retournée au bureau par le patron : le numéro d'ordre du porteur, l'avis d'agrément ou de non-agrément du postulant. Pour renseigner le bureau, il n'y a qu'à rayer, suivant le cas, deux des mentions imprimées sur la demi-carte à retourner :

Je l'ai engagé.

Je ne l'ai pas engagé.

L'emploi est toujours vacant.

L'emploi n'est plus vacant.

La seconde carte (carte B) sert à informer les intéressés des maisons où ils peuvent trouver de l'occupation ; la troisième carte (carte C) à informer le bu-

reau de l'occupation que l'ouvrier a pu trouver, lorsqu'il s'en procure hors ville.

Indépendamment de cette distribution particulière, une distribution générale du travail a lieu vers midi et demi, c'est-à-dire lorsque les trois grands journaux de la ville sont parus. Devant les ouvriers assemblés, il est fait l'appel de toutes les places vacantes, chacun choisit ce qui lui convient, et il est ensuite procédé comme il a été dit précédemment.

Si les ouvriers présents ne répondent pas aux offres reçues, on envoie une carte B à ceux qu'on suppose sans emploi.

Puis on publie dans les journaux et l'on affiche dans tous les quartiers de la ville les tableaux d'offres et de demandes de travail, mis tous les jours au courant du mouvement de la Bourse.

Je crois que ce n'est pas commettre une digression que de parler maintenant des Bureaux et organes de statistique du travail, qui complètent d'une façon très heureuse l'œuvre des Bourses du travail. En France, le règlement d'administration publique du 19 août 1891 a donné mission à *l'Office du Travail* « de recueillir, coordonner et publier toutes les informations relatives au travail, notamment en ce qui concerne l'état et le développement de la production, l'organisation et la rémunération du travail, ses rapports avec le capital, la condition des ouvriers, la situation comparée du travail en France et à l'étranger ».

L'office du Travail peut fournir les renseignements

les plus précieux aux différentes Bourses de travail. Celles-ci s'occupant de rapprocher l'offre et la demande de travail, il est clair que l'Office du travail pourra leur fournir d'excellentes indications sur l'état du marché. Et de fait, des relations très suivies se sont établies entre l'Office et les Bourses de Travail.

La publication de l'Office du Travail s'appelle *Bulletin de l'Office du Travail*. Elle paraît depuis 1894 ⁽¹⁾.

En Espagne, un Décret royal du 9 août 1894 a organisé au Ministère l'intérieur un service spécial de statistique du travail.

En Angleterre, il existe une Commission Royale du Travail. En 1893, on a créé en outre un « Labour département ».

En Allemagne, s'est ouvert le 1^{er} novembre 1894, à Nuremberg, un bureau de renseignements fondé et dirigé par les ouvriers de la localité, sans subvention ni de la ville, ni de l'Etat. Ce bureau s'appelle Secrétariat ouvrier du Travail.

En Belgique, un arrêté royal du 12 avril 1895 détermine les attributions de l'Office du Travail qui a été institué le 12 novembre 1894 et qui a les mêmes attributions que dans les autres pays. Le Ministère du Travail fonctionne aussi comme Office du Travail (Voir l'Annuaire des législations étrangères, 1895, p. 427.)

(1) L'organisation de l'Office du Travail vient d'être modifiée par un Décret du 6 juin 1897.

En Suisse, le Secrétariat du Travail a des attributions qui peuvent le faire considérer comme un Office du Travail.

Aux États-Unis, le Massachusetts fut le premier État qui créa un Office du Travail en 1869. Cet exemple fut suivi par d'autres, et aujourd'hui on compte trente États qui ont des bureaux de ce genre.

Il nous reste à dire quelques mots de l'organisation internationale de la statistique du travail. En effet, au Congrès international de législation du travail, tenu à Bruxelles en septembre 1897, on a discuté la question suivante :

Est-il désirable que des rapports internationaux s'établissent entre les Offices du travail et qu'on réorganise internationalement la statistique du travail ?

Les Congressistes se sont prononcés pour l'affirmative et ne se sont séparés que sur les moyens pratiques de réaliser cette organisation.

L'utilité d'une statistique comparée n'est guère contestable. — Actuellement chaque pays dresse ses statistiques d'après des procédés différents, de sorte que toute comparaison risque d'être inexacte, sinon impossible.

Comme l'a fait remarquer M. Waxweiler, chef de bureau à l'Office du travail belge et auteur d'un rapport très documenté sur la question qui nous préoccupe, il convient tout d'abord de s'entendre, entre gouvernements, sur la terminologie usitée dans les travaux des statistiques.

Ainsi, dans le cas où une fonderie et un atelier de

construction sont compris dans un même bâtiment, dira-t-on qu'il y a un ou plusieurs établissements industriels ? C'est sur de telles questions qu'il faudrait s'entendre, pour que l'on pût comparer avec quelque chance d'exactitude des statistiques dressées dans des pays différents. — Un grand progrès serait réalisé en ce sens, si les statisticiens des différents pays prenaient l'habitude d'indiquer au public la méthode qu'ils ont suivie et d'étiqueter en quelque sorte leur travaux.

Mais quelle sera l'institution qui reliera les Offices du travail des différents États, et qui s'occupera spécialement de statistique comparée ?

Cette institution sera-t-elle officielle ou privée ? Il est certain, comme le disait von Neumann-Spallart, lors de la fondation de l'Institut international de statistique, que « les gouvernements ne consentiront « jamais à reconnaître à des délégués d'autres pays « le droit de fixer les formules et même l'organisation « de la statistique officielle. »

D'ailleurs, la statistique du travail étant une science toute jeune, elle a peut-être tout à gagner à la libre concurrence des méthodes scientifiques.

Pour le moment, nous n'avons qu'un vœu à formuler, celui de voir les Offices du Travail réaliser entre eux une certaine entente au moyen de conférences périodiques, où ils enverront des délégués, et aussi en

se faisant représenter aux Unions de l'Institut international de statistique ⁽¹⁾.

J'en arrive ainsi à la question du Placement syndical dont je fais ma III^e Section. Cette question me paraît, en effet, mériter une place à part. Je serai cependant obligé de la traiter assez brièvement, car elle pourrait faire à elle seule l'objet d'une thèse.

SECTION III. — Du placement syndical (2)

Le placement syndical n'est qu'une des faces de la question générale du placement des ouvriers, mais comme certains esprits considèrent que le placement syndical, c'est-à-dire le placement gratuit, doit remplacer un jour ou l'autre le placement rémunéré, il importe de voir ce qu'il y a de fondé dans cette idée, et, à cette occasion, de traiter dans ses grandes lignes, la question tout entière du placement ouvrier.

Sous l'ancien régime, le placement des travailleurs était effectué par la confrérie, sorte de société de secours mutuels, avec caractère religieux, que l'on trouvait dans chaque corps de métier.

Les sociétés du campagnonnage s'occupaient aussi

(1) Voir sur cette question : L'organisation internationale de la statistique du travail, par Emile Waxweiler (7^e question discutée en septembre 1897 au Congrès de Bruxelles) ; et Revue d'Economie politique, 1897, p. 1061-1063).

(2) V. : Bry Traité de Droit industriel, p. 58 à 61. —

Pic : Traité de législation industrielle p. 317 à 322. —

Beauregard : Les bureaux de placement (le Monde économique, 13 Mai 1892.)

du placement de leurs membres. Les compagnons ambulants trouvent de l'ouvrage dans les villes du tour de France, à l'auberge de « la mère, » où les maîtres laissent leur adresse avec l'indication du nombre et de la qualité des ouvriers qu'ils veulent.

Très anciennement il existait aussi des agences de publicité pour les travailleurs non incorporés. Après la Révolution, le souvenir des corporations et de leurs abus empêche de créer des bureaux de placement. L'État donne du travail aux ouvriers sans occupation, mais ce travail fait sans surveillance est particulièrement improductif.

Sous le Consulat, le régime des bureaux de placement devient celui de l'autorisation préalable avec privilège. (Ordonnance du préfet de police du 20 pluviôse an XII.)

Un décret du 8 mars 1848 pose le principe de la gratuité des bureaux de placement à la charge des municipalités.

Puis nous arrivons au Décret du 25 Mars 1852 qui est encore en vigueur aujourd'hui. Ce Décret exige pour toute création de bureaux de placement une permission spéciale délivrée par l'autorité municipale, dans les départements, à Paris, par le préfet de police.

Cette autorisation administrative est accordée à un nombre assez restreint d'individus et constitue presque pour ceux qui en bénéficient un véritable monopole. Ce contrôle de l'autorité n'a d'ailleurs pas empê-

ché la constitution de bureaux clandestins que l'on accuse d'exploiter les gens qui ont recours à eux.

On reproche aux bureaux payants deux choses : d'abord de faire payer trop cher leurs services, et d'exiger des avances, — et en second lieu, d'être intéressés à procurer de mauvaises places.

Ces critiques ont donné lieu à la création, depuis 1875, d'une Ligue pour la suppression des bureaux de placement qui a provoqué de nombreux projets de réformes. Parmi ces projets, les uns réclament la liberté du placement, les autres demandent que les bureaux payants soient remplacés dans certain délai, cinq ans par exemple, par des bureaux purement gratuits organisés par les syndicats, les communes et les sociétés de bienfaisance.

Le 7 juillet 1889, MM. Mesureur et Millerand déposèrent une proposition de loi, d'après laquelle les bureaux de placement, entreprises de spéculation, disparaîtront à mesure que les syndicats ou les Bourses du travail placeront gratuitement les ouvriers. (7 juillet, Ch., Annexes p., 963, n° 2912, — rapport sommaire défavorable d'Albert Ferry, 14 mars 1889 — Annexes, p. 684-2603.)

Actuellement le placement est effectué par les bureaux payants et institués conformément au Décret du 25 mars 1852 ; par les bureaux municipaux, (en effet la loi municipale du 5 avril 1884 a donné aux communes le droit de créer des bureaux gratuits) ; par les bureaux de renseignements organisés par les syndicats, en vertu de l'article 6 de la loi du 21 mars

1884, — par les mutualités : compagnonnage, sociétés de secours mutuels, œuvres d'assistances, patronages confessionnels.

Le placement, parfois aussi, est direct et a lieu sans intermédiaire. Ce genre de placement est facilité par les avis d'offres et demandes d'emploi qu'on trouve encore dans certains journaux, par les stationnements publics d'embauchage, qu'on trouve encore dans certaines villes.

Il faut ajouter que les employés et domestiques se placent souvent « par connaissance, » avec l'aide de l'épicier ou du boulanger. Les débitants de vins rendent un service analogue aux ouvriers, et comme ces intermédiaires ne se font pas payer, on peut dire que c'est là un mode de placement direct.

Nous avons vu, lorsque nous avons signalé la création de la Ligue pour la suppression des bureaux de placement, qu'un grand mouvement d'opinion s'était formé dans le but d'enlever au placement tout caractère professionnel pour lui donner au contraire un caractère gratuit et philanthropique.

Mais les bureaux de placement payants ont conservé de puissants défenseurs, notamment M. Yves Guyot, qui a écrit dans la *Revue politique et parlementaire* de 1894 un remarquable article intitulé : De la suppression des bureaux de placement, et dont il convient, je crois, de rappeler les idées générales. M. Yves Guyot fait d'abord connaître les dispositions les plus saillantes du Décret du 25 mars 1852 ; le tarif des droits de placement est fixé, il ne peut

être augmenté ni diminué. Ce droit n'est dû au placeur qu'autant qu'il a procuré un emploi et ne lui est définitivement acquis qu'après un délai déterminé pour chaque bureau, par l'arrêté d'autorisation. Toute contravention est punie d'une amende de 1 à 15 francs et d'un emprisonnement de 5 jours au plus, ou d'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, le maximum est toujours appliqué au contrevenant.

L'autorité municipale peut toujours retirer la permission aux titulaires des bureaux de placement qui auraient encouru une de ces condamnations. — En huit ans, le nombre des placeurs supprimés par la préfecture de police a été de 26 sur 317, soit 1 pour 100, et trois par an.

Quelles raisons peut-on donner en faveur du maintien des bureaux de placement payants ? On peut dire d'abord qu'en les supprimant, on n'empêchera pas la création de bureaux clandestins qui échapperont à toute surveillance, et que dès lors il vaut mieux les réglementer que les prohiber.

En outre, si l'on examine les chiffres donnés par l'Office du Travail pour l'année 1891, on voit que les bureaux payants ont effectué des placements dans la proportion de 84 pour 100. — Ainsi, malgré la concurrence du placement gratuit, malgré les critiques qu'on dirige contre eux, les $\frac{4}{5}$ des placements se font par leur intermédiaire, et cela, dit M. Yves Guyot, s'explique tout simplement par ce fait que les sociétés de bienfaisance, les bureaux municipaux, etc., sont

des amateurs de placement, et non des professionnels.

Mais les bureaux de placement ont à lutter contre un préjugé encore très répandu : c'est celui qui consiste à croire que tout service qui ne se traduit pas par la livraison d'un objet matériel ne mérite pas de rémunération. Et l'on ne songe pas que si les bureaux payants ne rendaient aucun service, la concurrence du placement gratuit les aurait depuis longtemps éliminés.

Et, d'ailleurs, n'est-ce pas une illusion que l'idée du placement gratuit ? Croit-on qu'un service est gratuit, quand ce sont les contribuables qui paient ? La Bourse du travail de Paris n'est-elle pas installée dans le palais du Château-d'eau, qui a coûté trois millions et ne reçoit-elle pas une indemnité de 100,000 fr. par an ? Et les membres des syndicats ne doivent-ils pas payer des cotisations ?

D'autre part, le placement par les municipalités aurait des inconvénients qu'il est facile de prévoir. Un placeur doit prendre des renseignements sur les serveurs et sur les maîtres. Il n'enverra pas de femme de chambre dans telle maison, dit plaisamment M. Yves Guyot, parce que Madame est jalouse et que Monsieur lui en donne le droit. Se représente-t-on un maire se livrant à de pareilles investigations sur la vie et les mœurs de tous ses administrés ? Ne voit-on pas qu'il y aurait là une cause de chantage ? et que le maire en refusant de placer des gens qu'il supposerait n'être pas de son opinion pourrait éliminer des adversaires ? Et quand, au lieu de proposer le placement

par les municipalités, on demande le placement par les syndicats, il est aisé de comprendre que le but que poursuivent ces réformateurs, c'est la main-mise des syndicats sur le placement, de manière à rendre le syndicat obligatoire et alors on peut retourner contre cette conception, et avec beaucoup plus de force encore, toutes les critiques qu'encourent nos syndicats actuels, bien qu'ils soient libres et volontaires. On a vu le syndicat des verriers de Rive-de-Gier se mettre en grève parce que l'ouvrier Darçon, qui avait refusé de se syndiquer, avait cependant été employé à la verrerie Richarme. On ne peut donc raisonnablement proposer de confier aux seuls syndicats le soin de s'occuper de placement, car c'est alors que l'expression « Tyrannie syndicale » ne serait plus un vain mot.

La question des bureaux de placement est venue devant la Chambre des députés cette année même. De nombreuses propositions de loi ont été déposées et la discussion a abouti au vote d'une loi dont nous ferons connaître plus loin le texte (1).

Trois systèmes étaient en présence :

1° Celui consistant dans la liberté complète laissée aux bureaux de placement payants, en supprimant l'autorisation, et en n'exigeant plus qu'une simple déclaration pour être placeur. Ce système n'est guère soutenable, car il aggraverait notablement les abus des bureaux payants ;

(1) V. Bulletin de l'office du travail, numéro d'avril 1897, p. 270 et de mai 1897, p. 333.

2° Le système consistant dans la suppression des bureaux de placement autorisés, soit immédiatement (projet de MM. Dumay et Coutant) soit dans un délai de deux ans (projet Dejeante-Vaillant) soit dans un délai de cinq ans (projet de M. Georges Berry et de la commission);

3° Le système consistant à modifier la réglementation des bureaux payants et à les laisser exister en concurrence avec les bureaux gratuits. C'est la proposition de M. Guillemin, à laquelle le gouvernement s'est rallié et que la Chambre a voté sauf quelques modifications. Voici le texte adopté par la Chambre ⁽¹⁾.

ARTICLE 1^{er}. — Le placement des ouvriers et employés des deux sexes est assuré : 1° par les bureaux de placement gratuits ; 2° par les bureaux de placement payants.

TITRE I. — Bureaux gratuits

ARTICLE 2. — Ne sont soumis à aucune autorisation seuls les bureaux de placement gratuits créés par les municipalités, par les syndicats professionnels ouvriers, patronaux ou mixtes, les Bourses de travail, les compagnonnages, les sociétés de secours mutuels, les associations charitables et les sociétés de bienfaisance.

(1) Voir *Journal officiel*, Débats parlementaires, Ch., séances des 19 et 24 mars, 2 et 9 avril 1897.

ARTICLE 3. — Les bureaux de placement gratuits énumérés à l'article précédent sauf ceux qui sont créés par les municipalités, sont astreints au dépôt d'une déclaration préalable effectuée à la mairie de la commune où ils sont établis. La déclaration devra être renouvelée à tout changement de local du bureau.

ARTICLE 4. — Dans chaque commune, un registre constatant les offres et les demandes de travail et d'emplois sera ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public.

ARTICLE 5. — Sont exemptées du droit de timbre les affiches imprimées ou non, concernant exclusivement les offres et les demandes de travail et d'emplois, et apposées soit par les bureaux de placement gratuits, soit par les intéressés.

ARTICLE 6. — Tout gérant ou employé d'un bureau de placement gratuit, qui aura perçu une rétribution quelconque à l'occasion du placement d'un ouvrier ou employé, sera puni des peines prévues à l'article 14 ci-dessous.

ARTICLE 7. — Nul ne pourra tenir un bureau de placement sous quelque titre et pour quelques professions que ce soit, sans une autorisation spéciale, délivrée par l'autorité municipale et qui ne pourra être accordée qu'à des personnes d'une moralité reconnue, jouissant de leurs droits civils et politiques.

Les possesseurs actuels de bureaux de placement ont un délai de trois mois pour demander ladite autorisation.

ARTICLE 8. — L'autorité municipale surveille le bureau de placement afin d'y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions d'hygiène et la loyauté de la gestion. Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet et règle le tarif des droits qui pourront y être perçus.

Elle est tenue de communiquer au Conseil municipal un rapport trimestriel sur le fonctionnement de ces bureaux de placement.

Le rapport sera envoyé au Ministre du commerce et de l'instruction.

ARTICLE 9. — Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement.

Cette disposition n'est pas applicable aux bureaux de nourrices, qui restent régis par les lois et règlements spécialement actuellement en vigueur.

A partir de la promulgation de la présente loi, les placeurs ne pourront plus faire la vente des fonds de commerce.

ARTICLE 10. — La perception d'un droit d'inscription préalable et le versement de toute avance sont interdits.

Les droits de placement sont fixés par profession et acquittés moitié par le patron et moitié par la personne placée.

ARTICLE 11. — Les droits de placement ne sont dûs qu'après un placement réellement effectué et qui aura duré, pour chaque profession et suivant l'usage des

localités, un temps déterminé par l'autorité municipale.

ARTICLE. 12. — Les tarifs et l'arrêté d'autorisation de chaque bureau sont affichés ostensiblement dans le local dudit bureau.

La mairie de chaque localité dresse et fait afficher un tableau des tarifs des différents bureaux de placement.

ARTICLE 13. — Toute offre moyennant rétribution d'un emploi imaginaire (ou non vacant), faite sous quelque forme que ce soit, toute manœuvre d'un placeur ayant pour but de faire perdre à l'employé la place qu'il lui aurait procurée seront punies des peines portées à l'article 405 du Code pénal.

Tout placeur qui se sera entremis pour adresser des personnes en quête d'emploi, même majeures, à des maisons de débauche, sera puni des peines portées à l'article 334 du Code pénal.

ARTICLE. 14. — Toute infraction aux articles 7, 9, 10 et 11, ainsi qu'aux règlements faits en vertu de l'article 8, sera punie d'une amende de 16 à 100 francs, et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum de l'une de ces deux peines sera toujours appliqué au délinquant lorsqu'il aura été prononcé contre lui, dans les douze mois précédents, une première condamnation pour infraction à la présente loi.

Ces peines sont indépendantes des restitutions et

dommages-intérêts auxquels pourront donner lieu les faits imputés au gérant.

Les tribunaux pourront ordonner que les jugements de condamnation, prononcés par application de cet article et de l'article 13, soient, par extraits ou littéralement, publiés dans les journaux qu'ils désigneront ou affichés aux portes du bureau de placement et de la mairie, et ce, toujours aux frais du condamné.

ARTICLE 15. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues à la présente loi.

ARTICLE 16. — L'autorité municipale peut retirer l'autorisation :

1° Aux individus qui auraient encouru ou viendraient à concourir l'une des condamnations prévues par l'article 15, paragraphes 1, 3, 4, 5, 6, 14 et 15, et par l'article 16 du Décret du 2 février 1852.

2° A ceux qui seraient condamnés à l'emprisonnement ou au maximum de l'amende pour infraction à la présente loi.

« ART. 17. — Les pouvoirs ci-dessus conférés à l'autorité municipale seront exercés par le préfet de police pour Paris et le ressort de sa préfecture, et par le préfet du Rhône pour Lyon, et les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 24 juin 1851.

« ART. 18. — Les règlements émanés de l'autorité municipale en vertu des dispositions qui précèdent ne sont exécutoires qu'après l'approbation du préfet. Il

en est de même des retraits d'autorisation et des fermetures de bureaux par application de l'article 16.

En cas de refus d'autorisation par le maire, ou à défaut de réponse de celui-ci dans le mois qui suivra la demande, l'autorisation pourra être accordée par le préfet, sur la réclamation de l'intéressé. Un règlement d'administration publique réglera les détails de la présente loi.

« ART. 19. — Il n'est pas dérogé par la présente loi aux lois et règlements concernant les bureaux de placement de nourrices.

« ART. 20. — Sont et demeurent abrogés le Décret du 25 mars 1852 et toutes dispositions contraires à la présente loi ».

La Chambre des députés a donc eu bien raison de laisser subsister le placement rémunéré à côté du placement gratuit. Et il est très probable que le Sénat suivra la Chambre dans la voie où elle est entrée. En effet, le placement gratuit n'est pas encore en mesure de remplacer le placement rémunéré. Ainsi malgré les critiques dont les bureaux de placement ont été l'objet, malgré les abus dont ils ont pu aussi se rendre coupables, ces bureaux reçoivent beaucoup plus de demandes de placement que les bureaux gratuits. La raison en est que les municipalités, les syndicats, les associations qui font du placement gratuit se bornent le plus souvent à des inscriptions d'offres ou de demandes sans les solliciter, tandis que les tenanciers de bureaux payants sont intéressés à procurer des emplois aux

travailleurs, puisqu'ils ne pourront guère toucher de rémunération qu'à cette condition.

On peut faire une autre objection aux partisans du placement gratuit, c'est qu'ils demandent la suppression des bureaux payants, mais sans jamais parler d'indemnité. La Chambre a eu raison de ne pas entrer dans la voie de la suppression, qui eut constitué une véritable expropriation. On a rappelé à cette occasion qu'on a pas donné d'indemnité aux tenanciers des bureaux de recrutement pour les remplacements militaires, sous l'Empire, et on a tiré la conséquence que les bureaux de placement n'en méritent pas davantage.

Mais il n'y a pas d'analogie entre ces deux sortes de bureaux. D'autre part si l'on est décidé à accorder des indemnités, c'est un crédit de plusieurs millions qu'il faut demander aux Chambres, et la réforme a dès lors beaucoup de chances d'être ajournée.

La Chambre a compris qu'elle était la vraie solution: il fallait laisser subsister le placement rémunéré et le placement gratuit, l'un et l'autre se servant de correctifs. Le placement par les syndicats qu'un certain nombre de gens réclament, se heurte à de grandes difficultés. En effet, les ouvriers n'aiment pas s'adresser aux syndicats patronaux, ils craignent de compromettre leur indépendance, et de leur côté, les patrons n'aiment pas avoir recours aux syndicats ouvriers, car ceux-ci prétendent imposer un tarif de salaires absolu et leur enlever le choix des employés qu'ils désirent placer suivant l'ordre de leurs inscriptions.

La solution de la difficulté consisterait peut-être dans la création d'une Chambre syndicale mixte, composée de patrons et d'ouvriers. Mais on ne peut songer à confier aux seuls syndicats le soin du placement. Il faut absolument laisser coexister les deux modes fondamentaux du placement, qui sont le placement gratuit et le placement rémunéré. La Chambre l'a bien compris et a voté la loi dont j'ai donné le texte. Reste à savoir maintenant l'accueil que lui fera le Sénat ⁽¹⁾.

(1) Dans sa séance du 27 janvier 1898, le Sénat a adopté le projet de loi en première délibération. (Voir le Journal officiel du 28 janvier 1898.)

En 2^e délibération, il a modifié les articles 8, 10, 13 et 18 (Voir le Journal officiel des 17 et 18 février 1898.)

CONCLUSION

Je ne sais si je suis parvenu à faire de cette thèse ce que je voulais qu'elle fût : un plaidoyer en faveur de l'association professionnelle libre. Comme l'a si bien dit Renan⁽¹⁾ : « Nos grandes sociétés abstraites ne
« sont pas suffisantes pour répondre à tous les ins-
« tincts de sociabilité qui sont dans l'homme. Lais-
« sez-le mettre son cœur à quelque chose, chercher
« sa consolation où il la trouve, se créer des frères,
« contracter des liens de cœur. Que la main froide
« de l'État n'intervienne pas dans ce royaume de liberté.
« La vie, la joie ne renaîtra dans le monde, que quand
« notre défiance contre les *collegia*, ce triste héritage
« du droit romain aura disparu ».

Il est toujours intéressant de rappeler comment les associations professionnelles se sont développées en France, comment elles ont forcé les pouvoirs publics à les reconnaître et à les laisser vivre sous le régime de la « tolérance administrative. »

Rien n'est curieux comme cette révolte des mœurs

(1) V. les Apôtres, p. 363 et suiv.

contre les lois, et nous devrions en tirer la conviction que les seules lois véritablement bonnes sont celles qui reflètent le plus exactement possible les tendances et les aspirations d'un peuple.

L'individualisme a de grands mérites, mais il ne doit pas être trop absolu, car il contient en germe toutes les inégalités. Il lui faut un correctif, et ce correctif, c'est l'association.

Sous l'ancien régime, les différences dans les conditions sociales tenaient à ce que tous n'avaient pas les mêmes droits : les hommes de la Révolution pensèrent supprimer ou atténuer ces différences en donnant à tout le monde l'aptitude libre aux fonctions de citoyens.

« Plus tard, dit M. Thaller ⁽¹⁾, un revirement s'est
« produit beaucoup moins dans la poursuite de la fin
« elle-même que dans la vertu de l'expédient. On cons-
« tata que cette liberté, tant exaltée d'abord permet-
« tait à quelques-uns de s'élever quand les autres res-
« taient rivés à la chaîne ; par elle se reconstituait ce
« classement contre lequel on avait entendu s'insur-
« ger. De là un mécompte : une fraction de la démocra-
« tie brisa l'idole, et recherchant l'égalité à tout prix,
« l'égalité non plus dans l'exercice des moyens, mais
« l'égalité de résultats, impérative ennemie de la li-
« berté, versa dans le socialisme ⁽²⁾ ».

(1) V. Annales de Droit commercial, 1892, p. 270 : De la place du commerce dans l'histoire générale.

(2) V. aussi dans l'ouvrage de De Laveleye : Le gouvernement dans la démocratie, (I. p. 276 et s.), le petit chapitre intitulé : Pourquoi dans la démocratie les hommes préfèrent l'égalité à la liberté.

Pour ma part j'estime que la solidarité et l'association pourront faire disparaître l'antinomie que j'ai relevée entre la liberté et l'égalité.

A ce sujet, il est même curieux de remarquer que sous l'ancien régime, le régime corporatif qui avait d'ailleurs tant d'inconvénients, avait du moins l'avantage de rendre la situation des ouvriers plus certaine et plus stable que ne l'est aujourd'hui celle des ouvriers qui vivent à l'écart de toute association (1).

Quant à la loi du 21 mars 1884, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de la modifier de fond en comble; il suffira d'y apporter les changements que les nécessités futures réclameront. Le législateur, les tribunaux devront chercher surtout à tenir la balance égale entre patrons et ouvriers et empêcher que le péril syndical, dont on a tant parlé, ne devienne une réalité.

Mais la loi de 1884, dans son esprit et ses dispositions générales, me paraît suffisante. Comme le disait M. Waldeck-Rousseau, dans sa circulaire déjà citée : « Les pouvoirs publics, en aucun temps, en aucun pays, n'ont donné une plus grande preuve de confiance et de sympathie aux travailleurs », et je crois pouvoir affirmer que de longtemps ils n'auront pas besoin de faire de nouvelles concessions.

La loi du 21 mars 1884 a réalisé un progrès, mais elle n'a fait que tracer la voie dans laquelle doit s'engager la législation de l'avenir.

(1) V. Mahaim. — Etudes sur l'association professionnelle, page 50. — Revue des Deux-Mondes, 1^{er} octobre 1896.

Il reste en effet, à réorganiser sur des bases plus libérales le droit d'association en général,

« Le principe sur lequel repose la législation française actuelle est que le droit d'association ne peut s'exercer que sous la surveillance et avec l'autorisation du gouvernement. Ce principe a été, avec raison, critiqué, il déshonore le droit français ». (Garraud, *Traité de Droit pénal français*, t. IV, p. 155.)

Ce sera le mérite de la loi du 21 mars 1884 d'avoir permis de constater, sur le terrain professionnel, ce qu'on peut attendre de l'union et de l'entente entre les hommes. Mais nous n'avons pas encore tiré du principe d'association toute la force qu'il contient, et ce sera au *xx^e* siècle à terminer l'œuvre commencée, et à faire proclamer ce droit d'association libre que tant de bons esprits réclament⁽¹⁾.

Mais il faut aussi pour cela une évolution des mœurs et c'est à la sagesse publique à préparer une liberté à laquelle le législateur n'aura qu'à donner sa consécration.

(1) V. notamment : Villey, *traité d'Economie politique*, p. 78 à 83.

DOCUMENTS

DOCUMENTS

LOI DU 21 MARS 1884

sur

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés la loi des 14-17 juin 1791, et l'article 416 du Code pénal.

Les articles 291, 292, 293, 294 du Code pénal et la loi du 18 avril 1834 ne sont pas applicables aux syndicats professionnels.

ARTICLE 2. — Les syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, pourront se constituer librement, sans l'autorisation du gouvernement.

ARTICLE 3. — Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

ARTICLE 4. — Les fondateurs de tout syndicat professionnel devront déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction.

Ce dépôt aura lieu à la mairie de la localité où le syndicat est établi et à Paris à la préfecture de la Seine.

Ce dépôt sera renouvelé à chaque changement de la direction et des statuts.

Communication devra être donnée par le Maire ou par le Préfet de la Seine au Procureur de la République.

Les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration et de la direction de ce syndicat devront être Français et jouir de leurs droits civils.

ARTICLE 5. — Les syndicats professionnels régulièrement constitués, d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles.

Ces unions devront faire connaître, conformément au deuxième paragraphe de l'article 4, les noms des syndicats qui les composent.

Elles ne pourront posséder aucun immeuble ni ester en justice.

ARTICLE 6. — Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice.

Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations.

Toutefois ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle.

Ils pourront sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites.

Ils pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail.

Ils pourront être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité.

Dans les affaires contentieuses les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties qui pourront en prendre communication et copie.

ARTICLE 7. — Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante.

Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des Sociétés de secours mutuels et de pension de retraite pour la vieillesse, à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations et des versements de fonds.

ARTICLE 8. — Lorsque des biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus et le prix en sera déposé à la caisse de l'association. Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants ou à leurs héritiers ou ayants-cause.

ARTICLE 9. — Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux pourront, en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6.

En cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualité des administrateurs ou directeurs, l'amende pourra être portée à 500 francs.

ARTICLE 10. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Elle est également applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

Toutefois, les travailleurs étrangers et engagés sous le nom d'immigrants ne pourront faire partie des syndicats.

LISTE DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOIS MODIFICATIFS DE
LA LOI DU 21 MARS 1884 SUR LES SYNDICATS PROFES-
SIONNELS.

1^{er} Projets qui touchent aux principes fondamentaux :

a) *D'abord au principe de liberté*

Proposition Bovier-Lapierre (Ch. Doc., oct. 1886-1224. Votée par la Ch. le 20 mai 1890 (J. Off., Annexes, p. 205, n° 137.

Représentée à la Chambre le 5 nov. 1891 (Ch. 1891, 2641, n° 1698) et rapport de la commission (Ch. 91, 2121, n° 1786).

Discutée et votée à la Chambre du 19 mars au 4 avril 1892 (cf. Réf. soc. 1892, 2, 318 et J. Off. 1892, Ann. p. 319, n° 95, et Ann., p. 378, n° 160).

La proposition Bovier-Lapierre, reproduite à chaque législature par ses auteurs, est régulièrement repoussée par le Sénat.

On la trouve encore en 1895 (V. J. Off., 1895, Ch. Doc. parlem., n° 1617, p. 2439).

La proposition Lachize a le même but que la précédente. V. J. Off. 1890, 19 nov., Ann. Ch. p. 102, n° 46, rapp. somm. Lagrange, 6 février 1891, p. 219, n° 333, et prise en considération le 10.

La proposition Bozérian (1888, Sénat, 15-25 mars, rejet) a pour but de réprimer les atteintes au libre-exercice de l'industrie.

La proposition Dumay, 20 oct. 1891 (Ch. 91, 2504, n° 1608); rapp. somm. favorable de M. Le Senne, au 10 décembre.

(Ch. 1891, 2922, n° 1787), se propose de tenter l'abrogation des articles 414, 415 C. Pénal, qui frappent les manœuvres et les violences dans les coalitions ou les grèves.

La proposition Jules Guesde organise la grève générale par la volonté de la majorité des ouvriers d'une usine (8 février 1895. Ch., 135, n° 138), rapportée défavorablement par André Lebon, le 15 mars (433, n° 525).

Deux propositions de Marcel Barthe au Sénat (texte rectifié le 22 juin 1894, Sénat, Doc. parlem., p. 173, n° 131), pour assurer la faculté de sortie des membres et interdire aux syndicats de s'occuper de questions politiques ou religieuses.

Le projet de loi de MM. Mesureur et Ricard a pour but de réprimer les atteintes aux droits reconnus par la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels (J. Off., séance du 4 février 1896, p. 167).

Le projet Leygues modifie la proposition Bovier-Lapierre en rétablissant l'égalité entre les patrons et les ouvriers. (J. Off., Sénat, Déb. parlem., séance du 7 juillet 1893, p. 1070).

b) *Projets qui touchent au principe d'ÉGALITÉ entre patrons et ouvriers.*

Proposition de M. de Mun (1895), tendant à modifier la législation des syndicats dans un sens favorable aux syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers et à la reconstitution de la corporation chrétienne de l'ancien régime, avec prédominance des patrons (Dép., 25 nov. 1895, Ch., Doc. parlem., n° 1625).

c) *Projets qui touchent à l'idée de LÉGALITÉ.*

Ici, trois catégories de projets :

1° Ceux qui tendent à supprimer la déclaration ;

2° Ceux qui se proposent la réglementation des Bourses du travail ;

3° Ceux qui sont relatifs aux bureaux de placement.

1° D'abord ceux qui tendent à supprimer la déclaration :

Proposition Goblet, du 21 décembre 1891, Sén., 91, 832, n° 196 ; rapp. somm. favor. De Verninac du 22 janvier 1892. Sén. 92, 73, n° 13, et projet du gouvernement, 16 janvier 92, Ch., 1892, 98, n° 1880.

(Articles de MM. Heurtaux-Versaveaux, dans la Réforme sociale, 1891, I, p. 191, et P. Daresté, dans la Revue des Deux-Mondes, V, 817.)

Proposition Basly et Lamendin, tendant à réviser la loi de 1884 (Dép., 12 nov. 1895. Doc. parlem., n° 1606).

Proposition Jaurès, portant modification aux lois sur l'arbitrage et les syndicats professionnels (Dép., 21 nov. 1895. Doc. parlem., n° 1616. Off., p. 1487. Urgence déclarée, p. 2437).

L'objet commun de ces deux propositions émanées du groupe socialiste est d'affranchir les syndicats de toute ingérence administrative, même au moment de leur constitution, d'accroître leur capacité juridique et leurs moyens d'influence, sinon de pression sur les non syndiqués.

A l'idée de légalité se rattache aussi la proposition Dusaussoy (8 février 1895, Ch., Doc. parlem., n° 1164) relative à la capacité des syndicats de devenir propriétaires d'immeubles et de recevoir des donations immobilières, ce droit étant considéré comme un moyen d'assagir les syndicats.

2° Sur la réglementation des Bourses du Travail, voyez le projet de réglementation élaboré par le Conseil d'État (Bulletin du travail industriel, 1894, p. 211) et le Décret du 7 décembre 1895 (Off. du 11 décembre 1895), dont on trouvera le texte plus loin.

3° En ce qui concerne les bureaux de placement :

Proposition Mesureur et Millerand, d'après laquelle les bureaux de placement disparaîtront à mesure que les Bourses du Travail ou syndicats placeront gratuitement les ouvriers (7 juillet 1888, Ch. ann., p. 963, n° 2912, rapp. somm. défavorable. Alb. Ferry, 14 mars 1889. Ann. p. 684).

Proposition de MM. Dumay et Mesureur, 1892 (rapp. Ant. Dubois, du 9 avril. Ch. p. 974, n° 2067, tendant à conférer aux syndicats le privilège du placement des ouvriers par la suppression de l'industrie des placeurs (Econom. franç., 1892, II, 776, et 803).

En mars et avril 1897, la question du placement est revenue devant la Chambre. Plusieurs propositions étaient en présence :

Proposition de loi de M. Coutant.

Proposition de M. Mesureur sur le placement gratuit.

Proposition de M. Georges Berry, tendant à la suppression des bureaux de placement par extinction.

Projet de loi déposé par le ministre du commerce.

Proposition de M. Guillemin tendant au maintien des bureaux payants à côté des bureaux gratuits. C'est cette proposition qui a été votée, avec quelques modifications, par la Chambre. (V. J. Offic., Ch., Déb. parlem., séances des 5, 12, 19, 24 mars, 2 et 9 avril, et Bulletin de l'Office du Travail, avril 1897, p. 270, et mai 1897, p. 333.)

2° Projets secondaires (1)

Projets relatifs à la question des anciens ouvriers

Projet du gouvernement (Ch., 2 juin 1891, 1370, n° 146) modifiant la loi de 1884 en autorisant la formation de syndi-

(1) Je réunis sous ce titre des projets qui cherchent à modifier la capacité des syndicats professionnels.

dates dont d'anciens ouvriers seraient membres. (Rapport. J. Gaillard, du 23 décembre. Ch., 91., 3021, n° 1840.)

Projet tendant à autoriser l'adjonction d'anciens ouvriers dans les syndicats, adopté par la Chambre le 3 mars 1892, transmis au Sénat le 22 novembre. (Ann., p. 513, n° 26.)

Proposition Sembat, 20 janvier 1894. (Ch., 84, n° 290.) Rapport. A. Lebon au nom de la Commission du Travail, 3 mars, 283, n° 439. A pour but d'admettre dans le syndicat des personnes ayant exercé la profession pendant cinq ans au moins et ne l'ayant pas quittée depuis plus de dix ans. (Bulletin de l'Office du travail, 1894, Commission du travail, p. 121 et 190.)

Projets relatifs aux employés de l'État

La proposition MERLIN, du 21 décembre 1894 (Sén., 1895, Doc. parlem., n° 121), est ainsi conçue :

ARTICLE PREMIER. — Sera punie d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'une amende de 16 à 500 francs, toute coalition de la part des ouvriers ou employés des autres exploitations de l'État, des agents des compagnies de chemins de fer, pour faire cesser, suspendre ou empêcher le travail, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de 2 à 5 ans.

ART. 2. — Toute provocation à commettre le délit ci-dessus spécifié sera punie d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans, et d'une amende de 100 fr. à 3.000 fr.

ART. 3. — L'article 463 C. Pén. est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi.

Voici maintenant le texte du projet Trarieux (Sénat, 4 mars 1895, Déb. parlem., ses. ordin., 1895, p. 115) :

Projet de loi

Le président de la République française décrète :

« Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le garde des sceaux, ministre de la justice, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion. »

ARTICLE PREMIER. — L'article 414 C. pénal est modifié ainsi qu'il suit : « Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 ans et d'une amende de 16 fr. à 3,000 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de faits, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

« Lorsque les faits punis par le paragraphe précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être soumis, par l'arrêt ou le jugement, à l'interdiction de séjour pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus.

ART. 2. — L'art. 415 C. pénal est remplacé par la disposition ci-après :

« Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 2 ans et d'une amende de 16 fr. à 500 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura, en dehors des cas prévus en l'article précédent, amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail de la part des ouvriers et employés d'un service public auxquels s'appliquent les dispositions spéciales de l'art. 51 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée. »

Voici maintenant le texte adopté et proposé par la commission (V. Sénat, Doc. parlem., 1895, p. 341, séance du 10 juin 1895) :

ARTICLE PREMIER. — L'article 415 C. pénal est modifié ainsi qu'il suit :

« Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 ans et d'une amende de 16 à 3.000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

Lorsque les faits punis par le paragraphe précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être soumis par l'arrêt ou le jugement à l'interdiction de séjour pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus. »

ART. 2. — L'article 415 C. pénal est remplacé par les dispositions ci-après :

« Sera punie d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'une amende de 16 à 500 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, toute coalition de la part des ouvriers des établissements de la guerre ou de la marine, des manufactures de tabacs, des manufactures d'allumettes et des agents des compagnies de chemins de fer et des chemins de fer de l'État, en ce compris les agents non classés, employés à titre permanent, pour faire cesser, suspendre ou empêcher le travail, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution.

« Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de 2 à 5 ans.

« Toute provocation publique à commettre les délits ci-dessus spécifiés sera poursuivie devant les tribunaux correctionnels et punie d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 100 fr. à 3.000 fr. »

Projets relatifs aux carrières libérales

Proposition Colfavru, tendant à permettre expressément aux professions libérales de former des syndicats. (J. Offic., Chambre, Annexes, p. 133.)

Proposition Lévêillé étendant aux carrières libérales la loi de 1884. (8 juillet 1891, 1533, n° 811, rap. som. fav. Etcheverry, 20 nov., 430, n° 1019.)

Propositions diverses

Proposition Basly (Ch., 14 janvier 1888, Ann., p. 46, n° 2270).

Proposition Lavy (Ch. 1891, 832, n° 1366) qui exempte du timbre les sociétés de prévoyance créées par les syndicats professionnels.

Proposition Groussier (28 mai 1894. Ch. 863, n° 657) qui a pour but d'élargir la loi de 1884.

Proposition Dejeante portant abrogation de la loi de 1872 sur l'Internationale (Dép. 1^{er} février 94. Doc. parl. n° 348, off. p. 123, rap. somm. A. Petrot, 24 octobre 1895. Docum. parl. n° 1571).

Bulletin de l'Office du travail, 1895, p. 95.

Jurisprudence

Bourse du travail. — Comité général et commission exécutive.

— Constitution illégale. — Dissolution.

La réunion à la Bourse du travail, en Comité général et en Commission exécutive investis de pouvoirs prépondérants et incontestés, des membres délégués par chaque syndicat adhérent constitue une Union des syndicats prévue par l'article 5 de la loi du 21 mars 1884 (Bourse du travail de Paris).

Voici quelques considérants d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine (8^e Chambre) du 10 août 1893. Ce juge-

ment a été confirmé par la Cour d'appel de Paris le 26 janvier 1894.

Le Tribunal,

Attendu en fait :

Sur le deuxième chef de la prévention,

Attendu que l'article 5 de la loi du 21 mars 1884 dispose que les Unions de syndicats professionnels doivent faire connaître les noms des syndicats qui les composent ;

Que vainement le deuxième groupe des prévenus, Destre et consorts, soutiennent que le comité général et la commission exécutive, dont ils faisaient partie, ne constituaient pas au sens propre des mots, une Union des syndicats ; qu'ils soutiennent à tort que le Comité général composé de la réunion générale des membres délégués par chaque syndicat, n'était pas une Union de syndicats, mais seulement une Commission purement administrative uniquement appelée à s'occuper des mesures d'ordre intérieur, de répartition des locaux pour les différentes convocations, de l'affectation des fonds alloués par le Conseil municipal, et de la surveillance du personnel.

Attendu que cette allégation est manifestement contraire à la réalité des faits ;

Que de l'examen attentif des documents produits, spécialement des statuts imprimés de la Bourse du travail, des annuaires imprimés à la fin de chaque exercice et de la publication hebdomadaire du Bulletin officiel de la Bourse de travail de Paris, le Comité fédéral et la Commission exécutive s'occupaient activement dans leurs séances périodiques et fréquentes, des mesures générales ayant toutes, et d'une façon évidente, le caractère de l'Union et de la fédération.

Que le comité général, assisté de la Commission exécutive chargée de l'exécution des décisions, était investi de pouvoirs prépondérants et incontestés, tels que ceux d'accorder des sub-

ventions à toutes les grèves, et de favoriser, même par des avances de fonds, la création de nouvelles Bourses du travail;

Qu'il suffit d'examiner avec attention les comptes-rendus de leurs assemblées pour constater que le but principalement poursuivi par elle était avant tout une œuvre de propagande, entreprise par des assemblées qui étaient des Unions de syndicats professionnels;

Qu'ainsi les deux chefs de prévention sont établis à l'encontre de tous les prévenus, à l'exception de Bost et de Michaux, secrétaires du syndicat des ouvriers brossiers pour peinture, qui ont justifié, depuis l'information, de l'accomplissement des formalités légales.

Décret du 7 décembre 1895 portant organisation de la Bourse du travail de Paris (J. off., 11 décembre 1895, et Bulletin de l'office du travail, 1896).

« ARTICLE I. — La Bourse du travail de Paris ainsi que ses annexes a pour objet de faciliter les transactions relatives à la main-d'œuvre au moyen de bureaux de placement gratuits, de salles d'embauchage publiques, et par la publication de tous les renseignements intéressant l'offre et la demande de travail. Il y est annexé des bureaux mis à la disposition des syndicats ouvriers et des salles pour les réunions corporatives.

ART. 2. — Les syndicats professionnels d'ouvriers ou d'employés légalement constitués et fonctionnant suivant les prescriptions de la loi du 21 mars 1884, sont admis à occuper un local dans la Bourse du travail et peuvent y établir un bureau de placement gratuit pour les membres de leur profession.

ART. 3. — Les syndicats adressent leur demande d'admission dans les locaux de la Bourse, au préfet de la Seine qui statue sur l'admission en se conformant aux dispositions du

du règlement général délibéré par le Conseil municipal en vertu de l'article 9 ci-après.

Ces demandes doivent contenir pour les syndicats l'engagement de se conformer aux prescriptions des règlements et décrets qui régissent la Bourse.

ARTICLE 4. — Les syndicats admis à la Bourse du travail s'administrent librement et prennent telles dispositions qui leur paraissent utiles pour tout ce qui concerne l'organisation de leurs bureaux, de leurs réunions ou assemblées et de leurs services de placement gratuits.

ARTICLE 5. — La salle d'embauchage installée dans les bâtiments de la Bourse du travail est ouverte aux patrons, ouvriers et employés de toute profession, syndiqués ou non. Généralement quiconque aura une demande ou une offre de travail à faire y aura libre accès.

ARTICLE 6. — La grande salle de la Bourse y sera réservée à des réunions corporatives et professionnelles, ayant pour objet exclusif l'étude et la défense des intérêts professionnels et économiques des ouvriers. Cette salle peut être affectée également aux cérémonies intéressant le travail.

ARTICLE 7. — La ville de Paris a la faculté d'installer à la Bourse un bureau central et permanent de placement gratuit municipal, un bureau de statistique du travail et de publier un Annuaire et un Bulletin de la Bourse du travail contenant tous les renseignements et informations relatifs au travail et au placement des ouvriers.

La ville de Paris pourra également ouvrir à la Bourse une bibliothèque et instituer des cours et conférences. Ces services seront publics ; les ouvriers, syndiqués ou non, auront libre accès dans les bureaux de statistique et de placement municipal, les salles de bibliothèque, de cours et de conférences.

ARTICLE 8. — Les services de la Bourse du travail ouverts au public sont administrés par le Préfet de la Seine, conformément aux délibérations du Conseil municipal de Paris.

Le Préfet nomme à tous les emplois administratifs. Il a la surveillance et la garde de l'établissement. Il assure le paiement, le contrôle et la liquidation des dépenses faites sur les crédits inscrits au budget de la ville de Paris. Il veille à l'observation des décrets et règlements qui régissent la Bourse du travail.

ARTICLE 9. — Un règlement général délibéré par le Conseil municipal de Paris, arrêtera, conformément aux dispositions du présent décret, l'administration intérieure de la Bourse et toutes les mesures propres à assurer son bon fonctionnement.

ARTICLE 10. — Il est institué une commission consultative de la Bourse du travail de Paris. Cette commission est composée de vingt membres, dix membres délégués par les syndicats admis à la Bourse, six membres du Conseil municipal de Paris nommés par cette assemblée, deux représentants de la Préfecture de la Seine, désignés par le Préfet, deux représentants de l'Office du travail désignés par le Ministre du commerce.

Les membres de cette commission sont nommés pour un an.

La commission peut être dissoute par arrêté du Ministre du commerce et de l'industrie.

ARTICLE 11. — (Cet article indique les attributions de la commission consultative.)

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
P. PIC.

Vu :

LE DOYEN,
E. CAILLEMER.

Vu :

Bon et permis d'imprimer :
Lyon, le 28 mars 1898

LE RECTEUR,
Président du Conseil de l'Université,
GABRIEL COMPAYRÉ.

Table des Matières

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	7
INTRODUCTION.....	11
CHAPITRE PREMIER. — Caractères généraux de la loi du 21 mars 1882 sur les syndicats professionnels mis en parallèle avec les principales législations étran- gères	23
CHAPITRE II. — Avantages et inconvénients de la loi du 21 mars 1884. — SECTION I : Critiques formulées par les orthodoxes ; Réponse à ces critiques.....	50
Section II : Critiques formulées par les socia- listes révolutionnaires.....	63
Section III : Critiques formulées par les socia- listes chrétiens.....	68
Section IV : § 1. Résultats pratiques de la loi...	70
§ 2. Les Syndicats agricoles.....	78
CHAPITRE III. — Examen des principaux projets et pro- positions de lois déposés en vue de réformer la loi de 1884 sur les syndicats professionnels.....	94
CHAPITRE IV. — Section I : Des Unions de syndicats....	145
Section II : Des Bourses de travail.....	157
Section III : Du Placement syndical.....	178
CONCLUSION.....	193
DOCUMENTS.....	199

ERRATA

Page 3, *date* 1898 *au lieu de* 1899.

— 27, à la 1^{re} ligne, *lire* : administrateurs, *au lieu de* : adminstrateurs.

Page 67, à la 11^e ligne, *lire* : ennoblit, *au lieu de* : annoblit.

— 101, à la 28^e ligne, *lire* : ses auteurs, *au lieu de* : ces auteurs.

Page 125, à la 8^e ligne, *lire* : répression, *au lieu de* : répressions.

Page 139, à la 6^e ligne, *lire* : demanda, *au lieu de* : demande.

— 147, à la 18^e et à la 19^e ligne, *lire* : sans influence extérieure, *au lieu de* : sans influences extérieure.

Page 161, à la 28^e ligne, *lire* : Schulze Delitzsch, *au lieu de* : Schultze Delitzsch.

Page 180, à la 7^e ligne, *lire* : ont, *au lieu de* : nt.

— 180, à la 12^e ligne, *lire* : dans un certain délai, *au lieu de* : dans certain délai.

Page 181, à la 2^e ligne, *lire* : assistance, *au lieu de* : assistances.

Page 189, à la 14^e ligne, *lire* : encourir, *au lieu de* : concourir.

Page 191, à la 11^e ligne, *lire* : on en a tiré, *au lieu de* : on a tiré ; à la 19^e ligne, *lire* : quelle, *au lieu de* : qu'elle.

Page 215, 4^e ligne, *lire* : 1884, *au lieu de* : 1882.

IMP. FACULTÉS, R. CAVENNE, 20, LYON.
